

Débats

Le Quai dépossédé

La diplomatie française n'a plus les moyens de ses ambitions : son personnel est déboussolé et ses prérogatives éparpillées

par THIERRY DE BEAUCÉ (*)

La complainte du Quai d'Orsay énumère les raisons d'un malaise permanent : insuffisance des crédits, pauvreté des effectifs, réduction de son autorité sur l'action extérieure. Politiques et spécialistes se penchent sur le cas douloureux de ce qui est devenu « le corps malade de l'administration française ».

En mars 1986, le nouveau ministre manifestait l'ambition légitime de restaurer son administration dans ses prérogatives antérieures. Un an et demi plus tard, la grande maison n'a jamais paru autant dépossédée. Les affaires africaines sont traitées par le ministère de la coopération qui a repris son autonomie. Le Pacifique sud relève d'un secrétariat d'Etat rattaché au ministère de l'Intérieur. Le secrétariat d'Etat à la francophonie est censé se mêler de tout ce qui concerne le français dans le monde. Un secrétariat aux droits de l'homme veille à ce qui devrait être l'esprit de notre action diplomatique. La définition des politiques européennes ne relève quasiment plus du Quai d'Orsay.

Les relations économiques internationales sont l'affaire quasi exclusive du ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances. Significativement, c'est lui — plutôt que le ministre des affaires étrangères — qui assure auprès du président de la République la participation française aux sommets des pays industrialisés. Son administration a doublé le Quai dans la gestion des crédits d'action extérieure. La direction des relations économiques extérieures veille aux grands contrats. La Caisse centrale de coopération économique étudie, finance — et finalement décide — les projets de développement.

La « Maison »

Le ministère de l'Intérieur affiche une compétence particulière dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et — partant — de la politique au Moyen-Orient. Le ministère de la défense est responsable — sous la tutelle directe du président de la République et du premier ministre — de la défense extérieure de la France et notamment de la politique de ventes d'armements. Les présidents de région se prêtent, à leur tour, des compétences internationales, à tel point que le premier ministre a dû leur rappeler que « la diplomatie est un métier ».

Ainsi les problèmes les plus urgents et les plus concrets de notre politique internationale échappent-ils à la diplomatie. Les ministères techniques, éducation nationale, industrie, culture, ont créé leur propre direction des affaires internationales. Elles ne rendent pas souvent compte au Quai d'Orsay.

Depuis l'arrêt du 22 messidor au VII qui attribue au ministre des affaires étrangères le « monopole des relations avec les agents officiels de l'étranger », l'horizon géographique s'est élargi, les fonctions se sont modifiées, elles concernent à la fois l'économie, la finance, la concurrence commerciale, les ventes d'armes, aussi bien que l'action culturelle, les problèmes d'image ou la lutte antiterroriste. A cette ouverture prodigieuse devrait répondre une adaptation en profondeur de l'instrument diplomatique. Sinon, faute d'interlocuteurs compétents, chaque administration sera tentée d'aller son chemin, au risque de décourager dans l'Etat et du chagrin des diplomates.

Quatre cent soixante-dix agents occupent à la centrale des fonctions d'encadrement. Huit cents exercent à l'étranger. Ils proviennent, pour la plupart, des mêmes circuits de formation, l'ENA et les corps d'Orsay. Ils poursuivent une carrière identique entre le conformisme de l'administration centrale et la monotonie des postes où les responsabilités viennent tard. Le plus jeune ambassadeur a aujourd'hui quarante-deux ans. Les autres devront attendre cinquante-cinq ans en moyenne. Entre vingt-cinq et quarante-cinq ans, les agents produisent du papier d'analyse politique exactement comme au douzième siècle, sans tenir compte apparemment du développement des moyens d'information modernes et des instituts de recherches spécialisés.

Les diplomates parisiens jugent les dépêches de leurs semblables en se préparant à retourner à l'étranger pour subir le jugement de ceux qu'ils auront remplacés. Les appréciations extérieures sont rares. Les autres administrations privilégient

les sources de leurs attachés spécialisés, militaires, commerciaux, financiers, nucléaires, scientifiques. L'autorité unique de l'ambassadeur affirmée par le décret de 1979 n'interdit pas à Paris l'indifférence ou la suspicion des bureaux.

L'ENA avait vocation à diversifier les compétences des hauts fonctionnaires en évitant que les administrations ne soient apparées par un trop grand cloisonnement. Dans la réalité, cette volonté n'a pas été suivie. Les agents du Quai d'Orsay n'ont guère quitté la « maison » ; le terme est significatif du lien quasi psychanalytique qui, tout au long d'une carrière, attache la grande famille aux mêmes demeures, aux mêmes amitiés, aux mêmes colères hantées par les mêmes modèles.

Un vide économique

Une disposition de mobilité imposée à chaque fonctionnaire issu de l'ENA de passer deux ans en dehors de son administration d'origine. Le Quai d'Orsay a été le seul à refuser cette corruption en faisant valoir les années en poste comme temps de mobilité. L'alibi de l'étranger ne peut effacer une impression d'étiollement professionnel. En 1981, la direction du personnel a encouragé la vocation économique des jeunes diplomates. Les entreprises ont accueilli avec faveur ces spécialistes de la négociation et de la vie internationale. Souvent ils ont réussi. Mais quand ces déserteurs ont voulu retourner à leur administration d'origine, ils n'ont pas été les mieux servis. L'essai n'a pas été transformé.

Les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères sont de moins en moins nombreux à exercer des fonctions dans les autres administrations. Est-ce un manque d'attraction du corps, le prix payé par une politique craintive de non-réciprocité ? S'il existe encore des conseillers diplomatiques au ministère de la défense, les diplomates ont disparu à la tête des directions internationales des ministères de l'Industrie, de l'éducation nationale, de la culture, de la recherche. Aucun d'entre eux n'exerce au ministère des finances. L'administration du ministère de la coopération — dont les tâches sont pourtant proches et qui a fusionné entre 1982 et 1986 — ne compte plus que deux ou trois diplomates d'origine. Les fonctions de gestion restent peu attractives. La direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques, qui regroupe près de 35 % des crédits du département, n'attire qu'une quinzaine de diplomates. Sur les cent postes de conseiller culturel attribués, une dizaine seulement viennent de la « maison ». A Nantes, où sont groupés les services de la comptabilité et la plus grande mairie de France, une constitue le service central d'état civil pour les Français de l'étranger, cinq diplomates ont choisi — au prix d'un exil provincial — cette formation indispensable à des techniques de gestion.

Après la Libération, le Quai d'Orsay a réussi à créer une direction des affaires économiques dont la compétence — et parfois la prééminence — était reconnue par l'ensemble de l'administration française. Plusieurs générations d'agents y ont reçu une formation de haut niveau qu'ils ont pu mettre en pratique auprès des organismes internationaux à vocation économique, et notamment auprès des Communautés européennes. Mais, à partir de 1977, la géographisation du département a rendu la priorité aux compétences « nobles » de la politique et aux préoccupations régionalisées de la diplomatie. Privés de leur interlocuteur unique, les administrations n'ont pas tardé à remplir ce vide de compétences économiques internationales.

Le repli du Quai d'Orsay, ce retour affiché à une « vocation traditionnelle », manifeste une inquiétante frilosité. Prenant la parole devant les cadres de la « maison », à l'occasion de la célébration du 14 juillet, Jean-Bernard Raimond a mis en avant, comme une des plus grandes réussites de sa politique, le fait de « n'avoir procédé en seize mois à aucune nomination extérieure ». C'est une maigre réponse à un plus vaste défi. De fait, cette restauration ne correspond à aucune tradition vérifiée. Pendant l'âge d'or diplomatique de l'avant-guerre, le grand concours sélectif nommait l'élite influente étroite qui constituait le noyau dur de

l'action diplomatique : cinq ou six par an selon les besoins (deux seulement en 1936). D'autres filières assuraient le recrutement parallèle des consuls ou des agents d'Orient. Mais pour compléter les effectifs, la direction du personnel menait une politique systématique d'échanges avec les administrations et les grands corps, de façon à faire bénéficier le Quai de compétences nouvelles et à assurer une meilleure osmose entre les divers secteurs de l'Etat.

L'importance des négociations financières a justifié — dès avant guerre — l'appel à des inspecteurs des finances comme Hervé Alphonse, Maurice Couve de Murville, Olivier Wormser. Des universitaires comme André François-Poncet, Lucien Paye, Georges Gorse, Vladimir d'Ormesson, des juristes — une vingtaine de conseillers d'Etat et de professeurs de droit — ont permis l'approfondissement des analyses. Paradoxe, ce sont ceux-là qui sont devenus, par leurs qualités, les symboles mêmes d'une maison qu'ils avaient ouverte à d'autres vents. Sans compter les politiques, qui — à toutes les époques — ont marqué l'inévitabilité intrinsèque du pouvoir pour la diplomatie.

Aujourd'hui, le ministère des affaires étrangères ne compte plus aucun inspecteur des finances, aucun membre de la Cour des comptes, aucun représentant de la

(*) Ancien collaborateur de M. Charles De Gaulle, M. Jacques Chirac, M. Jacques Chirac, M. Thierry de Beaucé a dirigé les affaires économiques au Quai d'Orsay puis a été conseiller culturel au Japon et à Rabat. Après un passage par Elf-Aquitaine, il avait été nommé directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay en février 1986, sous le gouvernement Fabius. Il a été relevé de ces fonctions en mars 1987.

puissante administration des finances.

Après la décolonisation, l'intégration des administrateurs de la France d'outre-mer et des contrôleurs civils du Maroc — si durement ressentie par le corps — a permis au Quai, qui n'avait pas cette expérience, de gérer les relations diplomatiques avec les nouveaux pays du tiers-monde et de lancer — ce qui était sans précédent — une politique ambitieuse de coopération. Cette génération d'innovateurs a été décapitée aujourd'hui de la retraite. Le corps d'Orient, qui, lui aussi, a vocation à déchiffrer d'autres systèmes de référence, connaît une crise. Le déroulement des carrières n'encourage guère à la spécialisation. Pis encore, les arabisants sont devenus notoirement insuffisants. Ce qui est grave quand on mesure la hiérarchie des urgences politiques.

L'anne des habitudes

D'un côté, il existe trop peu de diplomates qualifiés, formés à des métiers pointus de négociation ou à la connaissance particulière d'une aire de civilisation. De l'autre, les effectifs sont pléthoriques pour des tâches de diplomatie traditionnelle qui n'ont plus de raisons d'être. Soixante ministres plénipotentiaires restent ainsi sans emploi. C'est-à-dire dans la seule attente d'un poste d'ambassadeur et sans qu'il soit même imaginé de mettre ce délai à profit pour adapter leur formation et éventuellement favoriser leur reconversion. Parce qu'il s'agit d'un secteur marginal. La modernisation de l'appareil consulaire — informatisation, rationalisation des postes — a pu être réalisée. Par contre, aucun audit sérieux n'a été fait sur le travail propre-

ment diplomatique et l'organisation des postes à l'étranger. En Birmanie, quinze agents maintiennent des relations sans consistance. L'ambassade de France à Tokyo n'a aujourd'hui aucun japonais opérationnel. Elle est la seule dans ce cas de toutes les ambassades occidentales mais aussi — après l'ambassade américaine — elle est celle qui compte les agents politiques les plus nombreux. Pour quoi faire ? La France, puissance au nécessaire rayonnement international, ne peut s'offrir une structure diplomatique dont les fonctions ne sont trop souvent analysées qu'à l'aune aimable des habitudes.

En 1968, un groupe de travail présidé par le conseiller d'Etat Racine a tracé les grandes lignes d'un plan courageux de redressement. Mais c'est à une commission surtout composée de diplomates sous la présidence de l'ancien inspecteur général des postes diplomatiques que Jean-Bernard Raimond a confié la mission significative d'« évaluer les besoins du ministère ». Ses conclusions devraient être publiées sous peu. Vaudront-elles pour l'imagination ?

A l'heure où la vie internationale l'emporte, où aucune décision prise ou publiée ne relève des seules exigences intérieures, la diplomatie a le plus bel avenir. Il n'y a pas d'Etat qui vaille sans l'exercice ordonné de son action extérieure. Il n'y a plus d'entreprise qui puisse négliger ni l'environnement international ni les conditions politiques de ses négociations. Comment comprendre alors que le Quai d'Orsay se montre inquiet, sensible aux sirènes du corporatisme le plus désuet quand la nature des choses le place au centre de tout ? Les affaires dont il s'occupe sont-elles devenues si étrangères aux préoccupations concrètes de l'action internationale qu'elles ne justifient plus qu'un professionnalisme sans objet ?

Pour une initiative française en Méditerranée

par JACQUES DE BOURBON BUSSET de l'Académie française

Un pays existe aux yeux des autres pays dans la mesure où il constitue un centre de décisions autonome, dans la mesure où il est désireux et capable de prendre des initiatives. Ce fut le cas, le 9 mai 1950, lorsque Robert Schuman, dont j'étais le collaborateur, lança sa fameuse proposition tendant à instituer une communauté européenne du charbon et de l'acier. Je puis témoigner que la surprise et l'embarras furent grands dans certaines capitales, mais aussi que, par cette initiative, la France a repris, pour un temps limité, la direction du jeu. Ce n'était pas un jeu pour le plaisir du jeu. La construction de l'Europe en est sortie.

Aujourd'hui, il semble que la France pourrait prendre une initiative dans le domaine de la politique en Méditerranée. Toutes les puissances riveraines de la Méditerranée, du Maroc jusqu'à la Turquie, pourraient être invitées par la France à se concerter et à étudier ensemble la situation dans cette région.

Certes il ne saurait être question, au stade actuel, d'élaborer une politique commune, mais un grand pas serait fait si cette conférence faisait prendre conscience à ses participants de la solidarité de leurs destins face à un avenir lourd de menaces. La France se montrerait ainsi prospective, car la Méditerranée est le lieu où se croisent les axes Est-Ouest et Nord-Sud de la manière la plus décisive, et la plus redoutable.

Au Courrier du Monde

CLICHÉS

Nature anglo-saxonne

Dans le Monde du 28 août, page 9, vous m'informez que M. Jacques Chirac trouve chez les Australiens une « hypocrite très choquante, même si elle est un peu dans la nature anglo-saxonne ».

A la page 11, par contraste, M. Jacques Meunier estime que l'anthropologue anglais, Colin Turnbull, « s'inscrit dans une tradition anglo-saxonne soucieuse de vérité et de solidarité ». Et encore, à la même page, un éloquent article au sujet de l'œuvre de feu mon compatriote Somerset Maugham raconte que cet auteur a brûlé certaines de ses nouvelles à la demande de son ami Winston Churchill, qui les considérait trop confidentielles : cet acte regrettable manifeste, selon le chroniqueur, « une attitude typiquement anglo-saxonne ».

Ne pouvant pas me débarrasser de mon schéma, commençant polémi- que que je ne conduis ? En hypocrisie (sous-entendu, raciste) ? En vérité et solidarité (et alors, solidarité de qui ?) ? Ou bien en brûlant

mes brouillons de contes (étant, comme tout véritable Anglo-Saxon, membre de *The Majesty's Intelligence Service*) ?

Serait-il possible qu'il ne s'agisse pas de la nature anglo-saxonne, mais d'une obsession bien française ?

NICHOLAS HARMAN (Journaliste, *The Economist*).

ISTRES

Le président ne fait pas ce qu'il veut

Après sa visite à Istres (le Monde du 21 août), M. Mitterrand a déclaré : « Le président de la République fait ce qu'il veut, là où il veut, quand il veut ».

Ce n'est pas exact. Presque tous les actes du président sont soumis au contreseing ministériel. J'entends bien que les circonstances n'étaient pas celles de l'exécution d'un acte juridique, nécessitant formellement un tel contreseing. Mais l'esprit du contreseing veut justement que, quand le président visite officiellement un service de l'Etat, le ministre responsable soit présent. Cela aurait justifié la présence de M. Giraud dans l'avion présidentiel.

Si l'on prenait M. Mitterrand à la lettre, ce serait... le coup d'Etat permanent.

J. GROSODIER DE MATONS (Washington).

ILLUSION

Si seulement les nazis avaient été « médiocres »...

Dans votre article du 19 août consacré à la mort de Hessa, j'ai relevé à deux reprises la formule « l'incroyable médiocrité du personnel politique nazi ».

En 1939, je partageais ces illusions. Le Reich faisait très peur et prêtait beaucoup à sourire avec sa galerie de personnalités incroyablement médiocres et grotesques. Nous avons vite perdu l'envie de sourire. Ces fantoches avaient une diplomatie plus avisée que la nôtre. Après l'écrasement de la Pologne, la France et la Grande-Bretagne se retrouvaient seules. Ces fantoches avaient su créer en quatre ans la Wehrmacht, qui, en quatre semaines, balaya l'armée française, « la première du monde ». Quel désarroi de se trouver soudain devant des forces de combat que, malgré la présence de chefs émi-

nents à la tête de nos armées, nous ne soupçonnions même pas ! Et quelle surprise en découvrant bien plus tard que même la presse de Goebbels avait eu une vue plus juste de la France que la presse parisienne de l'Allemagne, avec ses Panzerdivisionen en fer blanc et autres fariboles !

Depuis 1945, j'ai passé une bonne partie de mon existence professionnelle à essayer de comprendre ce qui s'était passé. On a le droit d'invoquer mille raisons, mais sûrement pas la médiocrité du personnel politique nazi. Ce ne serait pas simplement retarder d'un demi-siècle, mais se refuser à comprendre en profondeur ce qui a été la première tragédie planétaire et la pire des catastrophes européennes.

J. PHILIPPON (Saint-Sébastien-du-Palais, Seine-et-Marne).

SCANDALE

Déportés sans droits

L'article L. 203 du code des pensions militaires exclut du droit aux réparations versées par l'Allemagne les déportés étrangers qui s'étaient réfugiés en France après le 1^{er} septembre 1939. Je suis arrivé en France après la date fatidique. J'ai été arrêté par la gendarmerie française de Moissac (Tarn-et-Garonne), interné à Septfonds et livré aux Allemands, qui m'ont déporté. Je suis naturalisé français, je suis père et grand-père de citoyens français. Nous sommes une centaine dans le même cas. N'y a-t-il pas là quelque chose de scandaleux ?

JULES FAINZANG (Saint-Maur).

PRÉCISIONS

« Diaspad » et Ogmos

Notre enquête sur « Le flirt de l'extrême droite avec l'Iran » (le Monde des 13 et 25 août) a suscité deux nouvelles demandes de précision.

M. Jean-Pierre Tillenon, directeur de la revue *Diaspad*, nous prie de souligner que M. Trystan Mordret n'est qu'un animateur de la revue *Diaspad*, il en est le secrétaire administratif.

M^{me} Geneviève Meunier, gérante de la librairie Ogmos — dont nous avions déjà publié une lettre dans le Monde du 25 août, — réaffirme que « jamais M. Gordji, ou toute autre personne, n'a apporté d'aide financière à notre maison : si une simple relation commerciale constitue une « aide », qu'en est-il des autres fournisseurs de l'ambassade d'Iran ? ».

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS

BP 507 09 75421 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries) 399 F 762 F 1 089 F 1 384 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-45 39th Street, LIC, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedprint USA, INC., 45-45 39th Street, LIC, NY 11104.

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F

سكنا من الزمان

Afrique

BURUNDI : le putsch du major Pierre Buyoya

Un officier tutsi succède à un officier tutsi

Le calme règne au Burundi au lendemain du coup d'État militaire, qui, le jeudi 3 septembre, a renversé le colonel Jean-Baptiste Bagaza, alors que celui-ci assistait à Québec au sommet de la francophonie. C'est un de ses proches, le major Pierre

Buyoya, comme lui membre de l'ethnie minoritaire tutsi et originaire du sud du pays, qui l'a évincé du pouvoir. Formé au métier des armes en Belgique et en Allemagne fédérale, le nouvel homme fort de Bujumbura, la quarantaine, était membre

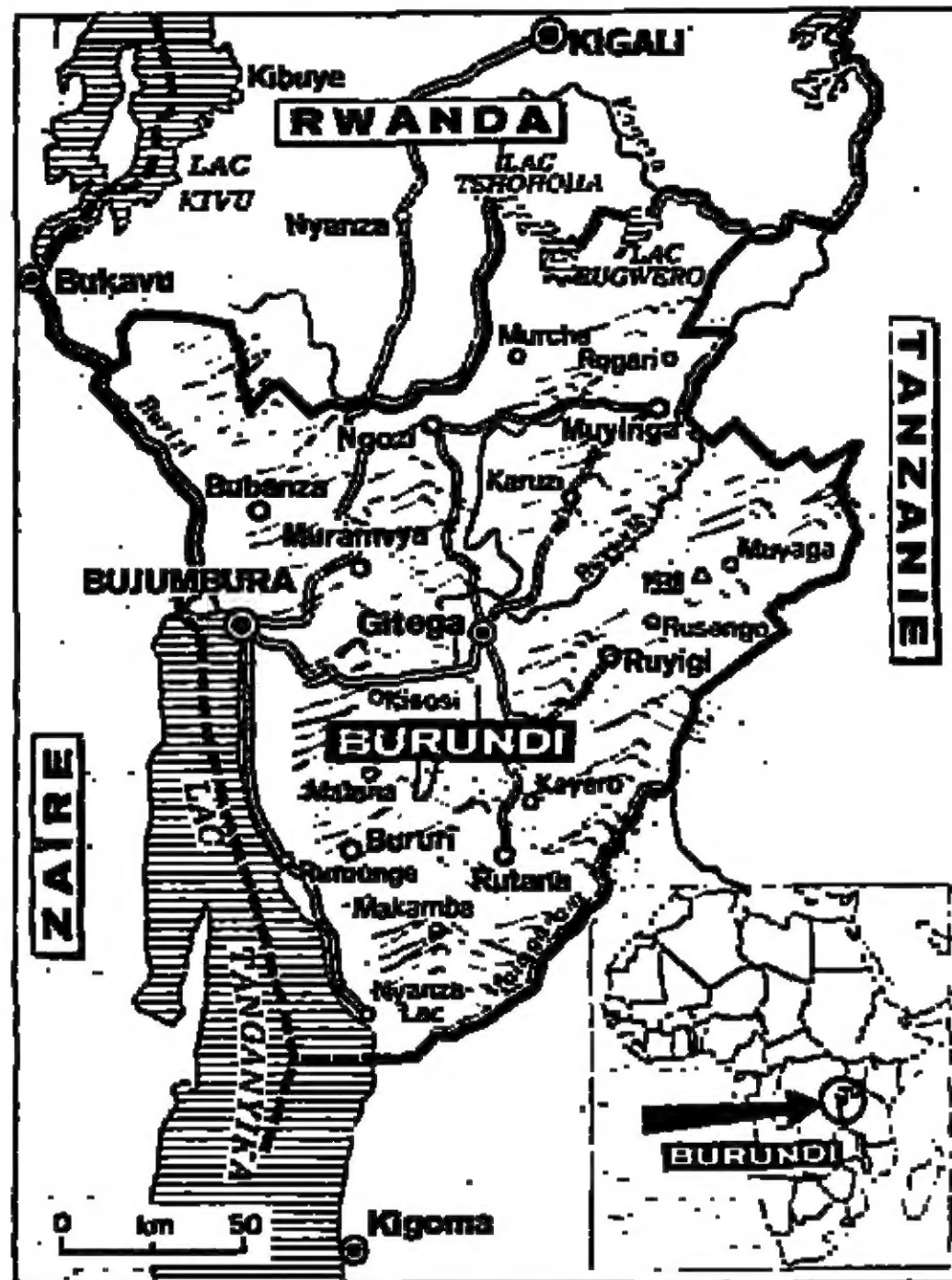
du comité central de l'Union pour le progrès national (UPRONA), le parti unique, et chef du troisième bureau chargé de la logistique à l'état-major de l'armée au sein de laquelle il jouissait, semble-t-il, d'une grande popularité.

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale.

C'est par un bref message en kirundi, la langue locale, lu, le jeudi après-midi à Radio-Bujumbura, qu'ont été annoncées la déposition du colonel Bagaza et la création d'un comité militaire de salut national dont on ignore encore la composition. Un autre communiqué a ensuite précisé que l'Assemblée nationale et le comité central de l'UPRONA étaient dissous et la Constitution suspendue, et que les affaires courantes seraient, jusqu'à nouvel ordre, expédiées par les hauts fonctionnaires. Des mesures de précaution ont, d'autre part, été prises : fermeture des aéroports et des frontières, instauration d'un couvre-feu. La population a été invitée à garder son calme et à vaquer, comme d'ordinaire, à ses occupations.

Ce putsch a en lieu sans effusion de sang. Une compagnie d'infanterie, appuyée par quelques blindés, a fait évacuer la présidence de la République pendant que des patrouilles militaires circulaient dans la capitale qui avait été isolée du reste du pays. Sitôt informé de ces événements, le colonel Bagaza a quitté précipitamment Québec pour Paris d'où il avait l'intention de regagner le Burundi.

La veille de sa déposition, l'ancien chef de l'État burundais avait rencontré M. Jacques Chirac. Le premier ministre français a indiqué aux journalistes, dans l'avion qui le ramenait à Paris, que lors de cet



ancien possesseur allemand placé sous mandat belge à la fin de la première guerre mondiale, le Burundi est devenu indépendant en 1962. Il est peuplé de 6 millions d'habitants et s'étend sur 27 000 kilomètres carrés. Les deux principales ethnies — les Tutsis, pasteurs d'origine nilotique, et les Hutus, agriculteurs hutus — se sont livrés à des combats fratricides en 1972. Enclavé au cœur de l'Afrique, mais jouissant d'un climat tempéré, le Burundi est essentiellement agricole. Il tire de l'exportation du café 90 % de ses devises.

entretien, il avait dit à son interlocuteur : « J'ai dû mal comprendre l'attitude de votre gouvernement à l'égard de l'Eglise catholique. Vous donnez l'impression, à l'étranger, de la persécution. »

Dix ans et dix mois le colonel Bagaza ne se sera pas maintenu au pouvoir beaucoup plus longtemps que le général Michel Micombero, qu'il avait évincé le 1^{er} novembre

1976 et qui lui-même, le 28 septembre 1966, avait déposé le roi Ntare V et proclamé la République. Dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agit d'un règlement de comptes sans effusion de sang entre officiers et, qui plus est, entre officiers tutsis. Les Hutus, qui composent 85 % de la population burundaise, sans pour autant avoir jamais eu voix au chapitre, sont, en effet, étrangers à cette querelle de famille.

La « tragédie de 1972 », qui coûta la vie à plus de cent mille Hutus, a durablement marqué l'histoire du Burundi et mis en évidence la détermination de la minorité tutsi de ne pas se laisser ravir le pouvoir, comme cela s'était produit en 1959 au Rwanda voisin. La volonté d'apaisement manifestée par le colonel Bagaza fut contrecarrée par son entourage et son administration, inquiets de voir leurs positions menacées par une politique de trop grande ouverture ethnique.

La section française d'Amnesty International indiquait, en février dernier, que le gouvernement du colonel Bagaza comptait vingt-deux ministres tutsis sur vingt-six et l'Assemblée nationale cinquante-huit députés tutsis sur soixante-cinq. Elle ajoutait que « moins d'un tiers des étudiants de l'université du Burundi étaient hutus ».

Si danger il y avait donc pour le colonel Bagaza, c'était plutôt celui d'une révolution de palais, du genre de celle qui l'avait amené au pouvoir, bien qu'il ait pris soin d'écarter tous les comparses d'armes qui l'avaient alors aidé dans son entreprise, et, notamment, le lieutenant-

Conflit avec l'Eglise

Le colonel Bagaza avait pourtant entamé un processus de « démocratisation » : en novembre 1981, une Constitution avait été approuvée par référendum, puis, en octobre 1982, une Assemblée nationale avait été élue, enfin, en août 1984, le chef de l'Etat avait été confirmé dans ses fonctions par le suffrage universel. Mais ces louables efforts n'avaient pas abouti à une répartition plus équitable du pouvoir.

En revanche, sitôt aux affaires, le colonel Bagaza s'était lancé, parfois imprudemment, dans une politique de modernisation de cet ancien territoire sous tutelle belge, où la France se classe, depuis 1982, en tête des fournisseurs d'aide. Une bonne partie de ces fonds ont été consacrés au développement rural et ont donc profité au « peuple des collines », c'est-à-dire aux Hutus.

Parce qu'il la soupçonnait d'avoir pris le parti des Hutus et de se présenter comme un contre-pouvoir, le colonel Bagaza, ces dernières années, avait déclaré une guerre sans merci à l'Eglise, fort influente dans le pays, puisque environ 65 % de la population est catholique. Sa dernière mesure, en juin dernier, avait été l'interdiction de la célébration de la messe les jours de semaine (le Monde du 27 août).

Cet ancien élève des jésuites avait eu beau justifier son attitude par le souci d'établir une « République laïque », selon les termes de la Constitution, beaucoup de Burundais commencent à trouver qu'il en rajoutait et certains « persécutés ». Cette partie de bras de fer entre l'Eglise et l'Etat, dont on ne voyait pas le terme, avait fini par ternir l'image du Burundi à l'étranger. Et ce n'est peut-être pas la moindre des motivations des putschistes d'aujourd'hui, qui d'abord voulaient calmer le jeu et rétablir le crédit de leur pays, mis à mal par une querelle d'un autre âge.

JACQUES DE BARRIN.

Le colonel Bagaza : un partisan de la coopération avec Paris

« Ces histoires de Hutus et de Tutsis sont tout simplement folles. Les Hutus ne possèdent de langue, de culture, de religion qui leur soient propres. Il n'existe qu'une seule tribu, celle des Burundis » : ainsi le colonel Bagaza affirmait-il son désir de réconciliation nationale peu après s'être emparé du pouvoir en novembre 1976. Cet ancien élève du collège catholique du Saint-Esprit à Bujumbura, formé ensuite dans une école militaire belge, n'avait que trente ans quand il renversa le lieutenant-général Micombero.

Dans un pays encore traumatisé par les tueries de 1972 et 1973, il voulait d'abord éviter les équivoques et les arrestations arbitraires. Il avait justifié son putsch par la nécessité de « sortir de la dérive un pays tiraillé dans tous les sens par de multiples clans de politiciens égoïstes, avides de pouvoir personnel et de bien matériels ». Il renonça néanmoins aux grands procès. Après quelques mois de mise en résidence surveillée, son prédécesseur put quitter discrètement le pays pour s'installer en Somalie. « Les chefs d'Etat africains sont souvent propulsés au pouvoir par des circonstances qu'ils n'ont pas prévues et sans y avoir été préparés, disait-il. Ils ont à peine le temps de se faire une idée des choses, de se bâtir un nom, qu'arrive une autre vague. »

La grande ambition de cet homme qui se savait menacé fut

d'assurer le développement par le regroupement des paysans. Il lança la « villagisation », néologisme qui désignait un regroupement de l'espace rural, dans un pays essentiellement agricole, avec des adductions d'eau, des constructions d'école, des travaux d'électrification... et une plus grande implantation du parti unique au sein des communautés rurales.

La chute des cours du café compromit fortement cette expérience. Dépendant de l'étranger, le Burundi sut profiter du désir de Paris de mieux exercer son influence culturelle dans les anciennes colonies belges francophones. Le président Bagaza fit plus largement appel aux coopérateurs français et prit ses distances à l'égard de Moscou, qui, sous le régime précédent, équipait en partie l'armée burundaise. « La France est plus apte que tout autre pays au monde à coopérer avec nous », déclarait-il à l'occasion d'une visite de M. Mitterrand à Bujumbura en 1982.

Deux ans plus tard, le choix du Burundi pour la tenue du onzième sommet franco-africain symbolisait cette bonne entente entre Paris et l'ancien territoire sous mandat belge. On n'imaginait pas alors que les dépenses occasionnées par cette conférence, dans un pays particulièrement démuné, allaient provoquer le scandale du Carrefour du développement...

NE ME DEMANDE PAS OU ON VA.



Asie

CORÉE DU SUD

Durcissement du pouvoir face à l'agitation sociale

Les autorités sud-coréennes ont durci, le vendredi 4 septembre, leur attitude face à l'agitation sociale après un brusque regain de violence enregistré la veille au cours d'une manifestation ouvrière à Ulsan (sud-est du pays). La police anti-émeutes a pénétré dans deux établissements industriels afin d'y procéder à l'arrestation de grévistes radicaux, et le ministre de l'Intérieur, M. Chung Kwan Yong, a déclaré qu'à l'avenir les forces de l'ordre interviendraient en cas d'incidents survenant au cours de conflits de travail. « Incendies criminels, destructions de biens et prises d'otages » seront sévèrement punis, a-t-il dit.

D'importantes forces de police ont pénétré à l'aube dans des dortoirs des chantiers navals du groupe Hyundai à Ulsan pour arrêter des grévistes soupçonnés d'être des meneurs, à la suite de manifestations violentes intervenues la veille dans cette ville. Les manifestants, qui protestaient contre la mort, apparemment accidentelle, d'un membre de piquet de grève, ont brûlé des voitures, saccagé des

bureaux et entrepris de mettre à sac un hôtel appartenant au groupe. La police, après avoir évacué les clients de l'hôtel, a fait usage de grenades lacrymogènes pour disperser les quelque trois mille manifestants. Ces incidents subséquent la rupture de négociations salariales entre les quinze mille ouvriers employés aux chantiers navals et la direction.

A Incheon, près de Séoul, la police est également intervenue dans une usine ultra moderne du groupe automobile Daewoo, dont la production est perturbée depuis près d'un mois par des arrêts de travail, afin d'y arrêter les auteurs présumés de déprédations. Au total, selon la police, cent quarante grévistes ont été interpellés à Incheon et à Ulsan.

Selon des chiffres officiels, quelque huit cents grèves industrielles seraient en cours dans tout le pays. La police a également fait état de manifestations antigouvernementales sur dix-huit campus universitaires à l'occasion de la rentrée. — (AFP, Reuters.)

TCHAD

Le président Bongo veut se rendre à Aozou

Québec (AFP). — Invité du « Club » de la presse de Radio-France internationale (RFI), le président du Gabon, M. Omar Bongo, a annoncé, le jeudi 3 septembre, en marge du sommet de Québec, qu'il allait se rendre à Aozou, à la tête du comité ad hoc de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur le différend tchado-libyen, qu'il préside.

« Si l'on veut nous bombarder là-bas, dit-il, qu'on nous tue. Nous irons au Tchad et en Libye, et on verra bien celui qui refusera de nous recevoir. Ce sera celui-là l'agresseur. »

M. Bongo a estimé par ailleurs que « la France fait ce qu'elle peut » au Tchad, mais que ce fut une erreur de dire publiquement au président Hissène Habré que Paris ne l'aiderait pas pour la reconquête d'Aozou : « C'est dire à Kadafi : viens là-bas », a-t-il fait remarquer.

M. Bongo a estimé en outre que si les Etats-Unis étaient

tentés de pratiquer au Tchad, « la politique du duo-roi de là que je m'y mette », les Français avaient l'avantage de connaître le terrain. Souhaitant « éviter la solution militaire », il a écarté l'idée d'une force-tampon au nord du Tchad et a précisé qu'il n'envoierait pas de soldats gabonais dans cette région.

D'autre part, le chef de l'Etat gabonais a regretté de ne pas avoir beaucoup de dettes avec le Canada, à la suite de la décision de ce pays d'effacer la totalité de la dette publique des pays de l'Afrique francophone à son égard (Le Monde du 4 septembre). Il a émis le souhait que le « geste très symbolique » du Canada constitue un exemple qui sera suivi par d'autres pays riches. Le total de la dette effacée par le Canada s'élève à 246 millions de dollars américains, dont 5,78 millions pour le Gabon, qui arrive au dernier rang des débiteurs ainsi libérés de tout remboursement.

● Création d'une association Soutien au Tchad libre. — Une association dénommée Soutien au Tchad libre, dont le président est le général Jacques Messu, vient de se constituer à l'initiative d'un groupe d'anciens Français libérés de la colonne Leclerc et de la 2^e division blindée (2^e DB), indique une communiqué publié le jeudi 3 septembre. Elle a pour objet de « soutenir par tous les moyens légaux le Tchad dans ses efforts pour défendre son indépendance, son intégrité territoriale et son développement économique dans la liberté et la fraternité ». « Ses fondateurs, ajoute le communiqué, rappellent que c'est à partir du Tchad et avec de courageux soldats tchadiens que le général Leclerc a pris Koufra le 1^{er} mars 1941, puis remporté ses prestigieuses victoires du Fazzan, de Tripolitaine et de Tunisie en 1942 et 1943. Ainsi des liens particulièrement étroits unissent nos deux pays. [...] Ils conviennent les Français de toutes opinions à s'unir à eux pour soutenir sans réserve un Tchad libre, uni et fraternel dans l'intégrité de son territoire. »

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

Dissolution du DERG

Le DERG (conseil militaire), qui gouvernait l'Ethiopie depuis la chute de l'empereur Haïlé Sélassié en 1974, a décidé sa propre dissolution, a annoncé jeudi 3 septembre l'agence de presse éthiopienne. Le chef de l'Etat reste le lieutenant-colonel Mengistu Haïlé Mariam, mais le pouvoir collégial sera en principe exercé par une assemblée composée de députés du parti unique, élus en juin. Ces décisions résultent de l'adoption d'une nouvelle Constitution en février. Celle-ci fait de l'Ethiopie une « République populaire et démocratique » d'inspiration marxiste.

La nouvelle République sera proclamée le 11 novembre. Le DERG a invité de nombreux chefs d'Etat africains pour des festivités auxquelles assisteront des représentants des pays socialistes alliés au régime d'Addis-Abeba. — (AFP, Reuters.)

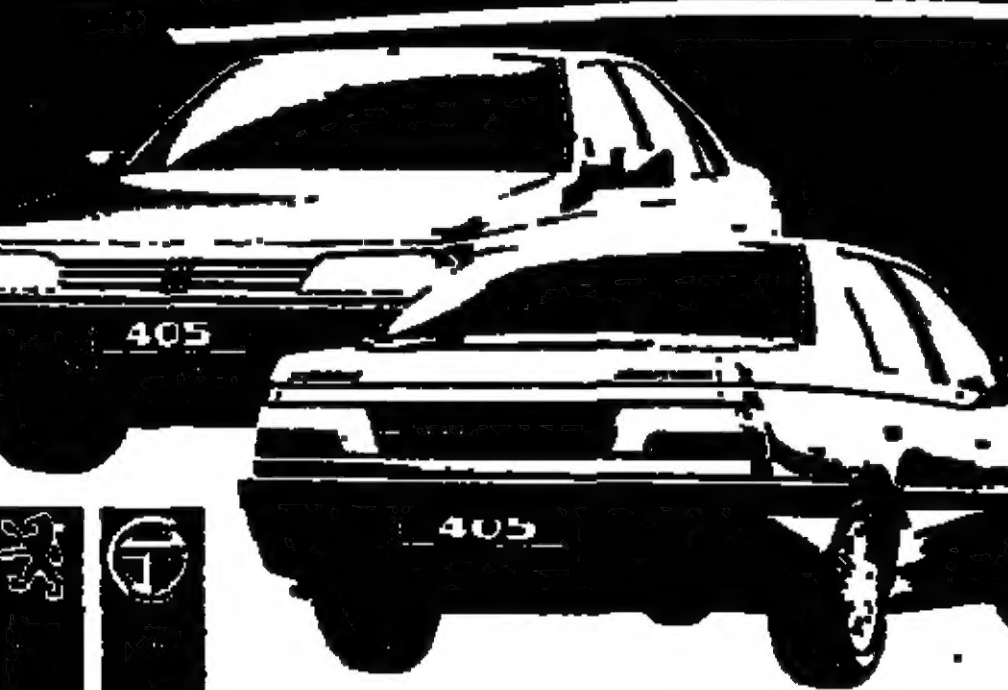
Philippines

La guérilla communiste multiplie ses actions

Une centaine de personnes au moins auraient été tuées ces derniers jours, selon la presse philippine, au cours d'affrontements entre les forces gouvernementales et la guérilla communiste, dont les membres s'efforcent de mettre à profit les flottements consécutifs, dans les rangs de la troupe, au coup d'Etat manqué du 28 août. L'affrontement le plus grave, qui a fait vingt et un morts parmi les soldats gouvernementaux, s'est produit mercredi 2 septembre dans la province de Quezon au sud-est de Manille, lorsque deux cents maquisards ont tendu une embuscade à une patrouille militaire.

Le chef d'état-major général, le général Fidel Ramos, a déclaré qu'il s'attendait à des attaques répétées de la part des maquisards communistes décidés à « exploiter la situation ». Cette intention a été confirmée par le Parti communiste, qui a diffusé un document émanant de son comité central appelant à « tirer pleinement parti » des dissensions au sein de l'armée. — (Reuters, UPI.)

405,
un talent
fou!



Venez l'applaudir
146, bd de Grenelle, Paris 15/45.75.62.80



مكتبة ابن خلدون

Europe

TURQUIE

Le référendum du 6 septembre risque de mettre le premier ministre en difficulté

La levée de l'interdiction frappant les anciens dirigeants politiques depuis le coup d'État militaire de 1980 fait l'objet, dimanche 6 septembre, d'un référendum en Turquie. La victoire attendue du « oui » affaiblirait le premier ministre, M. Turgut Ozal, qui dirige un gouvernement de droite depuis le retour des civils au pouvoir, en 1983.

ISTANBUL
de notre correspondant

A quelques jours du référendum du 6 septembre sur la levée des interdictions frappant les anciens dirigeants politiques écartés après le coup d'État militaire de 1980, la campagne se durcit à mesure que devient probable une victoire du « oui » : elle équivaudrait à une grave défaite politique du premier ministre, M. Turgut Ozal, et de son parti, l'ANAP, Parti de la mère patrie, qui ont fait campagne pour le maintien des interdictions.

Un article provisoire de la Constitution adopté en 1982 par 92 % des électeurs, alors que tous les partis étaient dissous, avait interdit pour dix ans aux anciens dirigeants toute participation à la vie politique du pays, en particulier l'appartenance à un parti et l'éligibilité.

Dans le vide ainsi créé, M. Ozal s'était assuré aux élections législatives de 1983, qui ont marqué le retour du pays à la vie civile, la majorité absolue au Parlement pour la formation qu'il venait de créer contre les candidats des militaires et contre la gauche.

Les élections partielles de septembre 1986 avaient toutefois marqué le retour en force de l'ancien premier ministre et président du Parti de la justice, dissous (droite populiste), M. Süleyman Demirel. Le succès des candidats du parti de la « juste voie », qui le soutenaient au cours d'immenses rassemblements, fut alors interprété comme la reconnaissance d'une popularité qui n'a pas été entamée par les interdictions.

Son mot d'ordre, « la Turquie sans interdits », était désormais à l'ordre du jour : la demande d'adhésion à la CEE, déposée par M. Ozal en avril 1987, ne rendait-elle pas plus urgente, affirmait-il, une solution démocratique au divorce exprimé entre le pays légal et le pays réel ?

L'article incriminé de la Constitution aurait pu alors être supprimé par un vote parlementaire. Devant les réticences des députés de l'ANAP, on peut tenter de manœuvrer son rival, le premier ministre a préféré faire adopter en mai le principe d'un référendum sur la question.

La couleur du bulletin « non »

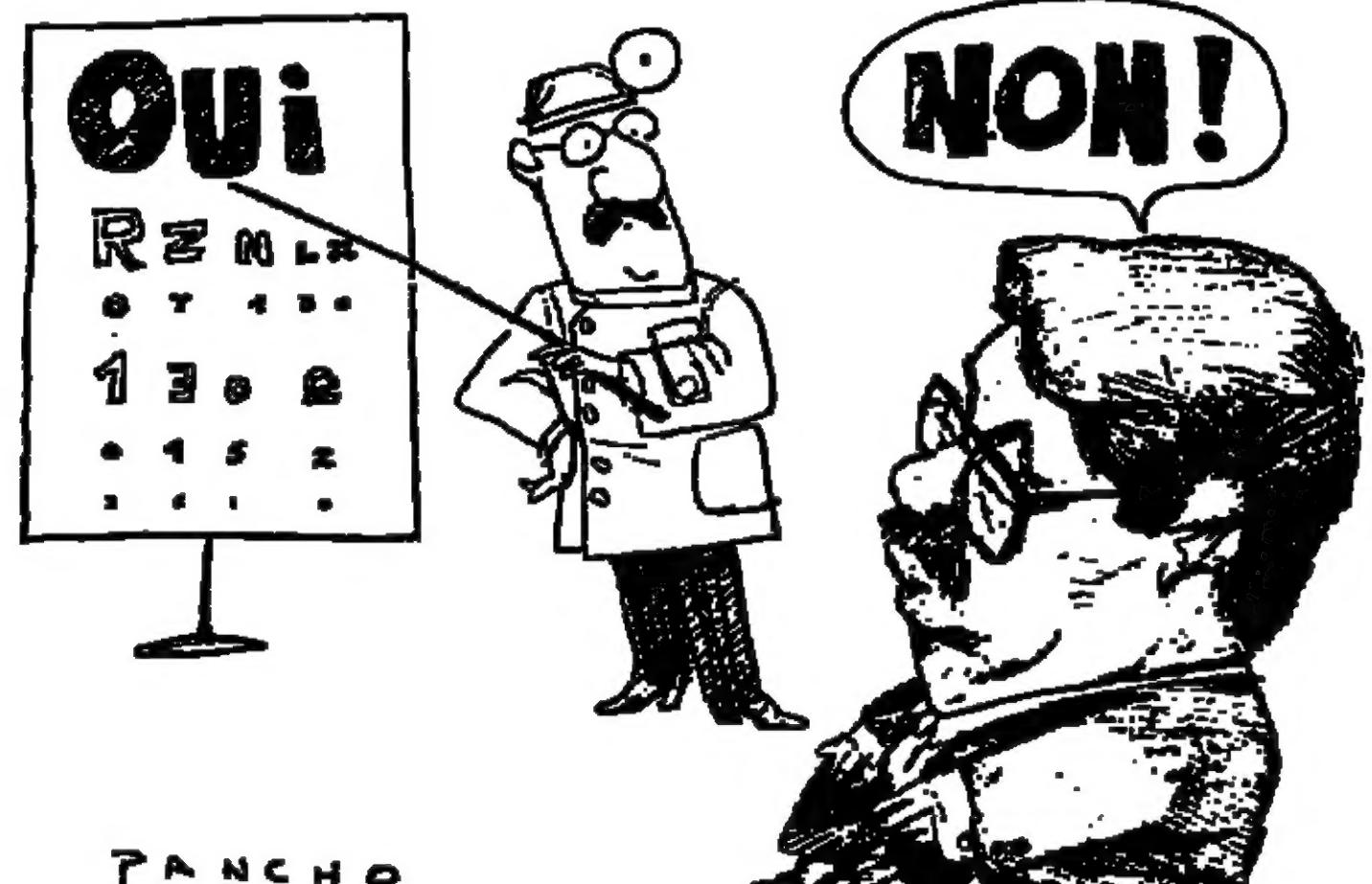
« Souvenez-vous de l'état dans lequel ils ont laissé le pays et réfléchissez avant de revenir sur votre propre décision. » Tel est le thème de la campagne de M. Ozal. Cultivant l'image de restaurateur de la stabilité politique que lui reconnaissent de nombreux Turcs, ce dernier n'a pas appelé à voter ouvertement pour le « non », mais le sens de sa campagne était néanmoins clair.

Il n'aurait d'ailleurs pas hésité, selon l'opposition, à exercer des pressions économiques diverses sur les régions qui se montreraient rétives à suivre la bonne voie.

Ces pressions étaient pourtant loin d'être nécessaires : les politiques suivies avant 1980 sont associées au spectre des files d'attente par beaucoup de Turcs. L'ANAP leur oppose celle de M. Ozal, orientée vers un développement rendu possible par la confiance regagnée des investisseurs étrangers. L'appel à ne pas laisser revenir au pouvoir « ceux qui ont laissé le pays devenir un lac de sang » trouve toujours dans un pays traumatisé par le terrorisme et les cinq mille victimes de la fin des années 70, un large écho : l'abrogation des interdictions permettrait le

retour à la vie politique, non seulement des deux anciens premiers ministres, mais également des dirigeants des partis intégristes, ultra-nationaliste, et d'extrême-gauche dont les portraits ont été placardés sur des affiches orange (la couleur

Toujours interdit d'antenne comme tous les anciens dirigeants, M. Demirel a mené campagne au cours d'imposants rassemblements populaires avec le parti de la « juste voie », dont il prendrait la direction en cas de victoire du oui. Rendant le



PANCHO

premier ministre responsable de la baisse considérable du pouvoir d'achat des consommateurs, il a vigoureusement contesté son image de bâtisseur, en déclarant avec une tartufferie pleinement assumée qu'« il ne cherche rien pour lui-même, mais le retour d'une véritable démocratie ».

A gauche, M. Inönü, ex-président du Parti populaire social-démocrate a appelé également à voter oui. Cer-

tes de ses partisans, dont les voix seront importantes dimanche, ont laissé entendre leur préférence pour le non : ils dénoncent dans le référendum une opération *bonnet blanc, blanc bonnet* qui confinerait la Turquie dans une alternative entre les deux partis de droite.

D'autres sont peu soucieux de voir M. Ecevit, dont les rejets des propositions d'unification de la gauche ont considérablement diminué la popularité, revenir au premier plan en prenant officiellement la tête « du parti de la gauche démocratique » qu'il dirige par l'intermédiaire de sa femme.

L'opposition semble avoir réussi, malgré les efforts de l'ANAP, à convaincre l'opinion que voter pour la suppression des interdictions n'était pas nécessairement voter pour un retour à l'avant-1980. Cette évolution, soulignée par les sondages publiés par une presse quasi unanime en faveur du oui, a plus d'une fois fait perdre au premier ministre son sommeil.

Pour M. Ozal, l'enjeu est de taille. La plupart des commentateurs s'accordent à penser que la formation hétéroclite qu'il dirige connaît de nombreuses déficiences en cas de désaveu populaire dimanche : il aurait d'autant plus de mal à conserver sa majorité absolue lors des élections anticipées qui suivraient très vraisemblablement une victoire du oui, et la levée des interdictions.

MICHEL FARRÈRE.

Les élections législatives au Danemark

(Suite de la première page.)

Le message de la coalition au pouvoir, appelée communément le « trèfle à quatre feuilles », est simple : « Nous avons mené ces dernières années une vaste entreprise de redressement économique. Donnons-nous quatre ans de plus pour poursuivre cette œuvre, avec une équipe parlementaire plus solide. » Sur ce chapitre, M. Schlüter, qui ne contrôle que 77 des 179 sièges du Folketing — le Parlement danois — peut présenter des résultats flatteurs. Les finances publiques, qui accusaient en 1983 un déficit correspondant à 11 % du revenu national (record d'Europe), sont aujourd'hui pratiquement en équilibre. L'année dernière, le budget affichait même un léger excédent. L'inflation, qui était supérieure à 10 %, a été ramenée aux alentours de 4 %.

Les échanges commerciaux sont positifs, les investissements danois dans les pays développés de la zone OCDE et, surtout, le capital, selon M. Niels Helveg Petersen, chef du petit Parti radical, qui a soutenu le gouvernement dans le domaine économique : « Entre 1972 et 1982, le secteur privé avait perdu 250 000 emplois, tandis que 250 000 étaient créés dans les services publics. Nous avons fondamentalement inversé ce courant. Au cours des cinq dernières années, quelque 200 000 emplois nouveaux ont été créés dans le privé, alors que les effectifs du secteur public n'ont augmenté que de 10 000 à 15 000 personnes. » Enfin le chômage, même s'il demeure assez élevé (8 % environ de la main-d'œuvre active), est en diminution par rapport à 1984.

Pour atteindre ces résultats, les Danois ont subi une série de plans d'austérité, baptisés suivant les saisons : « paquets de Noël », « café de Pâques » ou « cure de pommes de terre ». Ces sacrifices, ils les ont acceptés sans trop maugréer, conscients que le pays ne pouvait pas indéfiniment vivre au-dessus de ses moyens et que l'austérité donnait des résultats rapides. Il est patent aussi que ces coupes claires dans les dépenses publiques ont fait moins de mal dans un pays où le niveau de vie général était, et est toujours, parmi les plus élevés au monde.

Cela dit, tous les problèmes ne sont pas résolus, loin s'en faut. La croissance a tendance à se tasser, et M. Schlüter n'a pas réussi dans tous les domaines. Le gouvernement avait promis de résorber le déficit chronique de la balance des paiements, au plus tard en 1988. On est, sur ce point, loin du compte. En 1985, le « rouge » était de

Pression fiscale

Le gouvernement s'est vu contraint — ce qui cadre mal avec son idéologie libérale — d'augmenter la pression fiscale. Dans ce domaine, le Danemark occupe maintenant, avec la Suède, la première place dans le monde. Autre problème : la compétitivité des entreprises, en baisse, à cause des accords salariaux « trop élevés » conclus au printemps dernier, soit de la réduction de la durée hebdomadaire du travail, qui passera de trente-neuf heures à trente-sept heures, en quatre ans, sans changement des rémunérations.

Le bilan néanmoins globalement positif de cette politique embarrasse bien entendu l'opposition. Quelle alternative peut-elle présenter ? Aucune, en fait, qui soit réellement originale. Les sociaux-démocrates de M. Anker Jørgensen, qui proposent une politique très proche de celle du gouvernement, veulent rétablir les avantages sociaux sur lesquels les « bourgeois » sont revenus. « En cinq ans, nous dit M. Jørgensen, les allocations-chômage ont diminué de 17 %, le revenu des travailleurs moyens a baissé de 7 à 8 %, alors que les bénéfices des entreprises se sont accrus de 15, 18 et même 20 %. Cette politique sociale est inacceptable. Les riches se sont enrichis et les pauvres se sont appauvris. » Il le dit sans véritable conviction et donne curieusement l'impression de ne pas vouloir le pouvoir. Du moins pas dans la situation actuelle.

Les sondages d'opinion prévoient un nouveau recul des sociaux-démocrates par rapport aux élections de 1984, où ils avaient obtenu 31,6 % des suffrages. Le plus grand parti du royaume ne parvient pas à sortir d'une crise interne qu'il traverse depuis une dizaine d'années. Figeé dans un discours ouvrier traditionnel, il n'a pas su séduire les nouvelles catégories professionnelles. La direction manque d'autorité et les relations avec les syndicats sont parfois tendues. Ceux-ci réclament « un peu plus de modernisme et d'innovation ».

Les sociaux-démocrates ont essayé, sans succès, au cours de la dernière législature, de diviser les quatre partenaires de la coalition et de « flirter » avec les radicaux, qui jouent un rôle clé au centre de l'échiquier politique danois. Ces erreurs tactiques ont profité au Parti socialiste populaire, fondé en 1956 par des dissidents communistes,

qui s'est rapproché petit à petit de la gauche « responsable ». Hostiles à l'OTAN et au Marché commun, les socialistes populaires admettent aujourd'hui le fait qu'une majorité de Danois soit favorable à l'appartenance à ces deux organisations. Ne dédaignant pas la surenchère économique, ils avaient recueilli 11,5 % des voix en 1984 et sont en passe de devenir la troisième formation politique du pays. Ils recrutent leurs sympathisants parmi les jeunes, les employés du secteur public et d'alternatifs.

Si une majorité de gauche se dégage des prochaines élections, les socialistes populaires se disent prêts à gouverner avec M. Jørgensen, mais celui-ci répond plutôt froidement à ces appels du pied, sachant qu'une telle alliance lui interdirait toute coopération avec les partis du centre. Naturellement, M. Schlüter exploite ces rumeurs de rapprochement pour mettre en garde les Danois contre un « gouvernement rouge » qui serait « un danger pour la défense et la sécurité du pays ».

Pourtant, en matière de politique étrangère, le premier ministre ne peut guère pavoiser. Si, en matière économique, il peut compter sur les radicaux, ceux-ci, à propos de défense et de sécurité, font en revanche cause commune avec les sociaux-démocrates et les autres partis de gauche siégeant au Parlement. On ne compte plus les occasions où le gouvernement a été mis en minorité sur des questions ayant trait à la stratégie de l'OTAN, au déploiement des euro-missiles, à la guerre des étoiles ou aux sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud. M. Schlüter et son ministre des affaires étrangères, M. Ellenn-Jensen (libéral), ont été harcelés par les sociaux-démocrates, dont la tactique commence d'ailleurs à lasser l'opinion.

Pour les partis gouvernementaux, le choix est simple : le « trèfle à quatre feuilles » et la stabilité, ou un gouvernement de gauche et le chaos. Comme d'habitude au Danemark, le scrutin sera serré. Les deux camps sont de force sensiblement égale. M. Schlüter ne peut être sûr d'obtenir la majorité parlementaire qu'il souhaite tant. En effet, si ces élections se présentent bien pour le parti conservateur, il en va autrement pour les trois autres formations de la coalition. Les libéraux (12,1 % des voix en 1984), le centre démocrate (4,6 %) et les chrétiens populaires (2,7 %) ne sont pas certains de retrouver leurs scores respectifs d'il y a quatre ans. Dans ce cas, la coalition pour se maintenir au pouvoir dépendrait à la fois des radicaux et du bon vouloir du parti du progrès, résolument « anti-impôts » et populiste, fondé par le trouble-fête de la vie politique danoise — l'avocat Mogens Glistrup, qui tente un retour au premier plan après avoir purgé une peine de quatre ans de prison (confortable) pour fraude fiscale. Cette perspective n'enchantait pas du tout M. Schlüter et encore moins les radicaux qui ne veulent en aucun cas négocier « avec le gang des progressistes ».

ALAIN DEBOVE.

(1) 1 couronne = 0,38 franc.

Exilé à Paris

L'écrivain russe Victor Nekrassov est mort

L'écrivain Victor Nekrassov, prix Staline 1947 pour son témoignage *Dans les tranchées de Stalingrad*, est mort jeudi 3 septembre à l'hôpital de Gentilly (Val-de-Marne). Il était âgé de soixante-seize ans.

Né le 17 juin 1911 à Kiev, Victor Platonovitch Nekrassov, comme Mikhaïl Boulgakov, était issu de l'intelligentsia libérale. Avec sa mère médecin, il passe sa petite enfance à Paris — séjour inoubliable qui lui avait laissé un bon accent quand il parlait le français, mais ses parents rentrent à Kiev au moment de la guerre. C'est à Kiev qu'il grandit près de la « maison des Tourbines » où vit alors Boulgakov, qu'il fait ses études d'architecture avant de bifurquer vers le théâtre, gardant le souvenir de son frère aîné tué par les Rouges pendant la guerre civile.

C'est pendant la seconde guerre mondiale, alors qu'il combat à Stalingrad qu'il s'inscrit au Parti communiste avant d'émigrer, en 1946. *Dans les tranchées de Stalingrad*, prix Staline 1947 malgré le ton irrévérencieux de ce livre dans lequel il dénonçait le dénuement des héros ainsi que certaines erreurs de commandement. Tenu à l'écart à cause de son anticommunisme, Nekrassov se joignit, à l'époque de Khrouchchev, aux jeunes écrivains qui s'étaient regroupés autour de la revue *Novyi Mir* dirigée par Alexandre Tvardovski. C'est dans cette revue qu'il publia, en 1962, un récit intitulé *Des deux côtés de l'océan*, à propos de séjours en Italie et aux États-Unis, ce qui lui valut une vio-

lente critique de Khrouchchev : sommé de faire son autocritique, il refusa « au nom du droit de l'écrivain de dire ce qu'il pense être la vérité ».

Ses positions sans ambiguïté contre l'intervention en Tchécoslovaquie ou en faveur d'André Sinavski et de Soljenitsyne lui valurent en 1972 d'être exclu du PCUS, puis de l'Union des écrivains et de l'Union des cinéastes (dont il était membre en tant que scénariste) et de voir ses livres retirés de la circulation. Il se résolut alors à émigrer.

Arrivé en Suisse en septembre 1974, il s'installa à Paris un mois plus tard, prenant largement part aux activités des dissidents soviétiques, notamment pour défendre les intellectuels. *L'important, c'est de survivre*, écrit-il dans le *Monde* du 19 avril 1978 à propos des vœux extorqués à un écrivain ukrainien. En 1979, il est élu à la nationalité soviétique. C'est à Paris qu'il publiera deux très beaux livres de souvenirs : *Un regard plus autre chose* et *Les Carnets d'un badaud*.

Il ne saura jamais que son premier livre sur Stalingrad allait être réédité prochainement en URSS : il était dans le coma lorsque la nouvelle lui parvint à Paris...

N. Z.
* Œuvres traduites en français : *Dans les tranchées de Stalingrad* (Presses de la Cité) ; *La Ville naine* (EFF, 1957) ; *Kira Guergulena* (Seuil, 1961) ; *Les Carnets d'un badaud* (Julliard, 1976) ; *Ceux du front* (Julliard, 1978) ; *Un regard plus autre chose* (Gallimard, 1979).

De Stalingrad à Paris

Un des meilleurs écrivains russes de son siècle reposera dans la terre de France devenue pour lui une autre patrie, un pays qu'il adorait mais qui restait pour lui, malgré cet attachement sentimental si profond et si intime, une terre d'exil.

Il voyait Paris mieux que n'importe quel Parisien, il connaissait les coins les plus cachés, les rues du Marais aussi bien que les tours de la Défense. Son regard d'architecte et d'écrivain notait tous les changements du paysage, de la foule, de la mode. Mais tout en admirant la France et les Français, il ne se détacha jamais de la Russie.

Pendant les treize ans de sa vie occidentale, il a gardé une fidélité indéfectible à ses amis de jeunesse, à cette langue russe qui était son élément naturel et qu'il maniait avec trachéotomie et éclat : celle des soldats, de l'homme de la rue, des ivrognes de Kiev et de Moscou aussi bien que l'idiome de Tchekhov, de Boulgakov et de Vassili Grossman, ses écrivains préférés.

C'était un homme d'une étonnante multiplicité de talents : architecte de formation, acteur qui interprétait des rôles dramatiques et même tragiques sous la direction du fameux Stanislavski, officier de l'armée rouge, et, plus tard, écrivain et journaliste.

Son premier livre, *Dans les tranchées de Stalingrad*, publié en 1946, resta jusqu'à nos jours le meilleur témoignage russe sur la guerre qu'il avait vécue en tant que chef d'un bataillon de pionniers sous les murs de Stalingrad. Ce roman a été fré-

quemment comparé au grand livre d'Erich Maria Remarque *A l'Ouest, rien de nouveau* : la même simplicité de narration, la même absence totale de pathétique.

Les éditeurs soviétiques essayèrent de le faire mentir : d'ajouter des phrases boursoufflées sur le rôle du Parti et de Staline. Nekrassov ne mentait pas : au risque de ne jamais voir publier son roman, il n'ajouta rien.

Néanmoins *Dans les tranchées de Stalingrad* s'affirma comme un grand « classique » sur la guerre, et Nekrassov, quoique sévèrement critiqué pour son attitude si contraire au style du réalisme socialiste, se vit, contre toute attente, décorer le Prix Staline grâce à l'intervention directe du « petit père des peuples », qui avait beaucoup apprécié le roman.

Presque trente ans plus tard, ce romancier, qui appartenait à l'élite des écrivains soviétiques, privilégié et même riche, renonça à toute sa carrière d'écrivain en Russie pour dire crûment la vérité sur le régime communiste, sur l'antimilitarisme des dirigeants de l'URSS, sur les persécution policières. Il fut accluté à l'émigration.

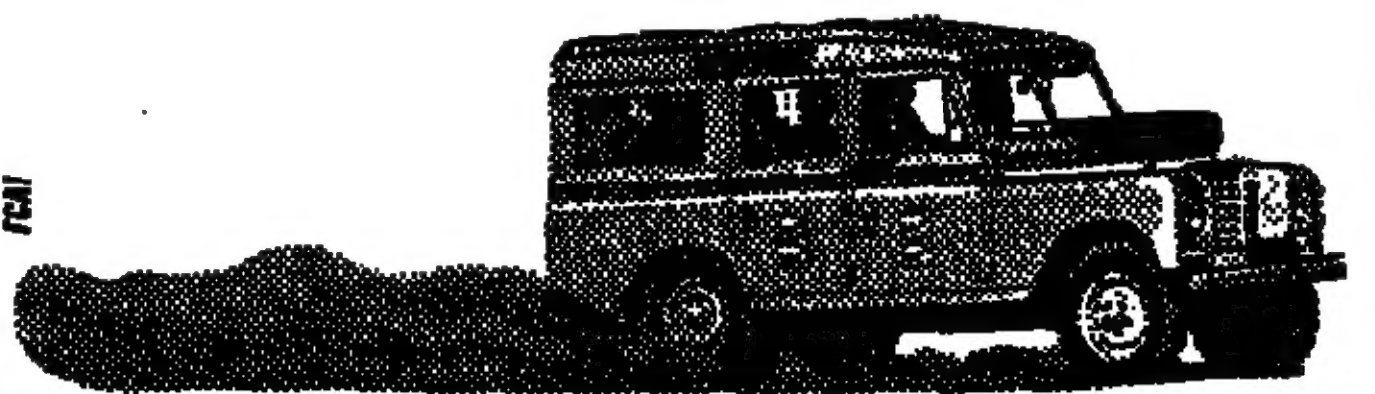
La France l'accueillit avec hospitalité : il y aurait été heureux s'il avait pu oublier ses compatriotes humiliés et écrasés par un régime qu'il considérait comme une tyrannie hypocrite. Pourtant, les événements de l'époque actuelle dans son pays le laissent plein d'intérêt et d'espoir.

EFIM ETKIND.

● POLOGNE : manifestation d'écologistes. — Une douzaine de militants écologistes polonais ont occupé, mercredi 3 septembre, pendant trois heures, le toit d'un restaurant de la ville de Miedzyrzecz pour protester contre un projet de stockage de déchets nucléaires. Arborant des banderoles, ils ont lancé des

tracts aux passants qui s'attroupaient. Ces militants appartiennent au Mouvement pour la liberté et le pain, organisation interdite. Le gouvernement polonais a l'intention de stocker dans la région des déchets nucléaires dans d'anciens bunkers allemands de la dernière guerre. — (Ruter.)

NE ME DEMANDE PAS OU ON VA.



TCHAD

Le président Bongo se rendra à Aozou

Le traité de paix du Tchad, signé le 20 août 1987, a été signé à Paris. Le président Bongo se rendra à Aozou.

Le traité de paix du Tchad, signé le 20 août 1987, a été signé à Paris. Le président Bongo se rendra à Aozou.

Le traité de paix du Tchad, signé le 20 août 1987, a été signé à Paris. Le président Bongo se rendra à Aozou.

Le traité de paix du Tchad, signé le 20 août 1987, a été signé à Paris. Le président Bongo se rendra à Aozou.

Le traité de paix du Tchad, signé le 20 août 1987, a été signé à Paris. Le président Bongo se rendra à Aozou.

A TRAVERS LE MONDE

Philippines

La guerre communiste multiplie ses actions

Une nouvelle série d'attaques communistes a été lancée contre le gouvernement philippin. Les rebelles ont attaqué une base militaire à Mindanao, tuant plusieurs soldats et prenant des otages. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans la région.

Les communistes ont également attaqué une ville frontalière avec le Vietnam. Les forces gouvernementales ont réagi en lançant des opérations militaires pour reprendre le contrôle de la zone.

Le conflit philippin continue de faire l'objet de préoccupations internationales. Des appels ont été lancés pour une solution pacifique à la crise.

Le gouvernement philippin a promis de faire tout son possible pour éliminer la menace communiste du territoire.

Les tensions restent élevées dans la région. On s'attend à de nouvelles actions de la part des rebelles.

Le conflit philippin est une préoccupation majeure pour le pays. Les autorités travaillent à renforcer la sécurité nationale.

Le gouvernement a lancé une campagne de sensibilisation pour encourager la coopération avec les forces de l'ordre.

Le conflit philippin a des implications régionales. Les pays voisins surveillent de près l'évolution de la situation.

Le gouvernement philippin a promis de faire tout son possible pour éliminer la menace communiste du territoire.

Le conflit philippin est une préoccupation majeure pour le pays. Les autorités travaillent à renforcer la sécurité nationale.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de semures PICARD se sont vu décerner la note maximum 43 Étoiles **4,22/5** par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

Les sociaux-démocrates ont essayé, sans succès, au cours de la dernière législature, de diviser les quatre partenaires de la coalition et de « flirter » avec les radicaux, qui jouent un rôle clé au centre de l'échiquier politique danois. Ces erreurs tactiques ont profité au Parti socialiste populaire, fondé en 1956 par des dissidents communistes,

Proche-Orient

La situation dans le Golfe avant la visite de M. Perez de Cuellar à Téhéran

Un pétrolier saoudien aurait été coulé

Un pétrolier saoudien aurait été coulé dans le Golfe, à quelques 350 milles au nord du détroit d'Ormuz, selon le capitaine d'un navire espagnol, le *Lerida*, qui croisait dans la région. Selon l'officier, dont les propos ont été rapportés vendredi 4 septembre par la radio espagnole Onda Pesquera, deux membres de l'équipage du pétrolier auraient été tués et sept blessés. Le capitaine du *Lerida*, qui n'a pas précisé la date de cette attaque, a affirmé que le bâtiment saoudien aurait été coulé à « coups de canon ».

Une semaine après le déclenchement par l'Irak d'une nouvelle bataille du Golfe, dont le but avoué était d'obliger l'Iran à mettre fin à ses atermoiements et à accepter immédiatement de mettre un terme à la guerre — bataille au cours de laquelle une quinzaine de navires marchands ont été touchés, — Téhéran a réussi à s'octroyer un nouveau délai.

Les Etats-Unis, qui avaient sommé l'Iran d'accepter avant la fin de cette semaine l'appel au cessez-le-feu contenu dans la résolution 598 adoptée le 20 juillet dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU, se sont finalement déclarés, jeudi 3 septembre, prêts à allonger ce délai pour permettre au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, de mener à bien une nouvelle série de négociations à Téhéran. Mission réclamée par les Iraniens et à laquelle les quinze membres du Conseil de sécurité sont sur le point de donner le feu vert.

L'autorisation du Conseil serait toutefois soumise, selon des sources diplomatiques à New-York, à deux conditions : que les belligérants

s'engagent à faire taire les armes pendant la mission de M. Perez de Cuellar — qui devrait se rendre dans la région du 11 au 14 septembre — et que les discussions portent bien sur la mise en œuvre de la résolution 598.

La première condition vise surtout l'Irak et, nous signale notre correspondant à New-York, on indique de sources officielles américaines que Bagdad a accepté d'observer à nouveau une trêve de facto dans le Golfe. De leur côté, les Iraniens auraient souligné leur désir de favoriser le passage sans incident des navires.

Quant à la seconde condition, elle vise Téhéran, qui est parvenu jusqu'à maintenant à ne répondre officiellement ni oui ni non aux demandes de cessez-le-feu. Il semble toutefois que le gouvernement iranien ait fait un pas. Un diplomate iranien de haut rang a, selon des sources diplomatiques iraniennes, donné des réponses « absolument positives » aux questions de M. Perez de Cuellar sur la mise en œuvre de la résolution 598. On souligne cependant officiellement à l'ONU que ces réponses portaient non sur l'acceptation de cette résolution mais sur des « idées » concernant sa possible application. Certains diplomates occidentaux, mis

au courant des réponses iraniennes, estiment qu'elles ne satisfont pas complètement leur attente.

D'autre part, les autorités iraniennes n'ont donné, ces derniers temps, aucun signe laissant prévoir l'abandon de leur principale revendication pour mettre fin à la guerre contre l'Irak, à savoir la désignation par la communauté internationale de « l'agresseur » et surtout, comme ne cessent de le répéter les dirigeants iraniens, la chute du président irakien, M. Saddam Hussein.

Un missile sur le Koweït

Au moment où, selon nombre de diplomates qui suivent les tractations en cours, la partie diplomatique qui se joue actuellement est peut-être la plus cruciale de l'histoire de cette guerre vieille de sept ans, les belligérants paraissent ne pas vouloir abandonner la force. Le Koweït a, en effet, annoncé qu'un missile s'était abattu vendredi matin sur son territoire, sans toutefois faire de victimes. Un tel incident avait déjà eu lieu en janvier dernier, et des sources diplomatiques qui à Koweït avaient alors incrimé l'Iran.

Sept bateaux japonais sont en outre immobilisés dans la région du Golfe à la suite de la décision prise

par Tokyo de suspendre la circulation des pétroliers nippons, dont deux ont fait l'objet d'attaques cette semaine. Cette suspension ne vaut en principe que pour un certain temps et est actuellement limitée à quarante-huit heures. Le Japon importe du Golfe plus des deux tiers de son pétrole et est ainsi le pays de l'OCDE le plus dépendant, pour son approvisionnement, de l'évolution de la situation dans la région.

Tandis qu'Irakiens et Iraniens ont continué, jeudi, leurs bombardements de zones industrielles ou résidentielles, le septième convoi de pétroliers koweïtiens réimmatriculés aux Etats-Unis et escortés par la marine américaine a poursuivi « sans problème » jeudi sa route dans le Golfe en direction du détroit d'Ormuz, a-t-on indiqué au département américain de la défense.

Enfin, les douze Etats membres de la Communauté européenne se sont déclarés jeudi « sérieusement préoccupés par la poursuite du conflit entre l'Irak et l'Iran, et la tension accrue qui en résulte dans le Golfe ». Dans une déclaration commune publiée à Copenhague, les Douze déplorent profondément la reprise des hostilités et condamnent les attaques récentes contre des navires de commerce.

« Opération de routine », selon le ministère de l'intérieur

Cinq personnes originaires du Proche-Orient et résidant en France sont expulsées

ver un pays d'accueil. Parmi elles figure Elardah Nidal, Palestinien de nationalité jordanienne, dont l'humanité du vendredi 4 septembre prend la défense, soulignant que son frère est membre du P.C.F.

Place Beauvau, on précise qu'il s'agit d'une « opération de routine ». Les services de police ont agi sur la base de renseignements provenant notamment de la République fédérale d'Allemagne et faisant état d'activités illégales, susceptibles d'être commises surtout par les quatre ressortissants libyens. « Ce sont

des actions préventives, nous agissons très en amont », ajoute-t-on. Aussi la justice n'est-elle pas saisie : les expulsions, prises en application de la procédure dite « d'urgence absolue », sont de simples décisions administratives.

Le ministère de l'intérieur, on fait état d'un rythme de « sept à huit » expulsions par semaine selon cette procédure. Les interpellations auxquelles donnent lieu ces opérations permettraient, assurent les policiers, d'obtenir également des renseignements.

Amériques

ARGENTINE

La crise en robe du soir

Vingt millions d'électeurs argentins sont appelés à voter, dimanche 6 septembre, pour renouveler le moitié de la Chambre des députés et élire les gouverneurs de province et les maires des dix mille communes que compte le pays (*Le Monde* du 28 août). L'imminence de cette élection, sur fond de crise économique, n'empêche pas les Argentins d'accueillir de nombreuses personnalités du monde des arts et des spectacles dans « Buenos-Aires la frimousse ».

BUENOS-AIRES de notre correspondante

La dette extérieure atteint 54 milliards de dollars, l'Orchestra philharmonique de New-York rassemble cent mille personnes lors d'un concert en plein air à Buenos-Aires. Le chômage touche 14 % de la population. Pavarotti crée l'événement en chantant la *Bohème* au Colón, l'opéra local. L'inflation est de 120 %. Vittorio Gassman triomphe au théâtre Coliseo. Les exportations s'effondrent, le danseur Julio Bocca prolonge sa tournée en Argentine à la demande de ses admirateurs. Le logement, l'éducation et le santé sont en crise, mais le même Marceau fait salle comble au cinéma Broadway.

La liste peut s'allonger encore d'un côté comme de l'autre : le dollar à 3,10 australs, soit un renchérissement de 35 % en deux mois, des taux d'intérêt qui atteignent les 15 % par mois, les 2 milliards de dollars de déficit par jour des chemins de fer... et le Cirque de Moscou, le chœur du Collegium de Munich, le guitariste Alexandre Lagoya, le metteur en scène polonais Tadeusz Tancor, le chanteur brésilien Ney Matogrosso, le pianiste français Philippe Entremont, le violoncelliste américain Jeffrey Solon, Gilberto Gil, Sara Vaughan, Chuck Corea, Miles Davis...

Tous semblent s'être donné rendez-vous à Buenos-Aires la polluée, avec ses trottoirs défoncés, sa circulation assésina, ses bidonvilles pouilleux. Buenos-Aires la frimousse, aussi souvent pauvre mais toujours nouveau riche, pleine de boudoirs luxueux, entrées d'immeubles, marbre, cuivre et bois vernis. Car cette Buenos-Aires-là, ce paradis vivant, exaspérant, n'a pas renoncé à être ce qu'elle a toujours prétendu être : la capitale culturelle de l'Amérique du Sud. Et comme ces ex-divas ruinées mais toujours extravagantes, elle trouve encore à qui faire payer ses « danseuses »...

C'est la Citycorp, la principale banque créditrice de l'Argentine, qui a offert Zubin Mehta et le Philharmonique de New-York aux Portenos (habitants de Buenos-Aires). La Central National Bank a payé le formidable cachet de Pavarotti au Colón : 500 000 dollars, et Fiat-Peugeot Argentine a offert aux quinze mille spectateurs du Luna Park et aux millions de téléspectateurs argentins la représentation d'adieu de l'un des plus grands ténors vivants.

Car l'art sous toutes ses formes reste, avec le sport et malgré la crise, le meilleur mobilisateur de foules argentines. La chanteuse brésilienne Gal Costa a réussi le tour de force de réunir quarante mille spectateurs en onze représentations dans un théâtre du centre-ville, en juillet. Avant même son arrivée à Buenos-Aires, elle y avait déjà vendu trente-cinq mille disques. L'art est un des derniers bons négociants, même si certains spectacles sont gratuits. Comme celui que donnera, le 6 septembre, Julio Bocca, nouvelle étoile du Ballet de New-York et enfant chéri de la danse classique argentine, sur le podium en plein air installé il y a un mois pour le concert, gratuit lui aussi, du Philharmonique de New-York. Vive la crise... en robe du soir !

CATHERINE DERIVERY.

Entretiens Hussein-Moubarak à Alexandrie

Le roi Hussein de Jordanie a fait, le jeudi 3 septembre, une visite de travail à Alexandrie, au cours de laquelle il s'est entretenu pendant trois heures avec le président égyptien Hosni Moubarak. Les conversations des deux dirigeants ont porté sur la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient et surtout sur la crise dans le Golfe, a-t-on indiqué de source officielle.

Le souverain hachémite a informé M. Moubarak des résultats de la visite qu'il avait effectuée mardi à Damas, où il s'était entretenu avec le président Hafez El Assad. La Jordanie, qui a de bonnes relations avec la Syrie et l'Irak, a entrepris depuis

plusieurs mois une médiation entre ces deux pays, Damas restant la seule capitale arabe qui soutient indéfectiblement Téhéran contre Bagdad. Les efforts diplomatiques jordaniens avaient abouti à une rencontre, le 27 avril, entre le président Assad et son homologue irakien, M. Saddam Hussein. Cette rencontre n'avait donné aucun résultat, mais Amman ne désespère pas de parvenir au moins à une trêve entre les deux régimes baasistes rivaux, laquelle permettrait la tenue d'un sommet arabe consacré à la guerre du Golfe et au projet de conférence internationale. — (AFP.)

LIBAN

Le Hezbollah réfute les critiques d'Amal

Les intégristes pro-iraniens ont mobilisé jeudi quelque deux cent mille de leurs sympathisants à Baalbeck, leur principal fief au Liban, dans une démonstration de force visant à confirmer leur influence face au mouvement Amal, leur principal concurrent au sein de la communauté chiite.

Cheikh Sobhi Toufayil, un des dirigeants du Hezbollah, a réfuté, devant la foule rassemblée pour commémorer l'Assourah — anniversaire de la mort du troisième imam chiite, — les accusations lancées lundi par le chef d'Amal, M. Nabih Berri, contre la politique des partisans de l'Iran au Liban et rendu un « vibrant hommage » à l'imam Khomeiny, « dirigeant suprême des musulmans ».

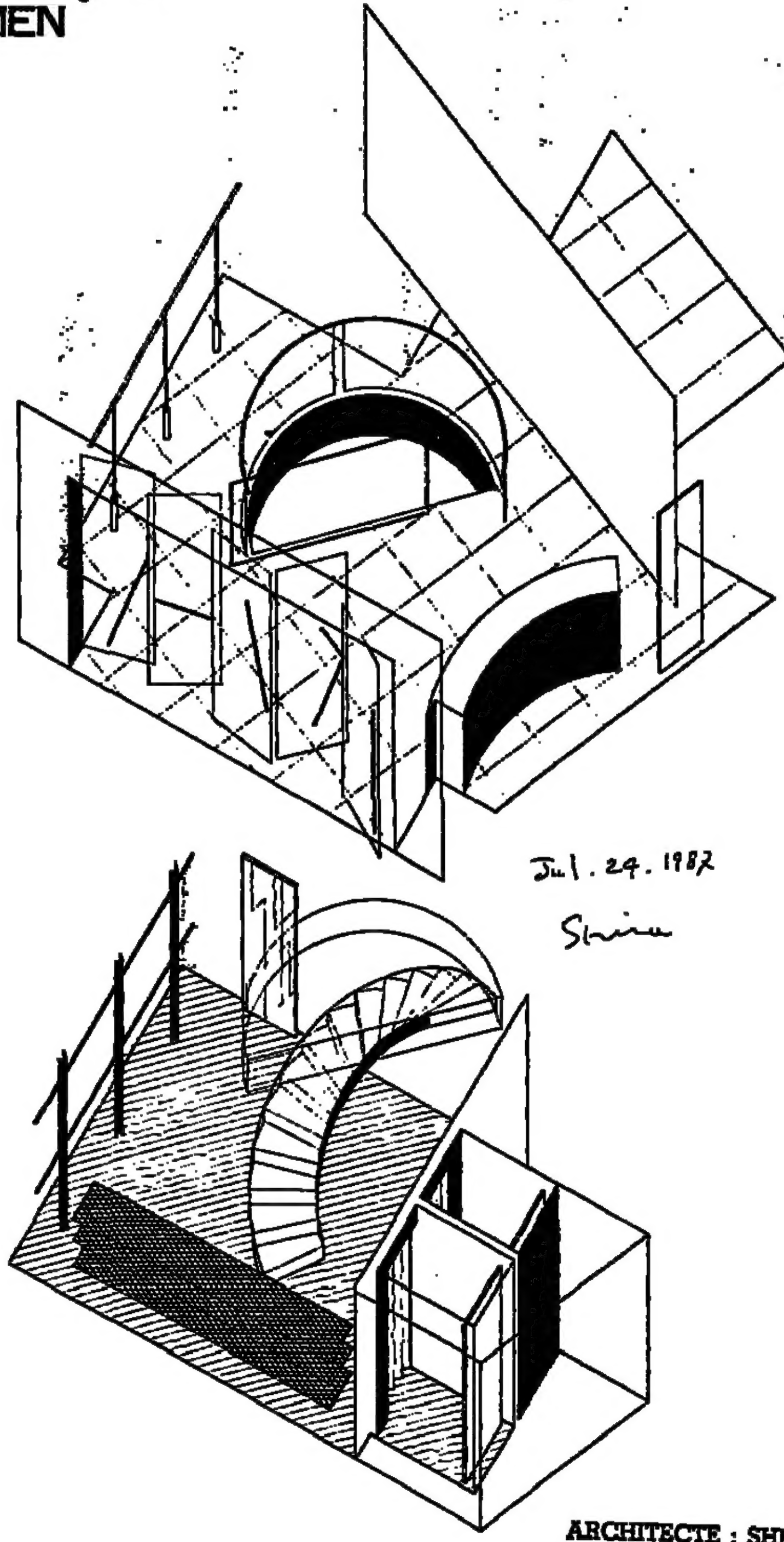
La foule, formée d'une écrasante majorité d'hommes, a traversé sous un soleil de plomb les principales artères de Baalbeck (85 kilomètres au nord-est de Beyrouth), où des moutons ont été égorgés à son passage. Elle était encadrée de hezbollahis armés de fusils-mitrailleurs et de lance-roquettes, sous le regard discret des soldats syriens qui contrôlent la région.

M. Berri avait, lors de son premier voyage dans le sud du Liban depuis huit ans (*Le Monde* du 2 septembre), violemment critiqué l'attitude des extrémistes pro-iraniens. A Tyr, devant une foule évaluée par des témoins à cinq cent mille personnes, le chef du mouvement AMAL avait pris les intégristes chiites à partie en déclarant notamment : « Il ne suffit pas de mettre un turban comme un homme de religion pour devenir un théologien... » — (AFP.)

(Publicité)

MATH SUP - MATH SPÉ*
BACC.C.D.E. - DEUG A
INSCRIPTIONS JUSQU'AU
28 SEPTEMBRE 1987
Tél : (1) 64-09-27-69
*73 % de réussite
aux concours des écoles
d'ingénieurs en 1987.
CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
42, rue Bancel,
77000 MELUN

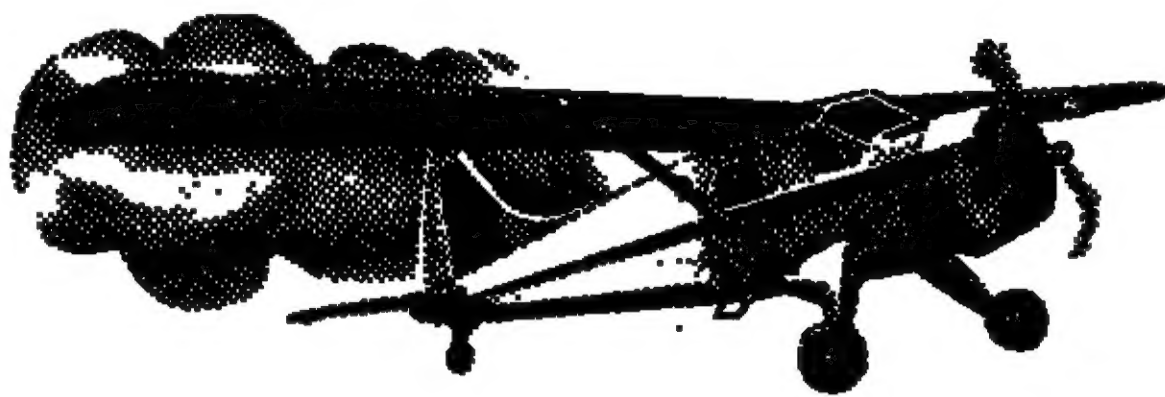
Issey Miyake MEN



ARCHITECTE : SHIRO KURAMATA

ISSEY MIYAKE MEN OUVRE A PARIS : 33 BOULEVARD RASPAIL 75007 PARIS TEL 45 49 24 14

NE ME DEMANDE PAS OU ON VA.



PICARD
Picard supprime la clé!
Parade
La serrure automatique sans clé
— Une clé que vous choisissez vous-même.
— Une clé que vous pouvez changer immédiatement vous-même.
— Une clé qui commande l'ouverture ou la fermeture sans effort des 10 portes de votre maison.
— Plus d'oubli, la porte est toujours bien fermée.
— Plus de risque de clé oubliée à l'extérieur.
— Plus de clé perdue ou volée.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12
— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
— S'il n'y figure pas : nous diffusions gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouvons un livre.
AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

سكوت من لاجل

Amérique

ARGENTINE En robe du soir

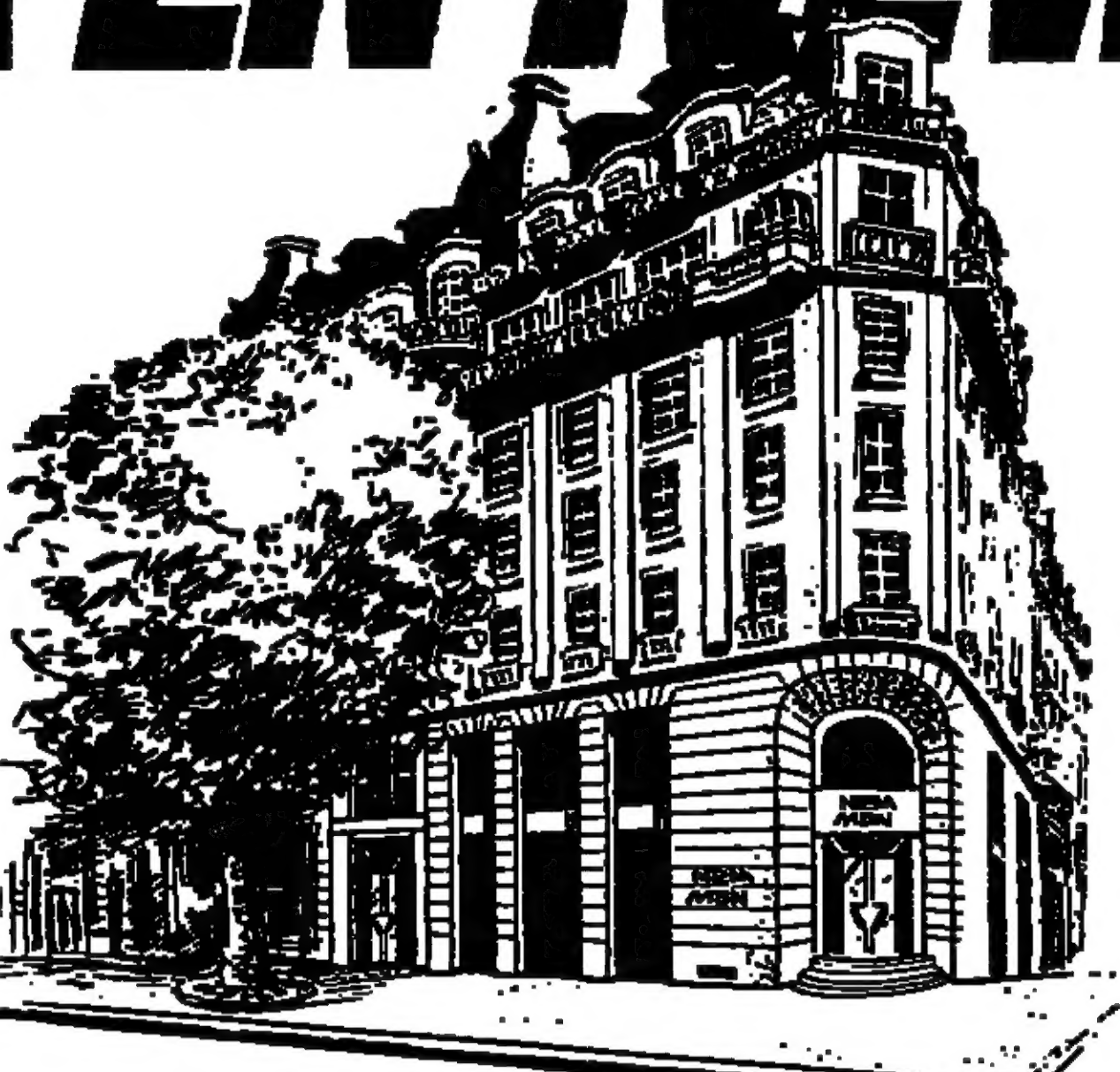
Plusieurs milliers de personnes se sont réunies à l'occasion de la soirée organisée par le gouvernement argentin et le comité de l'Amérique latine de la ville de Paris. L'occasion de célébrer la culture argentine et de promouvoir le tourisme dans ce pays.

Tous semblent s'être rendus à Buenos Aires, la capitale argentine, pour assister à la soirée organisée par le gouvernement argentin et le comité de l'Amérique latine de la ville de Paris. L'occasion de célébrer la culture argentine et de promouvoir le tourisme dans ce pays.

ON Y VA EN NEW MAN!



Allez, on y va!
C'est le premier événement mode de la rentrée. C'est l'ouverture du magasin New Man! Au 25/27 boulevard des Capucines, au coin de la rue Daunou.



NEW MAN 25/27 Bd DES CAPUCINES.

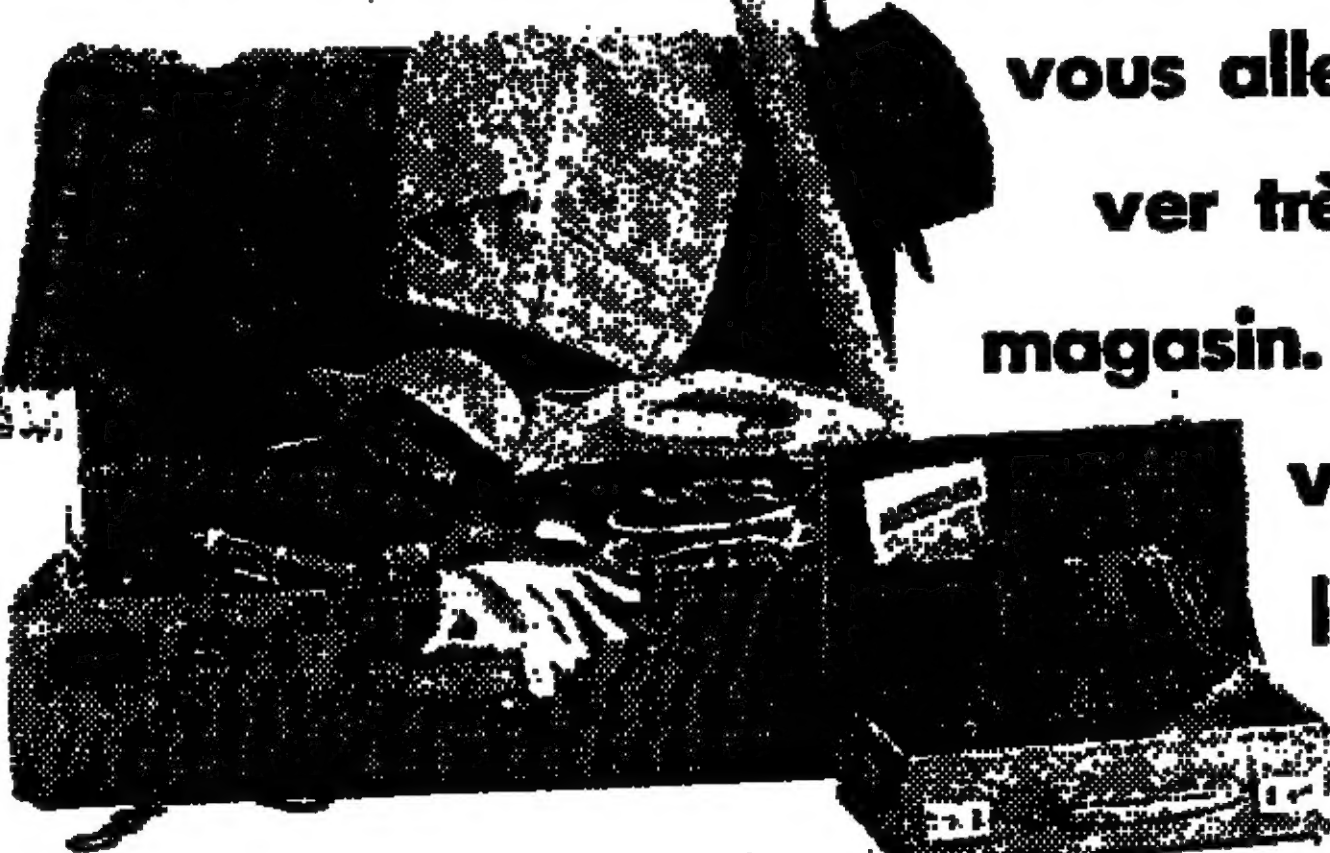
clarté de l'ivoire et dans la douceur du bois, rehaussés d'une touche vive d'acier. Des senteurs nouvelles vous transportent ailleurs. Vous entendez des bruits de lointains pays.

Des images défilent devant vous. Vous palpez des vêtements aux matières moelleuses ou rugueuses. Tous vos sens voyagent en New Man. Une



veste à carreaux évoque pour vous un lac glacé. Par la magie veloutée d'un blouson duveteux, vous êtes transporté sur les sommets. Un duffle-coat d'un beau brun mordoré vous fait vous évader du côté d'Amsterdam. Pourtant, vous êtes bien là. Pour vous en persuader, regardez à travers le triangle de verre qui se trouve à vos pieds, au centre du magasin. Et d'un coup d'œil, découvrez les collections du sous-sol.

à explorer du regard. A découvrir
détail par détail. Guidé par le spectacle, vous allez vous retrouver très vite dans le magasin. Vous y êtes, et vous êtes déjà loin. Vous avancez dans la



Allez, on y va. On va en New Man, au 25/27 boulevard des Capucines, pour respirer un grand air de mode.



Politique

Une majorité embarrassée face à un président dominant dans les sondages

Ombre sur le contrat RPR-UDF

Au moment où M. Pierre Mauroy observe que les socialistes ont un candidat « naturel » à l'élection présidentielle en la personne de M. François Mitterrand et tente, ainsi, de ramener son parti à la raison après la bousculade de la semaine dernière, l'UDF rappelle au RPR que la majorité a, elle, deux candidats « naturels » et que MM. Jacques Chirac et Edouard Balladur devront bien en tenir compte. « Ne mettez pas des bâtons dans les roues de l'union », a recommandé M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, au cours de la réunion, jeudi, du comité de liaison de la majorité.

Le ministre d'Etat, qui avait avancé, au printemps dernier, l'idée d'un engagement de la majorité, pour trois ans, sur des objectifs budgétaires destinés à préparer le grand marché européen, devra se contenter d'une simple déclaration d'intention, non soumise au vote des députés. Conviés à Matignon pour découvrir — et applaudir — le « coup » de la TVA sur les autos, une semaine après celui de la TVA sur les disques, les

responsables de l'UDF, admiratifs sans aucun doute, ont fait savoir qu'ils n'auraient pas plus loin.

Que M. Chirac se prévale, auprès des jeunes, d'une mesure réclamée depuis longtemps par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, soit. Que M. Balladur tienne la vedette pour un allègement d'impôt en faveur duquel le CDS avait plaidé le 31 juillet dernier, soit encore. Prise au dépourvu, l'UDF ne peut que regarder passer le train, mais prendre un abonnement de trois ans avec la compagnie, il n'en est pas question. M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, et, en l'occurrence, défenseur des intérêts de M. Raymond Barre, l'avait rappelé la veille. M. Chirac a certes regretté, pour l'image de la France à l'étranger, que la continuité de sa politique économique ne soit pas affirmée, ici, avec autant de fermeté qu'il l'avait, lui-même, proclamé au début de la semaine à Montréal, mais il a dû s'incliner devant une UDF pour une fois intraitable.

Le contrat signé entre l'UDF et le RPR en mars 1986 entrant en période de renouvellement, la négociation s'annonce serrée. Il n'est pas envisagé, du côté UDF, de le dénoncer en anticipant sur l'échéance du printemps prochain, mais on constate que sa mise en œuvre est de plus en plus incommode. Lorsque M^{me} Michèle Barzach confirme que l'intention du RPR est bien d'inscrire un projet de réforme du code de la nationalité au programme de la prochaine session parlementaire, M. Pierre Méhaignerie rappelle que le CDS est hostile à un tel projet, qui suppose, à ses yeux, dans l'opinion, un consensus dont les conditions ne sont pas réunies.

La question n'a pas été évoquée au cours de la réunion du gouvernement, jeudi, à l'hôtel Matignon, ni pendant le déjeuner qui a suivi et auquel les ministres du CDS n'ont pas participé, mais elle était dans les têtes. Sur ce point, la méthode imaginée par M. Chirac, celle de la commission des

« sages », n'inspire pas confiance aux centristes ni, d'ailleurs, à M. Léotard et à ses amis.

Alors que M. Mitterrand améliore encore sa position dans les sondages, celle de M. Chirac, en termes de popularité, se détériore. Il est vrai que le premier ministre fait maintenant, selon certains sondages, jeu égal avec M. Barre dans les intentions de vote, mais le second tour s'annonce, dans toutes les hypothèses, favorable au président sortant, s'il se représente. M. Chirac, au surplus, n'est pas davantage le candidat « naturel » des patrons, qui lui préfèrent le député de Lyon, qu'il ne peut être celui de la majorité, comme l'UDF le lui a rappelé jeudi.

Tous trois ont, cependant, une même difficulté à affronter. Après l'été, propice à l'effacement des partis, ceux-ci remontent en scène. Tant MM. Barre et Chirac que M. Mitterrand vont devoir indiquer quelle place ils leur assignent dans leur stratégie.

PATRICK JARREAU.

Barriste et ministre : un métier de plus en plus dur

HOURTIN
de notre envoyé spécial

Jusqu'où iront-ils ? Ministres de l'UDF et surtout barristes, voilà une double qualité qui paraît, au fur et à mesure que le rendez-vous présidentiel se rapproche, de plus en plus malcommode d'assumer. Les ministres centristes en font l'amère constatation. Après le disque, la voiture. Comme son collègue, M. François Léotard, la semaine dernière, M. Pierre Méhaignerie découvre à son tour ce que signifie, au RPR, l'expression : tirer la couverture à soi. En mai dernier déjà, le ministre de l'équipement s'était fait raver la vedette par M. Jacques Chirac pour l'annonce d'un nouveau plan autoroutier.

Bis repetita ! Depuis des mois, M. Méhaignerie et ses amis militent pour la baisse de la TVA sur le prix des voitures. Le 31 juillet, il s'était même personnellement rendu chez M. Balladur pour tenter — en vain à l'époque — de le convaincre de l'urgence et de la nécessité d'une telle mesure. Un mois plus tard, c'est le même M. Balladur qui se fait une joie de présenter cette généreuse disposition et, en ministre des finances avisé, d'en retirer les éventuels bénéfices électoraux pour le candidat Chirac. Dur métier !

Les centristes souffrent en silence et ce n'est sans doute pas fini. Aux ministres UDF de mouder le blé.

Aux ministres RPR de vendre la farine. Sacré pétrin ! Voici venu le temps de toutes les crispations, de toutes les frustrations et aussi de tous les soupçons.

Grandes manœuvres au niveau de l'information : l'emprise RPR sur Havas, le récent rachat de la Générale Occidentale de Jimmy Goldsmith, donc de l'Express, par la CGE, toujours proche d'Ambrise Roux, ami de M. Chirac. N'est-ce pas aussi pour le RPR le moyen de mettre un pied dans les instituts de sondage IFOP et IPSOS ? Fin juillet, une note confidentielle de Matignon parvient dans tous les ministères : ordre est donné de centraliser à Matignon tous les budgets ministériels de communication. Du jamais vu ! MM. Léotard et Méhaignerie vont ensemble protester auprès de M. Chirac qui décide finalement de surseoir. Mais le malaise demeure. Bref, petit à petit, les ministres UDF se trouvent pris dans une seringue, assistant impuissants à la mise en route de la machine RPR.

Les privatisations sont aussi un champ de manœuvres, dont personne n'est dupe à l'UDF. M. Balladur décide de réétudier le dossier des assurances, revient sur sa décision de faire passer en priorité la compagnie des AGF présidée par le rocard-barriste, M. Michel Albert, pour vraisemblablement privilégier l'UAP, politiquement plus sûre. Certains responsables financiers de

l'UDF ont déjà sorti leur calculatrice et cherchent à évaluer le trésor de campagne du RPR. Le récent choix de M. Camille Cabana, pour superviser les travaux des futurs Jeux olympiques d'hiver de Savoie, (M. Cabana et officiellement ministre des réformes administratives) fait penser à l'UDF que ceci a un lien avec cela.

On ne dit rien en public, certes, mais on n'en chuchote pas moins. Reste enfin le terrain proprement politique : la réforme du code de la nationalité pour calmer les sursauts de l'électorat de M. Le Pen suscite toujours d'aussi grandes réticences. Devant les jeunes centristes, M. Méhaignerie a réclamé, le jeudi 3 septembre, que ce projet soit définitivement repoussé après l'élection présidentielle. Sauf, a-t-il précisé, si la commission chargée de débayer ce terrain piégé parvient à établir un texte recueillant l'assentiment de tous, y compris des socialistes. Les centristes savent pertinemment que le RPR ne peut pas abdiquer sur cette question. Enfin la Nouvelle-Calédonie : comment imaginer qu'au lendemain du référendum du 13 septembre cette douloureuse question ne revienne pas sur le tapis des discussions de la majorité ?

Avaler des couleuvres

Le vase commence donc à déborder, mais les ministres UDF ont-ils d'autre choix que de le laisser déborder, supporter et s'abstenir ? « Bien sûr, tout devient insupportable, confie un responsable centriste : mais la règle du jeu est d'avaler des couleuvres. Neuf mois d'ennuies, ce n'est pas grand-chose dans une vie politique. » Toujours devant les jeunes centristes, M. Méhaignerie, en termes plus adéquats, a redit qu'« il est tout à fait indispensable que le gouvernement exerce pleinement ses responsabilités jusqu'au terme des élections ». Il a souligné que, jusqu'au bout, chacun s'efforce d'écarter l'imperturbablement les piques de la médisance et les perturbations conjoncturelles. Certes, n'acceptant l'an dernier que des postes dits techniques, les ministres centristes imaginaient bien que leur tâche ne serait pas aisée. Mais sans doute avaient-ils encore sous-estimé, comme dit l'un d'entre eux, la capacité du RPR à occuper le pouvoir. Les voici aujourd'hui contraints de jouer le rôle des forçats de l'union.

Rompre ? Démissionner ? Dénoncer « les copains et les coquins » ? Impossible ! Ce serait compromettre les chances d'un bon report de vote au second tour pour M. Barre. Les voici réduits à espérer que les Français ne seront pas dupes, et qu'ils sauront rendre à César ce qui appartient à César. Dur métier, décidément, pour des centristes qui n'ont plus qu'une idée en tête : vivement demain !

DANIEL CARTON.

● M. Didier Desprez, nouveau maire d'Halluin (Nord). — M. Didier Desprez (div. d.) a été élu, le jeudi 3 septembre, maire d'Halluin (Nord), en remplacement d'Albert Desmedt (div. d.), décédé le 25 juillet. Seul candidat, M. Desprez a été élu, au premier tour, avec 20 voix et 12 abstentions, le conseil municipal étant composé de 25 élus divers droite, 6 socialistes et 2 communistes. En outre, une élection partielle se déroulera, le 4 octobre, dans le canton de Tourcoing-Nord, pour pourvoir le siège vacant de M. Desmedt au conseil général du Nord. — (Corresp.)

MM. Chirac et Balladur renoncent à demander un engagement budgétaire triennal

M. Jacques Chirac tenait à associer les responsables de la majorité — et pas seulement les membres du gouvernement — à l'annonce de la baisse du taux de la TVA sur les automobiles. Aussi le comité de liaison, que réunit d'ordinaire un déjeuner le mardi, à l'hôtel Matignon, avait-il été convoqué, le jeudi 3 septembre, au retour du Canada du premier ministre, qui avait prié M. François Léotard de renoncer, pour la circonstance, à se rendre au sommet de la francophonie à Québec.

Aux participants habituels de ces réunions se sont ajoutés MM. Alain Juppé, ministre délégué au budget, et Robert-André Vivien, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale. L'examen des grandes lignes du projet pour 1988 n'a pas donné lieu à discussion. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée et président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, se bornant à rappeler les préoccupations des présidents de région au sujet du financement des dépenses d'entretien des lycées.

La baisse de la TVA sur les automobiles n'a soulevé, bien entendu, aucune objection. Un problème constitutionnel se pose toutefois, dans la mesure où cette baisse, inscrite dans la loi de finances 1988, va entrer en application dès le 17 septembre de cette année et avant d'avoir été votée par le Parlement, afin d'éviter que le marché ne soit bloqué jusqu'au 1^{er} janvier prochain.

M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, consulté à ce

sujet et, donc, mis dans le secret quelques jours auparavant, a donné son accord, à titre personnel, afin que, dès lors qu'il s'agit d'une réduction fiscale (le cas aurait été différent s'il s'était agi d'une augmentation), les services du ministère des finances autorisent, de fait, les constructeurs à anticiper sur la décision du Parlement. Il est admis, en outre, qu'une loi de finances puisse avoir un caractère rétroactif en certains de ses articles, à condition qu'ils concernent des dispositions ne comportant pas de sanctions pénales.

Particuliers et entreprises

La baisse de la TVA avait été évoquée au cours d'un dîner qui avait réuni les responsables de la majorité autour de MM. Edouard Balladur et Alain Juppé, le 31 juillet. Le président et le secrétaire du CDS, MM. Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot, avaient souligné, alors, l'intérêt qu'il y aurait à réduire la fiscalité indirecte, mesure perceptible par les particuliers et profitable aux entreprises. Aussi le CDS se félicitait-il, aujourd'hui, d'avoir été à l'origine d'une décision qui ne peut être que populaire. Rue de Rivoli, on affirme qu'elle était à l'étude depuis le mois de juin, mais qu'un impératif de secret s'imposait pour des raisons évidentes.

Soutenus dans leur décision de réduire la TVA, MM. Chirac et Balladur ne l'ont pas été, en revanche, sur la proposition du ministre d'Etat de solliciter du Parlement, sous la

forme d'une sorte de loi de programmation, un engagement sur des objectifs budgétaires à terme de trois ans. M. Gaudin a fait valoir, jeudi, que l'union de la majorité ne doit pas être mise en cause dans la période qui s'ouvre, ce qui ne manquerait pas d'arriver si le premier ministre demandait à l'UDF d'appuyer, en somme, par le biais d'engagements budgétaires, son propre programme présidentiel.

M. d'Ornano était, lui, favorable, pour des raisons économiques, à ce qu'un tel plan triennal fût adopté, dans la perspective du grand marché européen de 1992. Le président de la commission des finances observe que cette échéance oblige tous les grands pays européens à une telle programmation, qui pourrait s'accompagner, pour la France, d'une modernisation de ses méthodes de planification. Celle-ci pourrait définir quelques grandes orientations, comporter un plan pluriannuel d'objectifs budgétaires, incluant le financement de la Sécurité sociale, et s'accompagner de la mise en place d'un observatoire de la compétitivité des entreprises.

Les raisons politiques qu'a l'UDF de s'opposer à un tel engagement ont prévalu sur toute autre considération. Tout en le regrettant, MM. Chirac et Balladur ont admis, jeudi, que leurs objectifs pour les trois ans à venir seraient seulement mentionnés dans l'exposé des motifs du projet de loi de finances pour 1988 et, par conséquent, ne seraient pas soumis au vote du Parlement.

P. J.

M. Giscard d'Estaing devant les jeunes giscardiens

« Un jour, je ferai appel à vous pour l'Europe »

LES ARCS
de notre envoyé spécial

1988 ? « Quoi ! Vous avez dit 1988 ? Je vous en prie, parlons de choses sérieuses : la construction de l'Europe et le grand marché de 1992. Les périodes électorales françaises, nous aurons tout le temps de nous en préoccuper au moment voulu. » Ainsi s'expriment les jeunes giscardiens, réunis depuis le mercredi 2 septembre aux Arcs, en Savoie, en université d'été. Au moment où tout ce qui tourne autour de la classe politique ne pense à, ne parle de, n'évoque que la prochaine échéance présidentielle, il est des responsables de mouvement politique qui pour s'en désintéresser complètement (ou faire semblant) ! Il est vrai qu'il s'agit du dernier carré de fidèles de M. Valéry Giscard d'Estaing, lequel s'est mis en réserve de cette élection-ci. Plus surprenant est qu'ils soient nombreux, ces jeunes, dont la plupart n'ont guère connu le septennat giscardien. Leur secrétaire général, M. Richard Marchand, a donné une explication de cette curiosité en forme d'acte de foi : « Vous avez, a-t-il dit à leur maître à penser, toujours raison plus tôt que les autres, et c'est pour quoi nous existons. »

Ces jeunes ne peuvent que triquer de joie quand leur idole marque à leur endroit une attention soignée : il vient passer une soirée entière avec eux, pour écouter un orchestre de jazz, n'hésitant pas par deux fois à se mettre au piano. Et quel triomphe quand les musiciens, dont l'ancien président, attaquent l'hymne qui accueille partout le président américain : « Giscard, Giscard ! » hurlent des centaines de

voix, quelques-unes n'hésitant même pas devant un fanfaron « Valéry, Valéry ! ». Tout prétexte est bon pour scander : « Giscard, président ! », et même « On va gagner ! ». « Gagner » quoi, on ne sait. Le député du Puy-de-Dôme, lui, a déjà gagné : sentir des jeunes vibrer à ses propos, à ses actes, à sa seule présence, suffit à reconforter un homme qui a toujours besoin de se sentir aimé.

Hors des querelles actuelles

« Ser » enfants sont si dociles qu'il ne peut qu'en être heureux. La politique politicienne n'étant pas à l'ordre du jour des giscardiens, ils n'ont invité aucun homme se livrant à ce jeu. Ne viendront les voir aux Arcs que des ministres hors des querelles actuelles (MM. Hervé de Charette et Jean-Jacques Desdamps). Même le secrétaire général du « parti aimé » (RPR), M. François Léotard, ne gravira pas les flancs de la montagne où ils se sont isolés. Ils ne veulent pas de leçons de politique, mais apprendre auprès d'hommes d'entreprises ou d'intellectuels à ne pas « rester muets devant les sceptiques ou les détracteurs de l'Europe ». Il suffit à leur bonheur que M. Giscard d'Estaing, à la fin de son discours du jeudi 3 septembre, leur lance : « Sachez qu'un jour je ferai appel à vous pour l'Europe. »

Car ce dernier mouvement qui ose encore se référer explicitement à son nom lui offre aussi une tribune pour faire entendre sa voix, dans le grand concert du mois de septembre. L'ancien président ne vent pas se mêler des querelles actuelles, ni pro-

noncer la petite phrase qui fait fureur, mais à condition de ne pas se faire oublier.

Il donne donc son sentiment sur quelques grands dossiers actuels. « La France n'est pas impliquée et ne doit pas s'impliquer dans ce conflit sans issue entre l'Irak et l'Iran, qui n'est que religieux et régional. En revanche, elle doit avoir une action diplomatique forte pour soutenir le plan de paix de l'ONU (...). La France n'est pas concernée par les affrontements militaires dans la bande d'Azoun. Si elle doit soutenir la politique de désarmement de M. Gorbatchev, puisque c'est l'Europe qui en a eu l'initiative il y a quelques années, il faut faire de l'évacuation des troupes soviétiques de l'Afghanistan « un test de la bonne volonté soviétique ». Surtout, la France doit avoir une politique européenne plus ambitieuse, et par exemple soutenir la proposition du chancelier Kohl de création d'une « brigade européenne » ; il faut même pour cela établir « un calendrier réaliste et prochain ».

Seule allusion à la situation intérieure française, son éternel appel à l'unité nationale : « La France a besoin de tous le monde. Son équipement ne peut se contenter de ramper par moitié à tour de rôle. » Espérons, il constate dans un sourire, à la sortie : « Vous voyez bien, on ne m'a posé aucune question sur l'élection présidentielle. »

Grimpés sur les sommets alpins, les giscardiens veulent être loin du marasme qui règne dans les vallées : 1988 n'est pas à l'ordre du jour ; ils s'en occuperont quand ils redescendront. Et ils ne sont pas pressés.

THIERRY BRÉNIER.

Au baromètre de la SOFRES

M. Mitterrand au plus haut

L'opinion semble ignorer les attaques de la majorité dirigées, durant l'été, contre M. François Mitterrand. Ainsi 61 % des personnes interrogées (au lieu de 57 % en juillet) déclarent faire confiance au président de la République, tandis que 34 % (au lieu de 37 %) expriment une opinion contraire, selon le sondage réalisé par la SOFRES qui devait être publié, le samedi 5 septembre, dans le Figaro-Magazine (1). Le chef de l'Etat retrouve le résultat qu'il avait enregistré, en octobre 1986, au lendemain de la vague d'attentats à Paris, soit son meilleur score depuis le mois de juin 1982.

Le premier ministre, pour sa part, ne bénéficie pas de l'embellie présidentielle. Tandis que 42 % des consultés (au lieu de 43 % il y a deux mois) s'estiment

satisfaits de l'action de M. Chirac, 52 % lui refusent, comme en juillet, leur confiance.

S'il demeure en tête des personnalités de gauche, M. Michel Rocard enregistre, ce mois-ci, son plus mauvais résultat depuis décembre 1980, en recueillant 49 % de bonnes opinions (au lieu de 51 % en juillet). Il devance M. Jack Lang, qui, avec 48 % d'avis favorables, fait son entrée dans le baromètre.

A droite, M. François Léotard, qui obtient 47 % d'avis favorables (au lieu de 46 % il y a deux mois), partage la première place avec M^{me} Simone Veil, qui gagne deux points depuis juillet. Ils devancent M. Raymond Barre, qui, avec 45 % d'avis positifs, perd un point en deux mois.

Une image de rassembleur

« Président de la cohabitation qui se déclare arbitre et garant de l'unité nationale » : tel est le « vrai François Mitterrand », selon 50 % des personnes interrogées par l'institut Louis-Harris dans un sondage publié, le vendredi 4 septembre, dans l'Express (2). 45 % pensent, au contraire, qu'il demeure « le président élu de l'union de la gauche qui, en 1981, parlait de « front de classe » et de « stratégie de rupture avec le capitalisme ». En outre, si 47 % des sondés considèrent que le chef de l'Etat a été, de 1981 à 1986, « le président des Français de gauche », 51 % estiment que, durant cette période, il a été celui « de tous les Français ». 65 % des consultés partagent cet avis en

évoquant les années cohabitationnistes, 32 % exprimant une opinion contraire. 52 % des personnes interrogées considèrent d'ailleurs que, depuis son élection, M. Mitterrand « est resté le même », alors que 47 % estiment qu'il « a changé ». Néanmoins, 55 % des consultés pensent que les décisions prises par le président de la République depuis le début de son septennat n'ont pas toutes été favorables à l'unité nationale, 44 % expriment un avis contraire.

(1) Sondage effectué du 22 au 26 août auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.
(2) Sondage effectué du 25 au 28 août auprès d'un échantillon représentatif de 996 personnes.

سكنا من لاص

Les policiers parisiens et les trois adolescents qui les accusent sont entendus par l'IGS

Les trois adolescents, Damien H., Renaud G. et Frédéric H., qui affirment avoir subi des violences au cours d'un contrôle policier dans le 17^e arrondissement (le Monde du 3 septembre) ont été entendus jeudi 3 septembre, durant quatre heures par l'Inspection générale des services de la préfecture de police (IGS). Au cours de cette audition, les jeunes gens ont renouvelé leurs accusations, l'un d'eux réaffirmant notamment avoir subi un simulacre de « roulette russe ».

M^r Francis Terquem, avocat des parents des trois enfants mineurs, a annoncé qu'il déposerait une plainte le vendredi.

L'IGS a également procédé dans la journée du 3 septembre à l'audition d'une quinzaine de policiers susceptibles d'être mêlés aux événements. Les auditions devaient continuer ce vendredi. La plupart des fonctionnaires entendus appartenaient à la brigade motorisée d'arrondissement nocturne (BMAN) du 1^{er} district, circonscription administrative qui regroupe les 8^e, 16^e et 17^e arrondissements de Paris. Ils étaient de service cette nuit-là.

Six policiers — deux brigadiers et quatre gardiens de la paix — sont plus particulièrement interrogés et devraient être confrontés à leurs accusateurs. La nuit de l'incident, ils

circulaient en deux voitures de patrouille lorsqu'ils ont vu les jeunes gens prendre la fuite et les ont poursuivis. Ces fonctionnaires avaient « omis » de se faire connaître, mais l'audition des enregistrements du trafic radio échangé durant la nuit a permis de les identifier. La plupart nient les violences dont ils sont accusés.

Les BMAN sont des unités composées chacune d'une trentaine de fonctionnaires chargés de la lutte contre la criminalité nocturne. Leur organisation comme leur emploi ont, ces derniers mois, soulevé plusieurs difficultés, et certains, à la préfecture de police, admettent la nécessité d'une réforme de ces unités.

Premières leçons d'une « bousculade ordinaire »

TROIS adolescents rentrant chez eux, à pied, à 1 heure du matin. En chemin, ils croisent une patrouille de police. Les trois amis n'ont rien à se reprocher, et ce n'est que l'un d'eux qui se voit saisir le bras et être entraîné sur lui. Cela suffit pour qu'ils soient saisis de peur. Ils se mettent à courir, démentant le bon sens policier qui veut que les honnêtes gens ne craignent pas les vérifications d'identité. Dès lors, les trois fuyards deviennent aussitôt trois suspects que les policiers prennent en chasse et bientôt rattrapent. Aussitôt plouffent les coups et fusent les insultes, tandis qu'un des policiers pointe sur le temps d'un des « suspects » le canon de son arme et tire. C'est pour « rire », mais le gamin, à qui l'on vient de miner le terrible jeu de la « roulette russe », en restera marqué pour longtemps.

Quelques heures plus tard, le parquet est informé, l'IGS est saisie, et les policiers brutaux sont fermement

invités à s'expliquer. Si les faits apparemment prouvés, le ministre de l'Intérieur ne manquera pas de sévir. Sans parler de la justice. Ainsi, les « méchants » seront punis et les victimes, après coup, rassurées.

Est-ce la seule morale de l'histoire ?

Un premier constat — qui devrait faire réfléchir les responsables de l'Intérieur — s'impose : la fuite a été la réaction spontanée des trois jeunes gens. Voilà qui en dit long sur la confiance dont jouit la police parmi la jeunesse. Malheureusement, les brutalités dénoncées montrent assez qu'en prenant la fuite les victimes n'étaient pas mues par leurs seuls préjugés. Une autre leçon concerne cette fois les policiers à qui l'on demande aujourd'hui des comptes. Que leur reproche-t-on en effet ? D'avoir « bousculé » trois suspects. N'est-ce pas ce qu'ils font tous les jours, toutes les nuits, sans que cela

ne soulève d'émotion ? Ou est-ce qu'il y a, cette fois, un dérangé l'ordre des choses ? Pour beaucoup de fonctionnaires, la réponse ne fera pas de doute : leurs collègues ont eu le malheur de tomber sur des enfants des beaux quartiers — Neuilly — avec des parents à la situation sociale bien assise, et non sur des immigrés ou sur leurs fils, futurs chômeurs mal insérés dans nos banlieues. Combien de malheur, l'une des victimes est même le neveu d'un haut magistrat du tribunal de Nanterre, lequel a aussitôt alerté ses collègues parisiens.

Si le raisonnement est juste, il ne manque pas d'une certaine logique. Chaque nuit parisienne ramène sa moisson d'incidents plus ou moins graves, plus ou moins violents, qui restent ordinairement inconnus du public et, surtout, impunis. La difficulté du travail policier nocturne comme le manque d'encadrement conjugués leurs effets pour entraîner de biens dangereuses conséquences.

Dans certains commissariats, les brigades affectées à la sécurité de nuit semblent jour d'une surprise autonome.

Dans tel commissariat, des fonctionnaires déçoivent s'appliquent, il y a peu, à tirer les pigeons passant à leur portée...

Le racisme est à l'origine d'une bonne part des violences policières comme il est probablement à l'origine de cette affaire, l'une des victimes ayant été prise, à tort, pour un beur. Le 29 juillet dernier, lors d'une conférence de presse, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) faisait part de sa préoccupation devant le nombre important des personnes venues se plaindre des violences policières sur fond de racisme. De nombreux avocats ont constaté le même phénomène et tous les journaux savent combien a augmenté le nombre des appels de lecteurs qui témoignent de violences vécues ou observées sans que ces dizaines d'incidents aient provoqué la réaction de la justice ou de l'administration.

Tel est le constat que ne manquent pas de tirer, suivis en cela par beaucoup de leurs collègues, les policiers aujourd'hui sur le sellette. Pour MM. Pasqua et Pandraud, il devrait être aussi préoccupant que la dégradation de l'image de la police parmi la jeunesse.

GEORGES MARION.

L'enquête sur le chef présumé d'Iparretarrak

Perquisitions dans une abbaye et au siège de deux hebdomadaires nationalistes basques

BAYONNE
de notre correspondant

Dans le cours de l'enquête sur le meurtre d'un gendarme à Biscarrosse (Landes), le 25 août, plusieurs perquisitions ont été opérées, jeudi 3 septembre, en Aquitaine par la gendarmerie et la police judiciaire. Les enquêteurs, agissant sur commission rogatoire de M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris chargé des dossiers du terrorisme, étaient à la recherche du militant d'Iparretarrak Philippe Bidart, soupçonné d'être l'auteur des coups de feu mortels tirés contre le gendarme Roger Buschmann. Ces opérations ont été menées sans succès au siège de deux hebdomadaires nationalistes basques, *Abil* et *Eskaltza*, des imprimeries qui les éditent et de deux librairies basques de Bayonne et de Biarritz.

La plus spectaculaire a eu lieu à l'abbaye de Belloc à 40 kilomètres de Bayonne, dans une communauté où vivent une quarante de bénédictins (nos dernières éditions du 4 septembre). Haut lieu de la culture basque, le monastère fait, depuis cinq ans, l'objet de rumeur, selon lesquelles Philippe Bidart, déjà condamné par contumace à la prison à vie, y trouverait refuge.

Promesse d'une forte récompense

Ces derniers jours, la police avait reçu dans ce sens de nombreux appels téléphoniques et lettres, tous anonymes malgré la promesse d'une forte récompense, à qui aiderait à capturer le chef présumé d'Iparretarrak. « C'est surtout pour couper court à toutes ces médiances, que nous avons réalisé cette perquisition. »

Pendant plus de trois heures, quatre-vingt hommes en armes ont fouillé en vain l'abbaye et ses dépendances. Des moines ont fait remarquer que c'est la deuxième fois depuis la fondation de ce monastère, au début du siècle, que des policiers pénètrent dans l'enceinte religieuse. La première perquisition avait eu lieu sous l'Occupation alors que cet endroit constituait une étape des filières d'évasion de résistants et de soldats alliés ; le père abbé et le prieur de l'époque avaient été déportés à Dachau et n'en étaient jamais revenus.

Interrogé sur l'attitude qui serait la leur si Bidart venait à frapper à leur porte, un des moines a répondu habilement : « S'il venait pour se confesser, nous serions obligés de l'entendre ».

L'évêque de Bayonne, Mgr Pierre Molères, a réagi aussitôt à cette perquisition, en souhaitant « qu'elle n'ait pas comme effet pervers de diriger les soupçons populaires contre ce monastère, mais au contraire qu'elle déclenche dans l'opinion le même sentiment d'estime et de reconnaissance que l'évêque lui porte à juste titre ».

PHILIPPE ETCHEVERRY.

● Expulsion de deux Basques espagnols. — Interpellés jeudi 3 septembre à Saint-Pée-sur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques), deux Basques espagnols ont été expulsés par les autorités françaises en application de la procédure d'urgence absolue et remis à la police espagnole.

Il s'agit de M. Francisco Mugica-Pongun, trente et un ans, et de M^{lle} Elena Martínez-Beades, quarante ans, épouse de Jesus Huarte-rujo, reconduit à la frontière le 25 avril dernier.

Cette double expulsion porte à quatre-vingt-cinq le nombre de Basques espagnols expulsés par la France depuis juillet 1986.

Un médecin et les parents d'une fillette morte de faim sont inculpés

Laetitia Lefort, une fillette de quatre ans, hospitalisée le lundi 31 août à la demande d'un médecin appelé au chevet de l'enfant pour un « malaise », est morte une demi-heure plus tard à l'hôpital d'Evry (Seine-et-Marne). L'autopsie effectuée, mercredi 2 septembre, a démontré que Laetitia, qui pesait 5,5 kilogrammes, était morte de faim. Son frère, Sébastien, sept ans, qui pesait 5,9 kilos lors de son arrivée à l'hôpital, quelques heures plus tard, est dans un état grave. Les parents qui habitent à Bourgigny-sur-Essonne, ont été inculpés le 2 septembre par M^r Xavier Simeoni, juge d'instruction au tribunal d'Evry, de « privation habituelle de soins et d'altération ayant entraîné la mort » pour Laetitia et

« une infirmité permanente » pour Sébastien. Ils ont été écroués à la prison de Fleury-Mérogis.

Le médecin de famille, absent lors de l'hospitalisation des enfants, a été inculpé de non-assistance à personne en danger et laissé en liberté après une garde à vue de cinq heures. L'identité du praticien n'a pas été communiquée. Le dossier médical de la famille Lefort a été saisi à son cabinet, lors d'une perquisition effectuée en présence d'un représentant du conseil de l'ordre.

Les six autres enfants du couple, âgés de dix ans à sept mois, tous en bonne santé, ont été confiés à un juge pour enfants du tribunal d'Evry.

Les enfants fantômes d'une famille sans histoires

« Bourgigny est une ville sans histoires. » Accablé, le maire de ce bourg, M. Philippe Royé, répète cette phrase avec obstination, comme pour s'en convaincre. Sans histoires. Comme la famille Lefort, installée dans la région depuis des décennies. Un grand-père ancien combattant que l'on rencontre à toutes les fêtes, sa casquette fermement vissée sur la tête, un père agent de maîtrise à l'EDF, « courageux et discret », une maisonnette fraîchement repeinte, achetée à crédit, et huit enfants, « toujours bien habillés et toujours très polis ».

Huit ? Plutôt six ? Cette famille « sans histoires » comptait deux enfants fantômes, Laetitia et Sébastien. Ceux-là, personne ne les a jamais vus. « Ils restaient à la maison toute la journée et nous ne les connaissions pas du tout. D'ailleurs, les parents n'en parlaient jamais. Nous savions seulement qu'ils étaient malades et qu'ils ne pouvaient sortir de chez eux. » Accablée à la barre de la cour des Lefort, la voisine montre du doigt un petit pavillon blanc cerné de tas de sable et de sacs de ciment. Le couple, qui se sentait à l'étroit dans les murs de son ancien domicile, venait de s'offrir une villa toute neuve. Volets en bois vernis, cheminée de pierre, rideaux de dentelle blanche aux fenêtres ; un petit bout de confort à l'ombre des marronniers.

Les six enfants Lefort, âgés de sept mois à dix ans, fréquentaient l'école du village, trottaient dans la cour à l'heure de la sortie, et partaient à bicyclette chercher les cigarettes de leur père au tabac de la place de l'église. « Des petits enfants bien élevés qui traversaient toujours la rue en faisant attention aux voitures. »

« Ils avaient des problèmes »

Laetitia et Sébastien, eux, altérés depuis des années, n'ont jamais franchi le mur de la maison. Au village, personne ne s'en est réellement inquiété : ces deux enfants, disait-on, « avaient des problèmes ». Malades ? Sébastien a bien été hospitalisé en 1982, à la suite de convulsions, et son retour au foyer avait, semble-t-il, été accompagné de consignes précises concernant son suivi médical. Laetitia, elle, « refusait de s'alimenter ». C'est en tout cas la version des parents, qui affirment que l'enfant vomissait tout ce qu'elle avalait. Anorexique, soumise au régime petits pots-bouillies, Laetitia, âgée de quatre ans, pesait 5,5 kilos lors de son hospitalisation à Evry, lundi dernier. Son frère Sébastien, de trois ans son aîné, pesait à peine 6 kilos.

Enfants mal-aimés ? Abandon progressif ? Indifférence coupable ? Le maire préfère parler

d'inconscience. « Les parents ne se sont pas rendus compte de la gravité de la situation. Les hôpitaux et les médecins ne leur ont pas fait comprendre que leur enfant était malade. »

Les parents auraient donc laissé mourir leurs enfants petit à petit, sans même y prendre garde. Comme s'ils s'étaient habitués à la malice et à la fragilité de ces « malades » qui ne quittaient plus leur lit. Le village et ses environs les ont, eux aussi, progressivement oubliés. Leurs frères et sœurs n'en parlaient jamais, et l'école de Bourgigny ne s'était pas encore inquiétée de leur absence : la maladie de Sébastien lui interdisait de suivre le chemin des écoliers et Laetitia, trop jeune encore, ne tombait pas sous le coup de l'obligation scolaire.

À la mairie, M. Philippe Royé cherche en vain une trace des Lefort dans les dossiers du bureau d'aide sociale. Il y a bien ce petit coup de pouce financier accordé en janvier dernier par la Croix-Rouge et la municipalité afin que l'aîné, âgé de dix ans, puisse partir en classe de neige avec ses camarades, mais rien de plus. Quant à l'assistante sociale, installée à la Ferté-Alais, à une dizaine de kilomètres de Bourgigny, elle a en charge douze communes et un canton de 15 000 habitants...

ANNE CHEMIN.

Les incidents devant les usines Citroën en 1984

Douze condamnations avec sursis et cinq relaxes de militants CGT

« C'est un jugement d'apaisement. On ne pouvait s'attendre à mieux. » M^r Grunier est sorti visiblement soulagé de l'audience de la dix-septième chambre correctionnelle de Nanterre (Hauts-de-Seine), jeudi 3 septembre. Dix-sept responsables et délégués de la CGT, dont il était l'un des avocats, venaient d'y être jugés, à la suite d'incidents qui avaient éclaté devant les usines Citroën de Nanterre et de Levallois (Hauts-de-Seine) à l'automne 1984 (le Monde du 18 juillet 1987).

Dans la matinée du 18 septembre 1984, des militants cégétistes avaient défilé au chalandeau les sas grillagés installés à l'entrée de l'usine Citroën de Nanterre. Un peu plus tard, une bagarre opposait agents de maîtrise et salariés licenciés. Le 27 septembre, des locaux de l'usine de Levallois avaient été occupés par des manifestants, et les 10 et 11 octobre de la même année plusieurs centaines d'ouvriers récidivaient à Nanterre.

C'est donc pour ces faits dénoncés à la justice par la société Citroën que Said Ouchchen, quarante-six

ans, Ahmed Afial, quarante-deux ans, Mohammed Ait Medou, cinquante ans, M^rHammed El Kas, quarante-sept ans, Lucien El Habbas, trente-neuf ans, Ali Hamane, quarante-six ans, Dobrovoje Kostic, quarante ans, Marcel Yahiaoui, quarante-sept ans, Ali Karbouch, quarante-trois ans, Ali El Mestor, cinquante ans et Yves Léger, cinquante-trois ans, ont été condamnés à des peines allant de quinze jours à quatre mois de prison avec sursis, et à des amendes pouvant atteindre 2 000 F avec sursis. En revanche, Alain Brugnano, trente-neuf ans, Michel Carré, trente-six ans, Hamath Diallo, trente-neuf ans, et Georges Gutierrez, cinquante-trois ans, ont été relaxés par la chambre correctionnelle.

Cependant, la CGT, dans un communiqué a qualifié ce jugement de « scandaleux » et son union départementale des Hauts-de-Seine appelle « les salariés et la population du département à réagir fermement ».

A Cherbourg

Trois jeunes gens condamnés pour avoir martyrisé un handicapé mental

Le tribunal correctionnel de Cherbourg a condamné, jeudi 3 septembre, trois jeunes gens qui avaient martyrisé un handicapé mental, âgé de cinquante-quatre ans, au lieu-dit Le Boulay sur la commune de Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche).

Dans la nuit du 20 au 21 août, Thierry Angot, Pascal Oisig et Gilles Tranchant, tous trois âgés d'une vingtaine d'années, sont entrés dans la maison du handicapé après avoir brisé une fenêtre. Pendant plus d'une heure, ils l'ont frappé, aspergé d'huile, de poivre et même de lessive, en particulier au visage. Brûlé aux yeux, le handicapé est resté plusieurs jours à l'hôpital de Valognes. Thierry Angot et Pascal Oisig ont été condamnés à huit mois de prison dont cinq avec sursis et Gilles Tranchant à huit mois également dont quatre avec sursis. Pour leur défense, les trois jeunes gens ont déclaré qu'ils voulaient « punir un fauteur ».

Un militant de la branche lyonnaise d'Action directe extradé de l'Allemagne fédérale

LYON
de notre bureau régional

Renaud Laigle, vingt-neuf ans, membre présumé de la branche lyonnaise d'Action directe, a été extradé jeudi 3 septembre de la République fédérale d'Allemagne et transféré à Lyon. Recherché par la police française dans l'enquête judiciaire ouverte après l'arrestation, le 29 mars 1986, d'André Olivier, chef présumé du groupe lyonnais, Renaud Laigle, dont le nom figurait sur des documents saisis par la SRPJ de Lyon, avait pris la fuite en Suède puis au Venezuela.

Localisé à la mi-juillet en Bavière, il avait été arrêté le 21 juillet à l'aéroport international de Munich par la police ouest-allemande (le Monde du 24 juillet). M. Marcel Lemonde, juge d'instruction au tribunal de Lyon, chargé du dossier, s'était alors déplacé à Munich pour se concerter avec ses collègues d'outre-Rhin.

Après son passage de la frontière franco-allemande, et un interrogatoire d'identité par un substitut du procureur de la République de Strasbourg, Renaud Laigle a été transféré à Lyon où son inculpation doit lui être notifiée.

Soupçonné d'avoir participé à trois attaques à main armée dans la région lyonnaise et d'avoir fourni des explosifs au groupe terroriste, Renaud Laigle est la vingt-troisième personne inculpée dans le dossier lyonnais dont l'une des principales « figures », Max Frérot, est toujours en fuite.

Témoignage Chrétien

demain.

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE DE KADHAFI

Nouvelle-Calédonie : Réponse à Maurice Duverger
chez votre marchand de journaux ou au 48 Fg Poissonnière Paris 9^e

NOUVEAU
IMMOBILIER
Ventes + Locations
Une page d'annonces
Le Monde chaque mercredi
numéro daté jeudi

Le Monde
sur minitel
LA BOURSE BAISSÉ :
CONSULTEZ VOTRE PORTEFEUILLE
3615 TAPÉZ **LEMONDE**

سكنا من لاجل

(Publicité)

LE

Coopération FRANÇAISE

LA COOPERATION UNE AMBITION GENEREUSE POUR LA JEUNESSE FRANÇAISE

Le progrès des pays en développement est l'un des grands défis de l'équilibre du monde de demain.

C'est la vocation naturelle de la France de le relever, en priorité, en faveur des pays du continent africain auxquels la lie une communauté d'Histoire, de culture et d'intérêts.

Tel est le champ d'avenir ouvert à l'engagement de la jeunesse française. En charge de ces problèmes, je ne peux que souhaiter voir cette jeunesse adhérer à cette grande ambition de sa génération. Le gouvernement français a décidé de lui en donner les moyens en doublant à terme le nombre des volontaires en coopération.

Michel AURILLAC
Ministre de la Coopération

Le Premier Ministre, Monsieur Jacques CHIRAC, rencontrera, le 7 septembre prochain à l'Hôtel de Ville de Paris, au cours d'un déjeuner, 600 jeunes volontaires à la veille de leur départ en coopération.

Ministère de la Coopération 20, rue Monsieur 75000 PARIS

diffusion

sur le chef présumé d'Iparretarrak
missions dans une abbaye
de deux hebdomadaires
nationalistes basques

Pendant plus de deux heures, quatre-vingt-cinq personnes se sont réunies en un cercle dans une abbaye. Des jeunes, des adultes, des femmes, des hommes, ont échangé leurs impressions sur le chef présumé d'Iparretarrak, le chef des missions dans une abbaye de deux hebdomadaires nationalistes basques.

Interrogé sur la mission, le chef présumé d'Iparretarrak a répondu que c'était une mission de deux hebdomadaires nationalistes basques.

L'expédition de deux hebdomadaires nationalistes basques a été menée à bien.

Le chef présumé d'Iparretarrak a été interrogé sur la mission.

En 1984, les CGT ont obtenu des sursis.

Les CGT ont obtenu des sursis en 1984.

Les CGT ont obtenu des sursis en 1984.

Les CGT ont obtenu des sursis en 1984.

Les CGT ont obtenu des sursis en 1984.

Les CGT ont obtenu des sursis en 1984.

UNE INTERVIEW
EXCLUSIVE
DE KADHAFI

Société

SCIENCES

Une exposition sur des temples pharaoniques

Karnak au Luxembourg

Le Centre franco-égyptien d'étude et de restauration des temples de Karnak, au sein duquel coopèrent l'Organisation des antiquités d'Égypte, le ministère français des Affaires étrangères et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), célèbre son vingtième anniversaire en présentant l'exposition « Les bâtisseurs de Karnak » au musée du Luxembourg.

Le complexe de Karnak est un vrai labyrinthe. Tout est organisé au musée du Luxembourg pour que le visiteur de l'exposition puisse, d'une part, comprendre la signification de ce sanctuaire auquel quarante siècles ont apporté leurs contributions et, d'autre part, d'apprécier l'énorme travail qu'y accomplissent les archéologues égyptiens et français.

Photos aériennes, plans, panneaux, photos, montage audiovisuel, schémas obtenus par la « conception assistée par ordinateur » (grâce à la contribution d'Electricité de France), expliquent Karnak et le rôle essentiel que le temple a joué dans l'Égypte pharaonique. Tout est très concret, depuis l'énorme maquette réalisée au Centre jusqu'à la petite machine qui montre la manière de dresser les

obélisques. Comme dans tout vrai temple égyptien, le sanctuaire proprement dit est sombre et les photos en relief de la triade de Karnak y luisent dans une atmosphère de secret et de réservoir d'énergie parfaitement reconstituée.

L'exposition donne au CNRS l'occasion de montrer le savoir-faire de son atelier d'exploration, à qui l'on doit la machine à dresser les obélisques et qui a repris l'étonnant procédé de Bonnet de photos en relief.

Elle lui permet aussi de faire connaître sa nouvelle filiale d'édition Presses du CNRS, dont un des trois premiers titres est les *Bâtisseurs de Karnak* (1), de Jean-Claude Goyon et Jean-Claude Goyon. Cet ouvrage superbement illustré, facile à lire, montre ce qu'a voulu faire le CNRS avec cette filiale : une maison d'édition soumise aux lois du marché dont les publications sont à la fois rigoureuses et attrayantes.

Y.R.
★ 19, rue de Vaugirard, Paris-6.
Ouvert tous les jours de 11 heures à 19 heures (jusqu'à 22 heures le mercredi). Jusqu'au 27 septembre. Entrée gratuite.

★ Presses du CNRS, 20-22, rue Saint-Amand, 75015 Paris.

(1) Les Bâtisseurs de Karnak (156 pages, 150 F.).

RELIGIONS

Le voyage au Liban du cardinal Decourtray et de Yves Montand a été annulé

Le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, a renoncé pour des « impératifs majeurs », selon un communiqué du 3 septembre, à se rendre comme prévu au Liban, les 21 et 22 septembre prochains. Il devait faire ce voyage en compagnie d'Yves Montand pour « révéler l'opinion française, spécialement les chrétiens », devant la « détresse » des Libanais.

« J'ai présenté mes regrets », dit le cardinal Decourtray, à M. Yves Montand et aux membres des organisations que j'avais acceptées d'accompagner. Je regrette par-dessus tout de décevoir ceux qui m'attendaient, surtout dans les camps de réfugiés. L'initiative de ce voyage, qui devait être définitivement annulée le vendredi 4 septembre, revenait à M. Frédéric Deniau, qui déjà avait organisé l'opération « Un bateau pour le Liban », et à M. Teddy Follenfant, de la Société internationale des droits de l'homme. Les médicaments recueillis seront toutefois acheminés sur place.

HISTOIRE

La mort du savant italien Arnaldo Momigliano

Entre « antiquaires » et politiques

L'historien italien Arnaldo Momigliano est mort, le 1^{er} septembre, à Londres où il vivait, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Après Louis Robert en 1985 et Moses Finley au début de cette année, c'est un troisième « grand » des sciences de l'Antiquité qui disparaît. Tous les trois appartenaient à la même génération, née au début de ce siècle (entre 1904 et 1912), formée dans une Europe savante, dominée par la science allemande et l'ombre de Mommsen.

Titulaire à Pise d'une chaire à vie, il y est resté en activité jusqu'à ces dernières années, toujours aussi chaleureux, aussi ironique — et aussi redoutable dans la polémique. Armé d'une solide érudition — à l'antique —, fondée sur des lectures vastes et approfondies, Arnaldo Momigliano s'est attaché, depuis sa « dissertation » sur Thucydide (1929), à l'historiographie, c'est-à-dire aux intérêts et aux méthodes des historiens, à la manière dont la

société où ils vivent influence leur vision du passé, guide ou déforme leurs recherches. Il en a fait le tableau, à petites touches, dans une série d'articles réunis en dix volumes de « contributions à l'histoire des études classiques », dont le public français peut lire un choix dans *Problèmes d'historiographie ancienne et moderne* (1). Il y décrit avec bonheur les « antiquaires » savants, préoccupés de donner du passé une image sûre et inaltérable fondée sur des témoignages directs, objets ou monnaies, face aux historiens politiques, appuyés sur la tradition littéraire et élaborant, à l'usage de chaque génération, les mêmes matériaux dans un moule nouveau.

Momigliano, qui se rattachait évidemment à la seconde tradition, savait reconnaître le mérite de la première « qui a sauvé l'histoire de l'assaut des sceptiques » et, surtout, il estimait que l'opposition entre observation et interprétation est aujourd'hui dépassée. Il en a donné

la preuve lui-même, en dirigeant un remarquable recueil d'études sur « le conflit entre paganisme et christianisme au quatrième siècle » (Oxford 1963) et en étudiant les *Sagesse barbares* (2), juive et iranienne au premier chef, et leurs relations, souvent conflictuelles avec la culture grecque.

Ce grand savant aimait conclure ses articles par quelque citation d'un de ses prédécesseurs. A l'heure de son dernier repos, peut-on faire mieux que de rappeler celle qu'il empruntait au bénédictin Jean Mabillon : « Avoir le cœur dégagé des passions et surtout de celle de critiquer » ?

PIERRE CHUVIN.

(1) Gallimard, 1983.

(2) Cambridge, 1976. Traduction française Maspéro-La Découverte 1979.

(Le Monde a publié une bibliographie d'Arnaldo Momigliano dans ses éditions du 4 septembre).

ÉDUCATION

Les « freinetistes » saisis par la télématique

Avez-vous vu passer les grues en mars ? On voudrait faire une carte précise de leur passage. Soixante ans après l'invention de la correspondance scolaire par Célestin Freinet, vingt ans après la disparition du père de l'école moderne, c'est sur minitel que ce message, parmi bien d'autres, a été lancé pendant la dernière année scolaire par les quatorze élèves de l'école primaire de Moussac-sur-Vienne âgés de cinq à onze ans. A des dizaines de kilomètres de là, dans d'autres villages, des enfants, branchés sur le réseau et consultable sur écran par tous les élèves. Les classes ont pu prolonger ce travail par une étude sur les échelles, un exercice de mathématiques sur la vitesse, ou une séquence d'écriture poétique conduite par leur maître, adepte de la pédagogie Freinet.

Le parcours des oiseaux migrants a été reconstitué sur une carte aussitôt transmise sur le réseau et consultable sur écran par tous les élèves. Les classes ont pu prolonger ce travail par une étude sur les échelles, un exercice de mathématiques sur la vitesse, ou une séquence d'écriture poétique conduite par leur maître, adepte de la pédagogie Freinet.

Instituteur dans une école rurale des Alpes-Maritimes après la Première Guerre mondiale, Célestin Freinet avait mis au point des techniques destinées à faire de l'enfant l'acteur central du travail scolaire. Gracieusement et sans désemparer, il souffrait de difficultés respiratoires qui l'avaient conduit à imaginer une pédagogie où l'enseignant parle moins, et où les enfants agissent et coopèrent davantage. Dès l'origine, les « techniques Freinet » ont donné à la communication un rôle déterminant : gestion coopérative de la classe, journal où les enfants impriment eux-mêmes leurs « textes libres » et les comptes-rendus de leurs recherches et sorties, correspondance inter-classes qui sert d'incitation à la lecture, à l'écriture et à l'ouverture sur le monde.

Les serveurs

Les héritiers de Freinet, groupés dans l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM) (1), n'ont cessé d'adapter ces techniques en recourant à tous les moyens modernes de communication. Dès les années 30, Freinet et ses disciples utilisaient le cinéma et avaient introduit le magnétophone dans leurs classes dès l'après-guerre. Ils se tournent à présent vers l'informatique et la télématique, dont les vertus et les dangers ont été au centre du 39^e congrès de l'ICEM qui s'est tenu fin août à Clermont-Ferrand.

Les 300 militants — instituteurs et professeurs de collège — qui ont participé à ce forum foisonnant et convivial ne sont pas tous des télématiciens inconditionnels. Du moins sont-ils prêts à accueillir ce nouveau média dans la panoplie des techniques pédagogiques. Entre classes Freinet s'échangent déjà lettres, cassettes audio et vidéo, pour quoi pas des messages sur minitel ? Mais pour tous les « freinetistes », il importe que l'engouement suscité par les techniques modernes ne cache pas le vide des échanges. « Quelles que soient les techniques existant en l'an 2000, il faudra avoir toujours quelque chose à se dire. » Cette évidence a été rappelée

par Alex Lafosse, le responsable du secteur télématique de l'ICEM (2).

Avec ce mélange de verve anarchisante et de rigueur professionnelle qui les caractérise, les « Freinet » constatent précisément l'indigence de certaines applications éducatives de la télématique, et le scepticisme qui les accueille parmi les enseignants.

Selon une enquête effectuée par le ministère de l'éducation nationale

Adeptes de l'imprimerie scolaire et du texte libre, les instituteurs Freinet voient dans le minitel un excellent instrument pour l'expression et la communication des élèves.

en juin dernier mais non publiée, près de la moitié des 189 serveurs télématiques livrés aux établissements scolaires en 1985-1986 ne répondent déjà plus. Ceux qui fonctionnent proposent parfois d'intéressants exemples d'utilisations pédagogiques et des informations sur la vie des établissements. Mais leurs animateurs, faute d'une véritable stimulation nationale et de moyens suffisants de formation, se montrent désemparés et critiquent la lourdeur du service Éducatel, mis en place par M. Monory, qui ne permet pas aux usagers de communiquer entre eux, mais seulement avec le ministère.

Le sous-emploi des matériels met en lumière, pour les freinetistes, la nécessité d'une réflexion sur leur utilisation et condamne certains modes de communication entièrement hié-

rarchiques. « Donner un serveur télématique à un recteur ou à un ministre, ils y mettent leurs proclamations, le Bulletin officiel ou leurs notes de service, lance Alex Lafosse. Donner des minitels à un chef d'établissement, il les mettra sous clé dans son bureau. Donnez-les à des gosses, ils voudront y dessiner ou s'en servir pour parler à leurs proches. »

Ambitieux mais convaincus, les enseignants Freinet veulent aider les

élèves à s'approprier la télématique et à la mettre au service de leurs propres entreprises, la fonction du maître consistant à guider leurs découvertes. Pour eux, le minitel est un outil d'expression et de création, avant d'être un moyen d'information.

Messageries pédagogiques

Les freinetistes les plus fiers de télématique ont accumulé, depuis deux ans, les expériences. Leur pratique du « journal » et de la « correspondance scolaire » a pris, via la télématique, une nouvelle dimension. Utilisant des serveurs locaux ou nationaux (3), dont celui du conseil général de la Vienne présidé par M. Monory, une cinquantaine d'instituteurs du mouvement correspondent déjà régulièrement par messagerie. Un boîtier spécial, peu coûteux, permet de préparer et de mettre en mémoire des messages tout en réduisant au minimum les temps de connexion, et donc la facture ; grâce à une petite imprimante finisée par la coopérative de la classe, on conserve une trace écrite des dialogues. « La télématique m'a permis de m'asseoir à côté d'enfants qui me rejetaient », raconte M. Georges Bellot, professeur au collège de Védène (Vaucluse). Ils viennent lire ce que d'anonymes correspondants leur écrivent et font des recherches pour leur répondre. Puis, regroupés autour de la « machine », ils regardent celui qui frappe, surveillant ses éventuelles fautes d'orthographe.

Cet hiver, ces élèves du Vaucluse ont traité de « fadas » leurs correspondants de l'Oise qui leur décrivaient l'activité des brise-glaces sur les canaux de leur région. Le lendemain, ils recevaient la preuve photographique de l'existence de ces bateaux et commençaient une étude sur le froid en Europe. Des écoliers de la Vienne ont recueilli, aux quatre coins de la France, des informations sur la date de floraison des lilas. Des romans, des poésies télématiques, s'écrivent et s'échangent.

A côté de ces réseaux structurés entre des partenaires qui se sont choisis, fonctionnent aussi des journaux sur minitel, sortes de forums permanents où les classes exposent au grand vent du trafic télématique leurs réalisations, réclament des

documents, lancent des défis, communiquent avec les parents, chacun pouvant réagir par le même canal ou par courrier classique. Des écoles commencent aussi à s'équiper de leurs propres micro-serveurs, constitués à partir des ordinateurs du plan informatique pour tous, permettant la diffusion instantanée d'informations locales ou de petites bases de données.

Cette nouvelle forme de communication ne condamne pas l'usage de l'imprimerie scolaire avec ses caractères en plomb qu'utilise la pédagogie Freinet pour inciter les très jeunes enfants à apprendre à lire et à écrire, ni celle de la correspondance sur papier, qui peut s'ouvrir plus facilement sur les pays étrangers. D'autant que plusieurs obstacles s'opposent à une utilisation générale de la télématique : absence de ligne téléphonique ou d'accès au minitel, coût, nécessité d'une grande rigueur dans l'utilisation et d'une très forte implication des enseignants. La correspondance télématique ne fonctionne pas si les messages manquent de clarté, restent trop longtemps sans réponse, et si les interlocuteurs n'ont pas un minimum de projet en commun. La formule du « journal » est encore plus exigeante, puisqu'elle nécessite un renouvellement permanent, faute de quoi il risque de perdre vite tous ses « lecteurs ».

Cette dimension humaine et conviviale apparaît vitale pour le mouvement Freinet lui-même, qui, touché de plein fouet par la crise du militantisme (4), a été sur le point de s'autodissoudre l'an dernier. Les participants du congrès de Clermont-Ferrand, dont beaucoup de jeunes, ont voulu tourner cette page. Symboles de cette volonté de résurrection : Florence et Christian, instituteurs passionnés de correspondance scolaire, un peu plus de cinquante ans à eux deux. Ils se sont rencontrés lors d'une précédente assemblée Freinet et ont décidé de faire correspondre leurs classes, situées à Toulon et à Moulins. L'échange a été si fructueux qu'ils se sont mariés et prévoient cette année leur bébé Freinet dans tous les débats du congrès.

PHILIPPE BERNARD.

(1) ICEM, BP 31 06322 Cannes La Bocca Cédex. Tél. : 93-47-96-11.

(2) *Elise et Célestin*, revue télématique du mouvement Freinet. Le Rocher 24300 Sarlat.

(3) Par exemple 3614 + ACTI + CREATIF ou 3614 + CG86 + ECOLE + JOUR.

(4) La Coopérative de l'enseignement, organisme de production et de diffusion des publications et matériels Freinet, fondée en 1927, a dû être mise en liquidation en 1986. Une société anonyme portée à bout de bras par les militants a été créée pour sauver les publications. Publication de l'Ecole moderne française (PEMF), BP 109 06322 Cannes La Bocca Cédex.

● La capacité et les études juridiques. — Les titulaires de la capacité en droit pourront désormais s'inscrire en première année de DEUG de droit avec une moyenne de 10 sur 20, et non plus de 12. Avec une moyenne de 15, ils pourront s'inscrire directement en deuxième année (décret publié au Journal officiel du 28 août).

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES
RENTREE OCTOBRE

IAC

INSTITUT EUROPEEN DE
FORMATION AUX AFFAIRES
ET A LA CONDUITE
DES ENTREPRISES

IEMI

INSTITUT EUROPEEN
DE MANAGEMENT
INTERNATIONALMANAGEMENT
COMMERCE
INTERNATIONAL1^{er} CYCLE

BTS de Commerce International
BTS d'Action Commerciale
FORMATION AUX TECHNIQUES
DU COMMERCE INTERNATIONAL
DIPLOMES D'ETAT EN 2 ANS
bac ou niveau bac

2^e CYCLE

PEMI
Projet Européen de
Management International
BBA
Bachelor of Business
Administration

Admission
— Bac + concours d'entrée,
dossier, tests d'aptitude et
entretien individuel.
— Directement en 2^e année
BTS - DUT - DEUG
Classes préparatoires
d'enseignement
commercial.
Diplômés de
l'enseignement supérieur
de la Communauté
Européenne.

Financement à 100 %
du montant des études.

GROUPE IPSA
71, Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Tél. : (1) 42.66.66.82

3^e ANNEE
EN OPTION3^e CYCLE

EMBA
European Master of Business
Administration
MBA
Master of Business
Administration

Admission
Licence, Maîtrise, IEP,
Architectes, Pharmaciens,
Ingénieurs ou expérience
professionnelle de 2/3 ans,
position cadre.

IAC
IEMI

établissement privé d'enseignement supérieur du Groupe IPSA

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

☐ BTS ☐ 2^e cycle ☐ 3^e cycle

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ LOCALITE _____

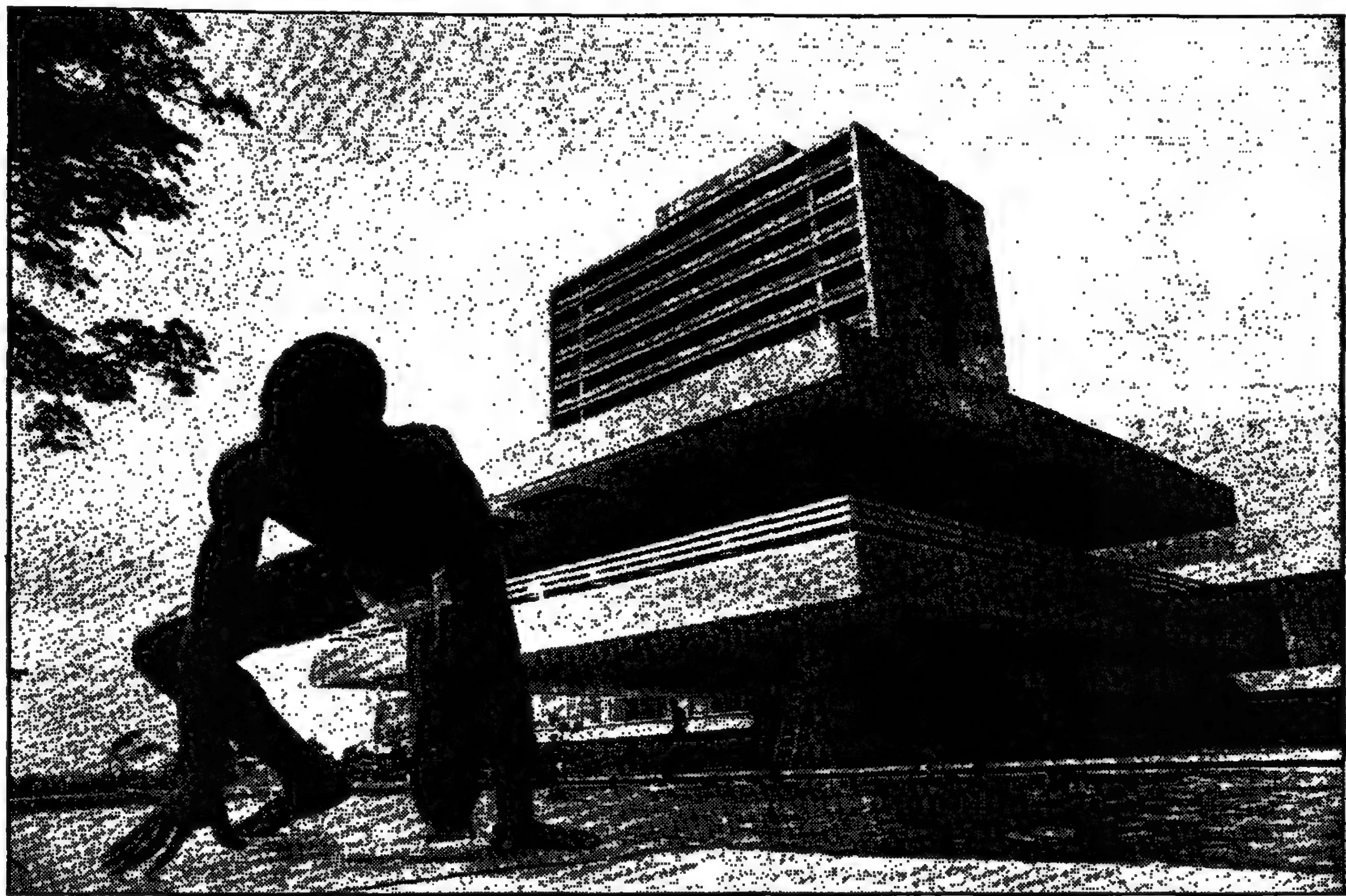
TELEPHONE _____ DATE _____

NIVEAU D'ETUDES _____

هنا من النص

Le Monde SANS VISA

Yamoussoukro



Choses vues
à Yamoussoukro,
village natal
du président
Houphouët-Boigny
et, depuis 1983,
capitale de la
Côte-d'Ivoire, où se
déroulait pour
la première fois
un Festival
des masques.

village-capitale d'un président

par Jean-Claude
Charles

L faut marcher dans Yamoussoukro avec des états d'âme, des pensées en ruine. Yamoussoukro, capitale politique et administrative de la Côte-d'Ivoire, est une ville irrédible. Propre comme un son neuf. Et le plus souvent vide. Ou presque.

Le troupeau d'une quinzaine de buffles conduit par un homme armé d'un bâton au beau milieu de la large avenue. Le marchand d'allumettes attendant au rigolet de bois sous le lampadaire. Quatre joueurs gamins qui font rêver de patins à roulettes dans cette cité tout en pentes, en surfaces lisses, avec des boulevards en toboggan plongeant vers une ligne d'horizon toujours proche, des magnifiques perspectives de béton entre ciel et brousse. Après une heure de marche, ça peut être à peu près tout.

Pour la foule, il faudra attendre d'être place Jean-Paul-II, passé 16 heures. Yamoussoukro invite à la première édition d'une fête annuelle des masques et danses traditionnelles : le Festival. Pendant cinq jours, une centaine de masques venus de toutes les régions de la Côte-d'Ivoire vont défiler. Masques de sagesse. Masques protecteurs. Masques aux serpents. Masques avertisseurs de feu. Masques gendarmes. C'est la saison des pluies. Le ciel est bas. Le soleil fait une courte apparition. Puis bascule derrière le rideau d'arbres, à l'ouest. La fête officielle va durer jusqu'à vers 20 heures. Dans la nuit, l'euphorie continuera. Bruits de tambours ici et là dans la ville.

Derrière les gentillesse conviviales, la polémique fait rage. On distinguera grosso modo deux camps : celui des traditionalistes et celui des modernistes. Les premiers reprochent aux seconds de dégrader les masques en offrant ainsi en spectacle aux « allogènes » (les étrangers) une tradition liée à la vie profonde des villages et assujettie à des règles séculaires. On ne déplace pas les masques de leur terroir, sauf cas de force majeure, par exemple pour sauver la nation en péril. Il convient de respecter les interdits et les tabous autour de ces objets sacrés. Exhiber ceux-ci sous la forme d'un « produit touristique » est un crime contre les ancêtres.

En l'absence de la voix desdits ancêtres — du moins aux oreilles profanes — certains intellectuels montent au créneau. Dans sa livraison d'août, la Gazette du Centre, un mensuel régional, publie l'argumentation de M. Ernest Bessihaoulé. Politique : « L'unité de notre pays passe inévitablement par Yamoussoukro. » Philosophie : « L'unité de nos masques rassemble en un même lieu (...) constitue un faisceau convergent, focalité de prières dont le bénéfice spirituel est incontestable... »

L'homme pressé sera sensible à l'argument géographique : « Yamoussoukro rapproche (...) chaque région de Côte-d'Ivoire de son centre et raccourcit tout parcours ou tout circuit par rapport aux zones excentrées... »

Ventilateurs dans les maquis

Vendredi. Entre le désert de béton et l'invasion touristique, l'annonce pour ce week-end, l'âme de Yamoussoukro existe. Le jour, à la gare routière, par exemple. Ou bien dans ces petits restaurants qu'on appelle des « maquis ». On peut succomber au charme de la première enseignette : La Bâche bleue de Tatit Josée. Des vrais gens. Dans les maquis, on mange, on rigole, on a aussi le droit de faire des discours, mais enfin... si on veut, et dans n'importe quelle langue.

La nuit, le Marco Polo est un lieu vivant. Des vrais gens aussi. Un monde cosmopolite. A deux heures du matin, quand le groupe sénégalais Youssou N'Dour explose dans les baffles, on comprend ce que « dialogue des civilisations » veut dire. Sur la piste, les femmes se lancent dans cette danse aux figures tout en nuances baptisée « ventilateur ». Les hommes peuvent toujours essayer de faire mieux. Quant au maladroît « allogène », avec un peu de bonne volonté il finira peut-être par se décontracter. Confirmation de l'horoscope du jour : « Les activités de club sont favorisées » (Fraternité Matin). Attention les petits yeux.

J'allais oublier de dire que je suis passé à la librairie de Yamoussoukro. Sous le porche, derrière un frangipanié, les présentoirs administrent la preuve d'une ouverture d'esprit incontestable. Comme d'ailleurs les quelques librairies et magasins de

journaux que j'ai visités dans ce pays. A la Pelote basque, j'ai préféré un luxueux volume illustré sur Yamoussoukro, où l'on apprend comment le nom de la ville a été formé à partir de termes baoulés dont l'un (Ya) était le nom porté par une aïeule de M. Félix Houphouët-Boigny. Yamoussoukro désignait alors le petit village, lieu de naissance du président, aujourd'hui enclavé, sanctuarisé dans la capitale, à l'intérieur du palais présidentiel.

Samedi, midi. Marché de Bouaké, à une centaine de kilomètres vers le nord. Au Pincau parlant, le pincau qui fait parler votre enseigne, déclinez votre nom, votre profession, le tour est joué. En principe, ça ne s'adresse pas aux touristes. Mais tout le monde est libre de se faire fabriquer une enseigne aussi originale que celle de l'horloger de La Vie est belle Le Docteur des montres. Zigzaguons à travers le labyrinthe des travées. L'Afrique entière semble s'être donné rendez-vous à ce marché. En plus, Bouaké est une véritable ville. Avec des sapeurs-pompiers. Cette précision apparemment saugrenue est importante : il n'y a pas de caserne de pompiers à Yamoussoukro — qui a vu récemment son marché brûler.

Dimanche. Sur la pelouse inclinée, le cadran orné de fleurs de l'horloge géante indique l'heure exacte : 10 h 19. De retour à Yamoussoukro. Devant la Maison du Parti, à mi-chemin entre l'hôtel Président et le Président Golf Club. Je suis en compagnie d'un photographe. Il fait son métier : il photographie. Je prends de temps en temps des notes. La Maison du Parti est un étonnant bâtiment en haut d'une colline. On y accède par une grande allée rectiligne, bordée de merveilleux réverbères à boules. Avec des gazons bien entretenus. Des arbres variés qui nous surprennent en flagrant délit d'inculture botanique.

Nous grimpons sportivement la colline. Je salue les gardiens, un militaire et un civil en bonbon bien pâle. Je sors mon carnet, mon stylo, me prépare à noter l'inscription exacte qu'on peut lire sur la façade du bâtiment. Une voix retentit, menaçante : « On n'écrit pas. » Je reste un moment avec le stylo suspendu au-dessus du carnet ouvert. Coule un regard prudent vers la voix. C'était le lieu. Le mec roulé des yeux. Un cliché vivant ? Je range vite mes instruments de travail,

en me fendant d'un sourire bête. Repars la queue basse, en pensant qu'un jour ma graphomanie me perdra.

Beaucoup plus loin, à distance respectable du cerbère, sous la protection rapprochée d'un flamboyant, je griffonne les mots que je craignais d'oublier : « Parti démocratique Côte-d'Ivoire, section Rassemblement démocratique africain. »

Dix-huit trous et crocodiles

Au Président Golf Club. L'emblème est un crocodile en chemise Lacoste, debout, élégamment appuyé sur une crosse. Cette année, c'était le septième Open de Yamoussoukro. M. Alain Rozé, le responsable, vingt-huit ans, une moustache à la Malburet, fort affable, nous entraîne vers le terrain. Je note : « Dix-huit trous, par 72, et cent cinquante essences d'arbres différentes », etc. Je me rends compte que, du haut de l'hôtel Président, j'avais confondu le lac devant nous avec l'autre, celui de la résidence présidentielle. Quelqu'un de la police judiciaire est de la promenade. Passé un green, j'en profite pour lui poser une question de tout à l'heure : « Y a-t-il des prisonniers d'opinion en Côte-d'Ivoire ? » Réponse négative.

Plus tard, 17 heures. Au bord du lac artificiel qui jouxte le palais, les reptiles sont là, immobiles. Ils attendent leur pitance. Un spectacle entre le rituel touristique et l'universel théâtre de la cruauté va se dérouler. La pluie le retarde. Une de ces averse soudaines, chaudes et brèves dont les ciels du Sud semblent détenir le secret. Un soldat nous invite gentiment à nous abriter derrière le lourd portail, à côté de la guérite. De quoi parlons-nous ? Des crocodiles, bien sûr.

« Ce sont des créatures totémiques et emblématiques », écrit V.S. Naipaul, traumatisé sans doute par ce lieu, dans un texte non encore traduit en français The Crocodiles of Yamoussoukro (1). « Auparavant, poursuivait-il, il n'y avait pas de crocodiles à Yamoussoukro. Personne ne sait exactement ce que leur présence signifie. Mais pour tous les Africains, ils évoquent le savoir magique du président, du chef, son pouvoir surhumain, quelle chose émanant de la terre elle-même. » Sacré Naipaul !

Le soldat raconte des histoires étranges. Qu'il existe un « patron » parmi les crocodiles, le plus vieux — la seule façon de connaître son âge serait de compter le nombre de cailloux dans son ventre, étant donné qu'il en avale un par an. Les visiteurs sont conviés à offrir à ces « mangeurs d'hommes » (dixit Naipaul), en guise de friandises, un poulet vivant, nous apprend le soldat. Les « âmes sensibles » répugnant au passage à l'acte, le soldat se prête de bon gré au rôle de l'immolateur. Merci. Un commerçant installé non loin fournit la volaille.

Petite leçon de zoologie : « Ce sont les cris du poulet qui excitent les crocs », explique le sacrificateur délégué. Je vous fais grâce de la fin de l'histoire. Le poulet n'avait aucune chance. Il se sera tout de même vaillamment défendu. Au moment fatidique, le soldat a applaudi. « Il ne faut pas faire de projection, pour eux c'est simplement de la viande », a commenté quelqu'un. Le premier qui écrase une larve a perdu.

Dans la soirée, conférence de presse de M. Duon Sadia, ministre du tourisme. Il n'esquive pas le débat. Recourt aux aphorismes : « Lorsqu'on est devant un tam-tam, il vaut mieux battre

le tam-tam plutôt que de battre son ventre. » Traduire : parlons franc, les médias répercuteront. Définit son objectif : passer de 200 000 à 400 000 touristes par an. Le Sénégal, c'est le balnéaire ; le Kenya, le safari ; la Côte-d'Ivoire sera le masque. Prudence : « Peut-être que nous nous sommes trompés... Notre image de marque se cherche... »

Et la confiance que voici. Il y a un masque — un masque poro, de la région de Korbo, dans le Nord — qui ne sort que tous les trente ans. Il était sorti le 6 juin dernier. Normalement, il aurait fallu attendre l'an 2017 pour qu'il puisse se présenter à Yamoussoukro. M. Sadia, invité par le village de ce « masque de puissance et de paix », a personnellement demandé à celui-ci s'il voulait bien déroger à la règle et venir à Yamoussoukro en août. Satisfaction a été accordée au ministre. Conclusion : « Il faut que les masques rencontrent les enfants des aîeux là où ils sont... Les masques sont les représentations visibles de nos ancêtres. Dans ces conditions, il ne faut pas se choquer de les voir participer à notre vie. »

(Lire la suite page 14.)

(1) Dans le livre Finding the Center Penguin, 1985.

ACCESS VOYAGES LES AMÉRIQUES AU MEILLEUR PRIX

| | AS | AR | | AS | AR |
|--------------|--------|--------|----------------|------------|--------|
| NEW YORK | 2000 F | 2150 F | SAN DIEGO | 1550 F | 3700 F |
| ANCHORAGE | 2000 F | 4800 F | SAN FRANCISCO | 1800 F | 3800 F |
| ALBANY | 1800 F | 3000 F | SEATTLE | 1950 F | 3700 F |
| BALTIMORE | 1550 F | 2500 F | WASHINGTON | 1400 F | 2500 F |
| BOSTON | 1300 F | 2400 F | CHICAGO | 2000 F | 4100 F |
| CHICAGO | 1800 F | 3000 F | CALGARY | 2200 F | 4150 F |
| CLEVELAND | 1800 F | 3000 F | MONTREAL | 1300 F | 2500 F |
| DALLAS | 1800 F | 3000 F | TORONTO | 1400 F | 2700 F |
| DEVER | 1850 F | 3700 F | VANCOUVER | 2200 F | 4250 F |
| DETROIT | 1800 F | 3000 F | BOBOTA | EN DEMANDE | 5800 F |
| HONOLULU | 1800 F | 3000 F | BUENOS AIRES | EN DEMANDE | 6500 F |
| LAS VEGAS | 1850 F | 3700 F | CARACAS | EN DEMANDE | 5700 F |
| LOS ANGELES | 1800 F | 3000 F | LIMA | EN DEMANDE | 6100 F |
| MIAMI | 1800 F | 3000 F | MEXICO | 2550 F | 4250 F |
| NEW ORLEANS | 1800 F | 3000 F | RIO DE JANEIRO | 3600 F | 4500 F |
| ORLANDO | 1800 F | 3000 F | SÃO PAULO | EN DEMANDE | 5000 F |
| PHILADELPHIE | 1350 F | 2500 F | DEHYSAR | EN DEMANDE | 6000 F |
| PHOENIX | 1850 F | 3700 F | JAKARTA | EN DEMANDE | 6000 F |
| PITTSBURGH | 1400 F | 2800 F | TOKYO | 3600 F | 7500 F |
| PORTLAND | 1850 F | 3700 F | TAIPEI | EN DEMANDE | 6040 F |
| SAN LOUIS | 1800 F | 3000 F | AUSTRALIE | 5700 F | 6650 F |

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS
RÉDUCTION POSSIBLE EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES
ACCESS VOYAGES
6, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles
Tél. (1) 4018 02 02 ou 42 21 48 94

Yamousoukro, village-capitale

(Suite de la page 13.)

Lundi matin. Dans le car à destination d'Abidjan. Dans le quotidien national, la prévision de l'astrologue est claire : « Votre inspiration vous fera travailler. » La musique de Kassav porte le car dans la chaleur moite. Il fait soleil. Abidjan annoncé par la rive du Banco où flottent comme des drapeaux des kilomètres de vêtements mis à sécher au soleil vers le décor d'un film de Sijiri Bakaba. Le quartier de Treichville, haut lieu de la vie nocturne, montre ce que Yamousoukro risque de ne jamais avoir. De l'autre côté de la lagune, face aux tours du Plateau (le « Manhattan tropical »), choses et gens déjà vus.

Mais où ? Des rues en damier grouillant d'un peuple débordant d'activité. Une odeur d'agneau braisé au coin de la rue. Des fauteuils blancs sur le trottoir de La Caléassée d'Or. Un gamin tirant de l'huile à la pompe. Des ventilateurs labourant l'air lourd. Et ça suffit pour faire une ville. La vie telle qu'elle ne s'invente pas par décret. Treichville existe et tient debout tout seul.

Mardi. Vers 11 heures, au Ral-lye, café-tabac-journaux, dans le quartier de la zone 4, un homme d'affaires français raconte Yamousoukro vu d'Abidjan. Petit, un de ces ventres ronds que certains appellent « œuf colo-

nial ». Il a « une trentaine d'années d'Afrique » derrière lui. L'œil vaguement méfiant. Le verbe rapide : « Des milliards pour éclairer la brousse, c'est pas croyable... Combien de milliards ? Je sais pas. Faudrait demander à un expert immobilier. Les ambassades veulent pas y aller. Les entreprises veulent pas y aller. Tout le monde le sait. Tout le monde fait semblant que dans cinq ans on sera tous à Yamousoukro... Remarquez, je fais pas de politique, hein ? »

Riviera. Passé 17 heures. Sijiri Bakaba (acteur dans *Visages de femmes*, de Désiré Ecaré, *Combat de nègre et de chiens*, de Chéreau, *Descente aux enfers*, de



Débordant d'activité : Treichville.

Francis Girod, etc.) réalise son premier film : *les Guérisseurs*. Il me reçoit dans une chambre du Golf hôtel. Je suis passé en coup de vent sur son plateau la nuit dernière. Ils ont tourné jusque vers 5 heures du matin dans le dancing de l'Hôtel Wafou, quartier de Bietri, vers le sud d'Abidjan. Treichville sera un lieu important dans le film.

« J'adore les fous, les ivrognes, tous ces gens que la société a rendus malades », déclare Bakaba. Pieds nus, treillis vert et casquette rouge, il parle de son passage de l'autre côté de la caméra : « J'ai la chance d'avoir eu beaucoup de petits rôles.

D'avoir pu faire exister des personnages secondaires. C'est une bonne école. C'est parfois frustrant. On m'a trop souvent proposé des rôles avec accent. Accent antillais. Accent bamboula. Accent négroïde d'Afrique. Jouer le Noir. Dans mon film, je n'ai pas à jouer le Noir. Je joue le rôle d'un ivrogne... Mais je me sens plus metteur en scène que comédien. »

Il parle de son enfance : « Je n'ai pas de thèse sur les choses, sur la société ivoirienne, sur quoi que ce soit. Je parle de petits détails humains. Je viens de la terre. Mon père est de la terre. Je n'ai pas d'intellectuel dans ma famille. Je suis un homme de la

forêt. Ma culture est une culture de la forêt. Pour ce film, je suis parti d'un mot. Ici quelqu'un demande de l'argent en disant : « Guéris-moi. » Je me dis qu'il doit être malade. D'où le titre. Un de mes personnages est un guérisseur, c'est-à-dire un bienfaiteur, un homme qui a le pouvoir du concret... Je n'appartiens pas à l'Afrique des histoires linéaires... Tenez, l'or par exemple. Dans les contes ou quand j'entends parler de la reine Elizabeth, ça ne m'étonne pas. J'ai toujours vu des rois couverts d'or, avec des cannes en or, des chaises en or... J'aurais pu écouter longtemps cette parole de créateur. Elle est limpide.

JEAN-CLAUDE CHARLES.

A EVIAN, 7 JOURS POUR RETROUVER SON EQUILIBRE.

EQUILIBRE 7

Le forfait Equilibre 7 vous propose une remise en forme optimale dans le cadre ultra-moderne du Centre Evian Equilibre. 7 jours pour retrouver votre équilibre à Evian : un séjour de détente dans l'hôtel de votre choix et un programme complet établi avec un médecin, qui allie hydrothérapie et soins d'esthétique aux activités sportives les plus diverses : randonnée, tennis aquagym... Evian. Le séjour de l'équilibre.

Merçi de me faire parvenir une documentation sur Equilibre 7.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

A remplir et à adresser à l'Office de Tourisme, BP 98 F. 74502 EVIAN-LES-BAINS. Tél. : 50.75.04.25.



Voyage en Pologne

Dans l'article intitulé « Les pierres à vif de Cracovie » (le Monde du 29 août), le carnet de route contenait une erreur de chiffres : la dépense minimale, par jour et par personne, que les autorités polonaises imposent aux étrangers est de 100 F (et non de 1 500 F) en « bons de séjour » délivrés par le consulat.



→ Vienne agréablement

Même en classe Touriste : places réservées, fauteuils plus larges, repas chauds, boissons, service raffiné.

Austrian Airlines c'est vraiment différent. Au départ d'Orly-Sud, il vous par semaine.

AUSTRIAN AIRLINES
Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

Carnet de route

● Formalités. — Passeport en cours de validité. Pas de visa pour les membres de la CEE.

● Santé. — Vaccination contre la fièvre jaune ; obligatoire dix à douze jours avant le départ. Traitement anti-paludéen recommandé.

● Transports. — UTA et Air Afrique desservent quotidiennement Abidjan. En Côte-d'Ivoire, la compagnie Air Ivoire relie la plupart des villes ; cars et taxis de brousse ; location de voiture possible. Le train Gazelle relie Abidjan à Ouagadougou (Burkina-Faso) par Bouaké.

● Informations. — Concernant les hôtels, saisons, circuits : Délégation du tourisme de Côte-d'Ivoire (24, boulevard Suchet, 75016 Paris. Tél. : 42-88-62-92) ; et Côte-d'Ivoire Contacts Tourisme (34, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 43-58-65-19).

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Normandie

A 11 km d'Étretat
2 heures de PARIS

CHATEAU DE DIANE

SILENCE ET PAIX

Dormir dans un château privé, entouré d'un parc de 8 ha : 22 chambres de la plus simple à la plus luxueuse.

Tous les week-end de l'année ainsi que tout le mois d'août et septembre.

76110 ÉCRAINVILLE

Tél. (16) 35-27-76-02 - 35-42-44-19.

Montagne

05490 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus bte comm. d'Europe, 2040 m.

LE VILLARD + TENNIS

Chamb. et duplex + cuisinette, dep. 350 F pers./sem. Tél. 92-45-82-88.

BEAUREGARD + TENNIS + PISCINE

Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-62.

L'AUTOMNE EN SAVOIE

CHALET-HOTEL de l'ŒULE ROUGE ***

LOGIS DE FRANCE. Alt. 1550 m.

Calme, détente, nature, dans chalet XVIII^e. Tout confort.

A 15 km de Saint-Jean-de-Maurienne, les disciples d'Épicure sauront s'y retrouver.

Fam. 196/240 F TTC - 1/2 pers.

Famille SURRIER LA CHAL

73630 ST-JEAN-DE-MAURIENNE. T. 79-89-78-99.

JURA

JOLI JURA VERT - 84-48-36-09

Pension complète sem. ti compris, 999 F/sem. 1/2 pers. 116 F/jour. Forfait enfant. Animaux accept.

Hostellerie L'HORLOGE

RN 78, 39130 PONT-DE-POITTE.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE

ET DES ARTISTES

(près du Théâtre la Fenice)

5 minutes à pied de la place St-Marc.

Atmosphère intime, tout confort.

Prix modérés.

Réservation : 41-52-32-33 VENISE.

Tél. : 411150 FENICE I.

Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR

LOCARNO

GRAND HOTEL

Complètement rénové. Nouvelle piscine.

Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. COTTI

Tél. 19-41/93/330282 - Tél. 846143

Vin Sempione, CH 6600 LOCARNO.

LAC MAJEUR

HOTEL DES TROIS COURONNES

CH-1800 VEVEY

Accueil personnalisé

dans un cadre élégant et raffiné

Forfait séminaire Fr.s. 205.-

en demi-pension p.p.j.

Tél. 021/51 30 05 - Tél. 451 148 htc ch

LEYSIN (Alpes Valdoises)

HOTEL SYLVANA ***

Idéal pour vacances d'été. Promenades

pédestres. Situation calme. Vue panoram.

Arrang. familiaux.

Fam. BONELLI, prop.

Tél. 19-41/25/34-11-36, CH-1854 LEYSIN.

سكننا من الأصغر

France d'automne

Parmi les 300 propositions de la brochure « Visit France » (filiale tourisme d'Air Inter), on peut relever trois destinations dans des régions où l'arrière-saison est réputée pour sa douceur. L'Alsace d'abord avec, surplombant les vignobles, un hôtel quatre étoiles qui promet « une gastronomie authentique ». Au départ de Paris : 2 610 F par personne en demi-pension avec avion, voiture de location et hébergement pour deux nuits.

Le Moyen Age, ensuite, ou, plus exactement Carcassonne, et un hôtel situé au cœur de la cité fortifiée, excellente base de départ pour redécouvrir les châteaux cathares : 1 580 F par personne (de Paris) avec avion, auto et deux nuits avec petit déjeuner.

Enfin, une île dite « de beauté » : la Corse, où on a le choix entre trois séjours d'accès et 26 hôtels. Une formule pour les amateurs de liberté : 2 200 F par personne (de Paris) avec avion, auto, hébergement trois nuits, en demi-pension. Renseignements auprès des agences Air Inter et dans les agences de voyages.



Une vie de Chateaubriand

« Il y a quatre ans qu'à mon retour de la Terre sainte, j'achetai près du hameau d'Aulnay, dans le voisinage de Sceaux et de Châtigny, une maison de jardinier, cachée parmi des collines couvertes de bois. (...) Les arbres que j'y ai plantés prospèrent, ils sont encore si petits que je

leur donne de l'ombre quand je me place entre eux et le soleil. » Ainsi Chateaubriand évoquait-il la Vallée-aux-Loups, cet emplacement romantique que l'association Lire et Partir (16, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 42-65-86-45) propose de découvrir dans le cadre d'un voyage littéraire en autocar, du 11 au 13 septembre. C'est l'occasion de visiter à Châtigny-Malabry (87, rue de Chateaubriand, tél. : 47-02-58-61) le musée récemment ouvert au public, et

d'admirer le beau parc à l'anglaise, conçu et planté par l'écrivain. Mais aussi de parcourir la Bretagne de Chateaubriand : Fougères (avec un spectacle tiré du *Gilles de Rais de Cendrars*), Combourg et le château où il passa son adolescence, Dinan, où il étudia, l'estuaire de la Rance et l'île du Grand-Bé, où il repose, Saint-Malo, où il naquit, et Dol-de-Bretagne.

Le prix (1 850 francs par personne) comprend le transport, l'hébergement, les repas et le concours de conférenciers spécialisés. Supplément pour chambre individuelle.

New-York très lyrique

Visiter New-York à sa guise et sortir tous les soirs au ballet, au concert, à l'opéra. Le Cercle lyrique international (9, rue Geoffroy-L'Assier, 75004 Paris, tél. : 42-78-09-12) a réservé, du samedi 28 novembre au vendredi 4 décembre, à New-York, des places pour la Tosca (mise en scène par Franco Zeffirelli), Casse-Noisette (par le New York City Ballet), l'Enlèvement au sérail (dirigé par M. Janowski), le Trouvère (avec Joan Sutherland et Luciano Pavarotti), la Tra-

Voir l'Autriche à Bruxelles

Manifestation biennale consacrée au patrimoine culturel d'un pays, Europalia, organisée à Bruxelles (et dans plusieurs autres villes belges) depuis 1969, accueille pour la première fois un Etat non membre de la CEE : l'Autriche. Trois mois - du 16 septembre au 18 décembre - d'expositions, de rencontres et de débats sur la musique, la peinture, la littérature, le cinéma et le théâtre du pays de Mozart. Trésors de la Tosca d'or et chefs-d'œuvre de l'Albertina figurent au premier rang des expositions annoncées.



De leur côté, la SNCF

(Paris-Nord : 18, rue de Dunkerque, 75010 Paris, tél. : 42-81-42-19) et les Chemins de fer belges (représentation générale : 21, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 47-42-40-41) proposent différentes prestations, par exemple : 340 francs français par personne pour le voyage aller-retour en 2^e classe, l'Exposcard (quatre expositions) et des bons de réduction.

L'Office belge de tourisme (21, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 47-42-41-18) fournit gratuitement la documentation souhaitée.

Ne naviguez pas qui veut sur le canal de l'Ourock... Le plus étroit des canaux français, qui part du bassin de La Villette, à Paris, et s'en va vers la Brie, n'admet que des « flûtes », des péniches adaptées à son gabarit. Une croisière - en vedette - est proposée le samedi 12 septembre aux curieux par OCCA-Joissins (95 rue d'Amsterdam, 75008 Paris, tél. : 42-81-40-08), avec petit déjeuner à bord (départ à 8 h 30 du bassin de La Villette), escale à Claye-Souilly pour déjeuner et retour à Paris en autocar vers 18 h 30, pour 250 F par personne.

Les « flûtes » de l'Ourock

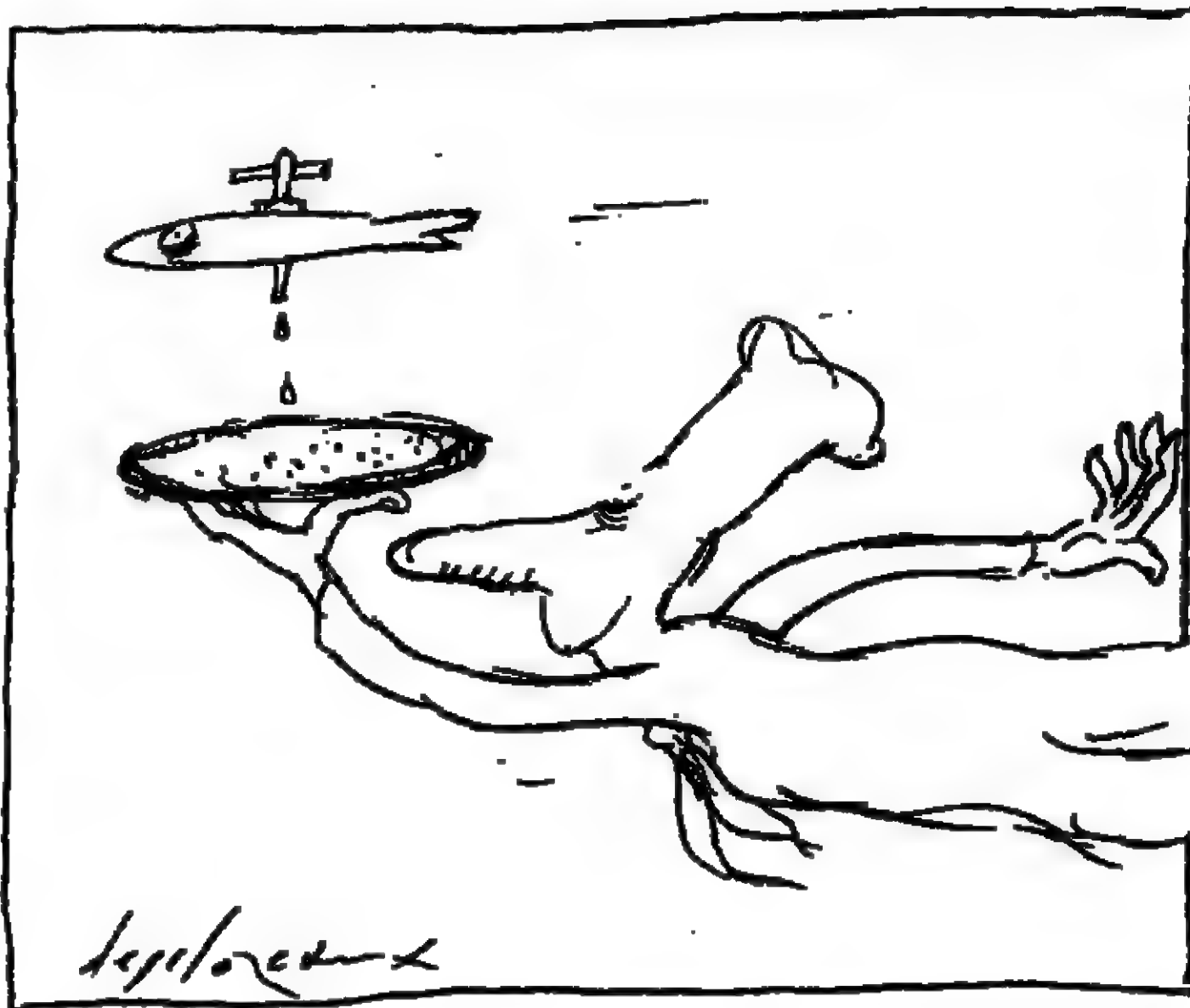
Le plus étroit des canaux français, qui part du bassin de La Villette, à Paris, et s'en va vers la Brie, n'admet que des « flûtes », des péniches adaptées à son gabarit. Une croisière - en vedette - est proposée le samedi 12 septembre aux curieux par OCCA-Joissins (95 rue d'Amsterdam, 75008 Paris, tél. : 42-81-40-08), avec petit déjeuner à bord (départ à 8 h 30 du bassin de La Villette), escale à Claye-Souilly pour déjeuner et retour à Paris en autocar vers 18 h 30, pour 250 F par personne.

LA TABLE

Nectar de poissons

UN lecteur belge, enchanté de son séjour au Métropole, de la chaîne Relais et Châteaux de Beaulieu-sur-Mer, s'y est régalé des « rougets au pissalat » du chef Pierre Estival : « J'en ai commandé à trois repas, dit-il, mais qu'est-ce exactement que ce « pissalat », un mot qui fait sourire ? »

Comment, en effet, le définir ? Un jus de poissons ? Peut-être. En ces temps où le snobisme culinaire exalte tout ce qui vient d'Extrême-Orient, on pensera au nuoc-mâm vietnamien (le nom signifie « eau de poisson »), qui résulte de la macération en saumure de petits poissons. Mais, n'en déplaise aux amateurs d'exotisme, le *garum* des Grecs et des Romains n'était pas autre chose : visières et morceaux de poissons en saumure, avec herbes aromatiques. Le plus célèbre, préparé à



Carthage, était de maquereaux, mais il en existait de nombreuses variantes, faites aussi de saumon, de sardines, d'aloise et, surtout, de frotin.

Donc, au glorieux Métropole, le chef agrémente ses rougets poêlés de pissalat (aurait-il plus de gloire auprès des médias à l'annoncer au nuoc-mâm ?).

Dans sa *Cuisine provençale*, J.-B. Reboul explique qu'il s'agit là d'une préparation des pêcheurs de Cannes à Menton, en quelque sorte une purée de ces petits poissons que l'on nomme « poutine ». Mais il dit aussi que, du côté de Martigues, on dit le « melet », et

que les deux préparations sont à quelque chose près le *garum* des anciens Romains. Plus proche de nous, Jean-Noël Escudier parle également de la « blanchaille de poissons », y compris sardines et anchois, et cite le melet et son cousin le pissalat, frai de poissons appelé la *poutine*.

Bien évidemment, le maître Escudier, pour être du pays (né à Villeneuve-Loubet), plus attaché à la grande cuisine qu'au régionalisme, n'en parle point. Mais, dans sa *Cuisine du comté de Nice*, J. Médéric précise en effet qu'il faut utiliser la blanchaille de sardines et d'anchois (*palatia*) disposée par couches de 2 centimètres

d'épaisseur de poisson, sel, girofle, poivre en grains, laurier et thym émiettés, successives, en terminant par le sel et les aromates. La terrine est gardée au frais une semaine. Il ne reste plus alors qu'à enlever à la louche la crème huileuse montée à la surface et à remuer la pâte de poisson à la spatule et à recommencer l'opération tous les jours durant un mois ; puis ensuite à passer enfin au tamis de crin, à recouvrir la surface d'une légère couche d'huile d'olive (de première pression à froid, bien sûr, et à Nice allez donc demander au moulin Alziari, 14, rue François-de-Sales, le secret d'une bonne huile !) et à en accommoder les mets les plus divers, des hors-d'œuvre aux viandes froides, en passant par les rougets poêlés du bon chef Estival.

Mais, si le nom de pissalat, qui amuse notre lecteur, est bien peu connu des Français - y compris de M. Gedda, dont la *Table d'un Provençal* nous donne une recette de... keitchup ! -, du moins est-il un nom que le touriste connaît (ou apprend) sur la Côte : « pissaladière » !

Eh bien, cette tourte oignonnée aux anchois et olives noires du pays et qui s'affirme comme la sublimation de la pizza, étouffée chrétienne à la mode, cette pissaladière doit donc lui donner son nom, car elle fut autrefois badigeonnée de ce pissalat si parfumé qu'il est comme la quintessence de la Provence.

LA REYNIÈRE.

(Publicité)

SEMAINE GOURMANDE

L'Auberge des deux signes

Vestige médiéval, jardin intérieur, pourras authentiques et vue sur Notre-Dame, avec la musique ancienne à la carte (un bourdon derrière la vitre, dit Cumonsky !), voilà qui passionne le touriste avisé mais devrait attirer aussi l'attention du gourmand. M. Dhulster, Auvergnat bon teint, fait venir ses agneaux et son veau du Cantal (de Meurs, exactement). Il domine une carte qui va de la terrine de foie gras d'oie au « pounti » du pays avec sa salade de choux croquants, du blanc de turbot Belle Époque au confit d'oie forestière, de l'émincé de ris de veau à la crème de favonilles au café quercinois. A la carte, compter 400 F, mais il y a un menu à 150 F.

● L'AUBERGE DES DEUX SIGNES, 46, rue Galande, Paris-5^e. Tél. : 43-25-46-56. Pas de fermeture. Salons de 30 à 75 couverts.

Le Céladon

Le restaurant de l'hôtel Westminster avait vite fait sa percée. Il a perdu les frères L'honneur un peu abruptement, mais n'a rien perdu au change avec le chef Joël Boilleau. On se réglera de l'excellent menu (240 F net), choix de huit entrées (tartare de daurade et saumon frais, par exemple),

neuf poissons ou viandes (dont le filet de turbot à la moutarde de Meaux, coulis de tomate et un filet de porclet en crépinette, sauce curry), fromages (pains aux raisins et aux noix « maison ») et quelque huit desserts. Vins à découvrir : un tournaie mesland 1985 (85 F), un bordeaux, un anjou, un elace (Andlau pinot noir) à 99 F, et enfin un vin voisin du saucerre, le morogues 88, rouge d'une riche vinosité qui fait merveille avec, par exemple, le foie de veau poêlé aux câpres (99 F).

● LE CÉLADON, 15, rue Daunou, Paris-2^e. Tél. : 42-61-57-46. Fermé samedi et dimanche.

L'Auvergnat 1900

Pour le monde des bureaux aux déjeuners, si calme et provincial le soir, voilà dans son cadre amusant, agrémenté du sourire d'une aimable patronne et du service le plus avenant possible, une carte, un peu auvergnate, bien sûr ! Le farou du pays, les crêpes farcies auvergnates, le rognon de veau grillé au roquefort, le confit de pommes sarladaises, mais aussi les œufs cocotte florentine, la sole meunière, le gratin de moules aux courgettes et, dans les desserts, la « faiblesse de la patronne ». Comptez 250 F.

● L'Auvergnat 1900, 11, rue Jean-Mermoz, Paris-8^e. Tél. : 43-59-21-47. Fermé samedi et dimanche.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA - PORT DE ORFÈVRES
A LA BONNE TABLE, 45-39-74-91, 47-23-54-42. Jueq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.
BASTILLE
L'ENCLOS DE NINON, 19, bd Beaumarchais, 4^e. Spécialités SUD-OUEST.

CHAMPS-ÉLYSÉES
RELAYS BELLMAN, 37, r. Franc-J., 47-23-54-42. Jueq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.
142, av. des Champs-Élysées, 43-68-20-41
COPIENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA, et son jardin d'été.
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.

GOBELINS
ENTOTO, 45-67-88-51. F. dim. 143, r. L.-M. Nordmann, 13^e. Spécialités éthiopiennes.
LES HALLES
CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV^e. F. sam. et hundi. P.M.R. 170/200 F.

MAIRIE DU XVIII^e
LE PICHET, 174, rue Ordener, 46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Grill. poisson. F. dim. et sam. soir.
MAUBERT-MUTUALITÉ
DODIN-BOUFFANT, 25, r. Frédéric-Sauzet, 43-25-25-14.
Pl. Maubert-Mutualité - Parking HUITRES, COQUILLAGES, POISSONS. Cais. de marché. Ouv. le sam. Dernier accueil à 1 h du mat. Salons de 10 à 50 couv. au déj. du samedi.

MONTMARTRE
LA GUÉRITÉ DU SAINT-AMOUR, 209, bd Raspail, 43-20-64-51. T.L.J. Spéc. de poissons et crustacés.
SAINT-AUGUSTIN
LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8^e. 45-22-23-62. Cassoulet 90 F. Confit 90 F.

SAINT-GERMAIN DES PRÉS
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.
PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle, 11. 42-23-13-35. Menu 106 F. Service et vin compris.

JEUX

échecs

N° 1244

SANS DISCUSSION

Tournoi international de Toulon, 1987

Blancs : NEDDEN (Angleterre)
Noirs : BORM (Hollande)

Gambit du R. Défense Fischer.

1. e4 e5 2. f4 d5 3. Cf3 Cc6 4. d4 b5 5. b4 a5 6. Cg5 d4 7. Fxg4 Cxg5 8. Fd3 Dd7 9. Cc2 Ff7 10. 0-0 0-0 11. Fxh4 h5 12. Cb3 Dc6 13. Dd2 Dd7 14. Dc3 Dc6 15. Fxh4 Dc6 16. Dd2 Dd7 17. g4 Dc6 18. Ff5 avec un jeu compliqué.

NOTES

a) La meilleure défense dans le « Gambit du Roi », selon Fischer.
b) Les deux suites principales sont ici 4. Fd4 et 4. d4. Fischer tenait la suite 4. d4 pour moins forte que 4. Fd4, contrairement à l'opinion générale. Après 4. Fd4, h6! (et non 4...g5? à cause de 5. b4, g4; 6. Cg5, Cb6; 7. d4, f6; 8. Fxh4, Fxg5; 9. Fxg5 comme dans la partie Morphy-Tilgman, Philadelphie, 1859); 5. d3 (selon Bhenid), g5; 6. g3, Cc6; 7. gxf4, Fg4; 8. 0-0, Cc4; 9. Cb-d2, gxf4; 10. g3, Cc6 les jeux sont égaux. Fischman préfère 5. d4; par exemple, 5...g5; 6. 0-0, Fg7; 7. g3, Cc6; 8. g3, g4; 9. Ch4, f3;

10. Cb-d2, Ff6; 11. Cdxh3; gxf3; 12. Dxf3, Fh3; 13. Tf2, Dd7; 14. e5, Fxh4; 15. Fx7+; Rd8; 16. e6, Dd7; 17. gxf4, Dxf4; 18. Ff5! avec un jeu compliqué.

c) 4... Cc6; 5. Cc3, Ch5; 6. Fd2, Fg4; 7. 0-0, g6; 8. Cd5! donne aux Blancs l'avantage.
d) On a longtemps poursuivi par 6. Cg5, entrant dans le « Gambit Allemand » par 6... h6; 7. Cxf7 aux conséquences souvent favorables aux Blancs. Ce n'est qu'en 1949 que fut trouvée la réfutation pourtant simple de 6. Cg5, à savoir 6... f6!; si 7. Ch3, gxf3; 8. Dd3+; Rd7; 9. Df3, Dd8 (Heyer-Randow, Tallinn, 1949) et si 7. Fxh4, Fxg5; 8. Fxg5 (ou 8. hxf5, Fg7; 9. Fc4, Cc6; 10. g3, Cg-e7); Fd7; 9. Dd2, Ff6; 10. Cc3, Cd7.

e) Une grave imprécision. La seule défense des Noirs consiste en 6... Fh6! avec les perspectives suivantes : 7. Cc3, g6 (ou aussi 7... Cc6 comme dans la belle partie Planinc-Gilgore de Portoroz, 1977; 8. Cg-e2 - meilleur est 8. Dd3 - f3; 9. Cf4, Fz+; 10. Rxf2, g4+; 11. Rxf3, Cf6; 12. Fd2, Tg8+; 13. Rf2, Cg4+; 14. Fxg4, Fxg4; 15. Dd3, Fg7; 16. Fd3, Dd7; 17. Cc-e2,

0-0-0; 18. Cg3, f3; 19. Cxf5, Td-f8; 20. Cxg7, Dxf7; 21. Rf1, Cb4; 22. Dc3, Dd7; 23. Dxb4, Txf4; 24. Rd2, Dxf4; 25. T-g1 (l'autre T était nécessaire); Ff5; 26. Db3; 27. Th2, T7+; 28. abandon; 8. Dd3, Df6; 9. Fd2 suivi de 0-0-0 et de e5. A noter que 6... f3 est insatisfaisant : 7. gxf3, Fd7; 8. Fd3, Fxh4+; 9. Rd2, Cc6; 10. Cc3, Ff6; 11. Rg1. De même, si 6... Df6; 7. Cc3, g6; 8. e5, dxe5; 9. Cc4, Dd7; 10. dxe5, Dxe5; 11. Dd2! Ou encore 6... Df6; 7. Le Cc6; 8. Cg-e2, Ff6; 9. Dd2, Fd7; 10. g3, Cc6; 11. gxf4, 0-0-0; 12. Fg2, Dg7; 13. d5, Cc5; 14. Dd3, Rb8; 15. Df2 avec avantage aux Blancs (Planinc-Portish, Ljubljana, 1973).

f) Les Blancs veulent absolument jouer un gambit. 7. Dd3! est bien aussi : si 7... Ch5?; 8. Dd5+.

g) 8... d5 est sans doute préférable à cette sortie de la D.

h) La position des Blancs mérite déjà la préférence malgré le pion de moins; la prise du Cc4 permet aux Blancs d'accroître leur avantage de développement.

i) Si 12... Dg6; 13. Cd5!
j) Menace aussi 14. Fh6.

k) Menace 15. Ch5.

l) Gagnant un pion, ce qui est probablement suicidaire mais, en fait, le développement des Noirs est extrêmement difficile : si 14... Cd7; 15. Cf5; si 14... Fd6; 15. Ch5.

m) Une surprise pour les Noirs qui pensaient que le Cc3 était en prise : si 17... Dxf3; 18. Dg3+; Rb8; 19. Dd6+; Rg8; 20. Cc7 mat.

n) Menace 23. Dd6.

o) Le coup de grâce qui gagne de la bonne manière.

Solution de l'étude n° 1243
L. Kobbelt, « Schachvarlden » 1935.
(Blancs : Ra3, Dg1, Ff8, Pf2. Noirs : Rh5, Da7, Fg8, Pa5.)

1. Da1+, Rh7; 2. Db1+, Rh8; 3. Dd2+, Rh7; 4. Dd2+, Rg8; 5. Dd3+, Rh7; 6. Dd3+, Rh8; 7. Dd3+ Fh7; 8. Dd3+ Rg8; 9. Dd3+ Rg8; 10. Dd3+ Rg8; 11. Dd3+ Rg8; 12. Dd3+ Rg8; 13. Dd3+ Rg8; 14. Dd3+ Rg8; 15. Dd3+ Rg8; 16. Dd3+ Rg8; 17. Dd3+ Rg8; 18. Dd3+ Rg8; 19. Dd3+ Rg8; 20. Dd3+ Rg8; 21. Dd3+ Rg8; 22. Dd3+ Rg8; 23. Dd3+ Rg8; 24. Dd3+ Rg8; 25. Dd3+ Rg8; 26. Dd3+ Rg8; 27. Dd3+ Rg8; 28. Dd3+ Rg8; 29. Dd3+ Rg8; 30. Dd3+ Rg8; 31. Dd3+ Rg8; 32. Dd3+ Rg8; 33. Dd3+ Rg8; 34. Dd3+ Rg8; 35. Dd3+ Rg8; 36. Dd3+ Rg8; 37. Dd3+ Rg8; 38. Dd3+ Rg8; 39. Dd3+ Rg8; 40. Dd3+ Rg8; 41. Dd3+ Rg8; 42. Dd3+ Rg8; 43. Dd3+ Rg8; 44. Dd3+ Rg8; 45. Dd3+ Rg8; 46. Dd3+ Rg8; 47. Dd3+ Rg8; 48. Dd3+ Rg8; 49. Dd3+ Rg8; 50. Dd3+ Rg8; 51. Dd3+ Rg8; 52. Dd3+ Rg8; 53. Dd3+ Rg8; 54. Dd3+ Rg8; 55. Dd3+ Rg8; 56. Dd3+ Rg8; 57. Dd3+ Rg8; 58. Dd3+ Rg8; 59. Dd3+ Rg8; 60. Dd3+ Rg8; 61. Dd3+ Rg8; 62. Dd3+ Rg8; 63. Dd3+ Rg8; 64. Dd3+ Rg8; 65. Dd3+ Rg8; 66. Dd3+ Rg8; 67. Dd3+ Rg8; 68. Dd3+ Rg8; 69. Dd3+ Rg8; 70. Dd3+ Rg8; 71. Dd3+ Rg8; 72. Dd3+ Rg8; 73. Dd3+ Rg8; 74. Dd3+ Rg8; 75. Dd3+ Rg8; 76. Dd3+ Rg8; 77. Dd3+ Rg8; 78. Dd3+ Rg8; 79. Dd3+ Rg8; 80. Dd3+ Rg8; 81. Dd3+ Rg8; 82. Dd3+ Rg8; 83. Dd3+ Rg8; 84. Dd3+ Rg8; 85. Dd3+ Rg8; 86. Dd3+ Rg8; 87. Dd3+ Rg8; 88. Dd3+ Rg8; 89. Dd3+ Rg8; 90. Dd3+ Rg8; 91. Dd3+ Rg8; 92. Dd3+ Rg8; 93. Dd3+ Rg8; 94. Dd3+ Rg8; 95. Dd3+ Rg8; 96. Dd3+ Rg8; 97. Dd3+ Rg8; 98. Dd3+ Rg8; 99. Dd3+ Rg8; 100. Dd3+ Rg8; 101. Dd3+ Rg8; 102. Dd3+ Rg8; 103. Dd3+ Rg8; 104. Dd3+ Rg8; 105. Dd3+ Rg8; 106. Dd3+ Rg8; 107. Dd3+ Rg8; 108. Dd3+ Rg8; 109. Dd3+ Rg8; 110. Dd3+ Rg8; 111. Dd3+ Rg8; 112. Dd3+ Rg8; 113. Dd3+ Rg8; 114. Dd3+ Rg8; 115. Dd3+ Rg8; 116. Dd3+ Rg8; 117. Dd3+ Rg8; 118. Dd3+ Rg8; 119. Dd3+ Rg8; 120. Dd3+ Rg8; 121. Dd3+ Rg8; 122. Dd3+ Rg8; 123. Dd3+ Rg8; 124. Dd3+ Rg8; 125. Dd3+ Rg8; 126. Dd3+ Rg8; 127. Dd3+ Rg8; 128. Dd3+ Rg8; 129. Dd3+ Rg8; 130. Dd3+ Rg8; 131. Dd3+ Rg8; 132. Dd3+ Rg8; 133. Dd3+ Rg8; 134. Dd3+ Rg8; 135. Dd3+ Rg8; 136. Dd3+ Rg8; 137. Dd3+ Rg8; 138. Dd3+ Rg8; 139. Dd3+ Rg8; 140. Dd3+ Rg8; 141. Dd3+ Rg8; 142. Dd3+ Rg8; 143. Dd3+ Rg8; 144. Dd3+ Rg8; 145. Dd3+ Rg8; 146. Dd3+ Rg8; 147. Dd3+ Rg8; 148. Dd3+ Rg8; 149. Dd3+ Rg8; 150. Dd3+ Rg8; 151. Dd3+ Rg8; 152. Dd3+ Rg8; 153. Dd3+ Rg8; 154. Dd3+ Rg8; 155. Dd3+ Rg8; 156. Dd3+ Rg8; 157. Dd3+ Rg8; 158. Dd3+ Rg8; 159. Dd3+ Rg8; 160. Dd3+ Rg8; 161. Dd3+ Rg8; 162. Dd3+ Rg8; 163. Dd3+ Rg8; 164. Dd3+ Rg8; 165. Dd3+ Rg8; 166. Dd3+ Rg8; 167. Dd3+ Rg8; 168. Dd3+ Rg8; 169. Dd3+ Rg8; 170. Dd3+ Rg8; 171. Dd3+ Rg8; 172. Dd3+ Rg8; 173. Dd3+ Rg8; 174. Dd3+ Rg8; 175. Dd3+ Rg8; 176. Dd3+ Rg8; 177. Dd3+ Rg8; 178. Dd3+ Rg8; 179. Dd3+ Rg8; 180. Dd3+ Rg8; 181. Dd3+ Rg8; 182. Dd3+ Rg8; 183. Dd3+ Rg8; 184. Dd3+ Rg8; 185. Dd3+ Rg8; 186. Dd3+ Rg8; 187. Dd3+ Rg8; 188. Dd3+ Rg8; 189. Dd3+ Rg8; 190. Dd3+ Rg8; 191. Dd3+ Rg8; 192. Dd3+ Rg8; 193. Dd3+ Rg8; 194. Dd3+ Rg8; 195. Dd3+ Rg8; 196. Dd3+ Rg8; 197. Dd3+ Rg8; 198. Dd3+ Rg8; 199. Dd3+ Rg8; 200. Dd3+ Rg8; 201. Dd3+ Rg8; 202. Dd3+ Rg8; 203. Dd3+ Rg8; 204. Dd3+ Rg8; 205. Dd3+ Rg8; 206. Dd3+ Rg8; 207. Dd3+ Rg8; 208. Dd3+ Rg8; 209. Dd3+ Rg8; 210. Dd3+ Rg8; 211. Dd3+ Rg8; 212. Dd3+ Rg8; 213. Dd3+ Rg8; 214. Dd3+ Rg8; 215. Dd3+ Rg8; 216. Dd3+ Rg8; 217. Dd3+ Rg8; 218. Dd3+ Rg8; 219. Dd3+ Rg8; 220. Dd3+ Rg8; 221. Dd3+ Rg8; 222. Dd3+ Rg8; 223. Dd3+ Rg8; 224. Dd3+ Rg8; 225. Dd3+ Rg8; 226. Dd3+ Rg8; 227. Dd3+ Rg8; 228. Dd3+ Rg8; 229. Dd3+ Rg8; 230. Dd3+ Rg8; 231. Dd3+ Rg8; 232. Dd3+ Rg8; 233. Dd3+ Rg8; 234. Dd3+ Rg8; 235. Dd3+ Rg8; 236. Dd3+ Rg8; 237. Dd3+ Rg8; 238. Dd3+ Rg8; 239. Dd3+ Rg8; 240. Dd3+ Rg8; 241. Dd3+ Rg8; 242. Dd3+ Rg8; 243. Dd3+ Rg8; 244. Dd3+ Rg8; 245. Dd3+ Rg8; 246. Dd3+ Rg8; 247. Dd3+ Rg8; 248. Dd3+ Rg8; 249. Dd3+ Rg8; 250. Dd3+ Rg8; 251. Dd3+ Rg8; 252. Dd3+ Rg8; 253. Dd3+ Rg8; 254. Dd3+ Rg8; 255. Dd3+ Rg8; 256. Dd3+ Rg8; 257. Dd3+ Rg8; 258. Dd3+ Rg8; 259. Dd3+ Rg8; 260. Dd3+ Rg8; 261. Dd3+ Rg8; 262. Dd3+ Rg8; 263. Dd3+ Rg8; 264. Dd3+ Rg8; 265. Dd3+ Rg8; 266. Dd3+ Rg8; 267. Dd3+ Rg8; 268. Dd3+ Rg8; 269. Dd3+ Rg8; 270. Dd3+ Rg8; 271. Dd3+ Rg8; 272. Dd3+ Rg8; 273. Dd3+ Rg8; 274. Dd3+ Rg8; 275. Dd3+ Rg8; 276. Dd3+ Rg8; 277. Dd3+ Rg8; 278. Dd3+ Rg8; 279. Dd3+ Rg8; 280. Dd3+ Rg8; 281. Dd3+ Rg8; 282. Dd3+ Rg8; 283. Dd3+ Rg8; 284. Dd3+ Rg8; 285. Dd3+ Rg8; 286. Dd3+ Rg8; 287. Dd3+ Rg8; 288. Dd3+ Rg8; 289. Dd3+ Rg8; 290. Dd3+ Rg8; 291. Dd3+ Rg8; 292. Dd3+ Rg8; 293. Dd3+ Rg8; 294. Dd3+ Rg8; 295. Dd3+ Rg8; 296. Dd3+ Rg8; 297. Dd3+ Rg8; 298. Dd3+ Rg8; 299. Dd3+ Rg8; 300. Dd3+ Rg8; 301. Dd3+ Rg8; 302. Dd3+ Rg8; 303. Dd3+ Rg8; 304. Dd3+ Rg8; 305. Dd3+ Rg8; 306. Dd3+ Rg8; 307. Dd3+ Rg8; 308. Dd3+ Rg8; 309. Dd3+ Rg8; 310. Dd3+ Rg8; 311. Dd3+ Rg8; 312. Dd3+ Rg8; 313. Dd3+ Rg8; 314. Dd3+ Rg8; 315. Dd3+ Rg8; 316. Dd3+ Rg8; 317. Dd3+ Rg8; 318. Dd3+ Rg8; 319. Dd3+ Rg8; 320. Dd3+ Rg8; 321. Dd3+ Rg8; 322. Dd3+ Rg8; 323. Dd3+ Rg8; 324. Dd3+ Rg8; 325. Dd3+ Rg8; 326. Dd3+ Rg8; 327. Dd3+ Rg8; 328. Dd3+ Rg8; 329. Dd3+ Rg8; 330. Dd3+ Rg8; 331. Dd3+ Rg8; 332. Dd3+ Rg8; 333. Dd3+ Rg8; 334. Dd3+ Rg8; 335. Dd3+ Rg8; 336. Dd3+ Rg8; 337. Dd3+ Rg8; 338. Dd3+ Rg8; 339. Dd3+ Rg8; 340. Dd3+ Rg8; 341. Dd3+ Rg8; 342. Dd3+ Rg8; 343. Dd3+ Rg8; 344. Dd3+ Rg8; 345. Dd3+ Rg8; 346. Dd3+ Rg8; 347. Dd3+ Rg8; 348. Dd3+ Rg8; 349. Dd3+ Rg8; 350. Dd3+ Rg8; 351. Dd3+ Rg8; 352. Dd3+ Rg8; 353. Dd3+ Rg8; 354. Dd3+ Rg8; 355. Dd3+ Rg8; 356. Dd3+ Rg8; 357. Dd3+ Rg8; 358. Dd3+ Rg8; 359. Dd3+ Rg8; 360. Dd3+ Rg8; 361. Dd3+ Rg8; 362. Dd3+ Rg8; 363. Dd3+ Rg8; 364. Dd3+ Rg8; 365. Dd3+ Rg8; 366. Dd3+ Rg8; 367. Dd3+ Rg8; 368. Dd3+ Rg8; 369. Dd3+ Rg8; 370. Dd3+ Rg8; 371. Dd3+ Rg8; 372. Dd3+ Rg8; 373. Dd3+ Rg8; 374. Dd3+ Rg8; 375. Dd3+ Rg8; 376. Dd3+ Rg8; 377. Dd3+ Rg8; 378. Dd3+ Rg8; 379. Dd3+ Rg8; 380. Dd3+ Rg8; 381. Dd3+ Rg8; 382. Dd3+ Rg8; 383. Dd3+ Rg8; 384. Dd3+ Rg8; 385. Dd3+ Rg8; 386. Dd3+ Rg8; 387. Dd3+ Rg8; 388. Dd3+ Rg8; 389. Dd3+ Rg8; 390. Dd3+ Rg8; 391. Dd3+ Rg8; 392. Dd3+ Rg8; 393. Dd3+ Rg8; 394. Dd3+ Rg8; 395. Dd3+ Rg8; 396. Dd3+ Rg8; 397. Dd3+ Rg8; 398. Dd3+ Rg8; 399. Dd3+ Rg8; 400. Dd3+ Rg8; 401. Dd3+ Rg8; 402. Dd3+ Rg8; 403. Dd3+ Rg8; 404. Dd3+ Rg8; 405. Dd3+ Rg8; 406. Dd3+ Rg8; 407. Dd3+ Rg8; 408. Dd3+ Rg8; 409. Dd3+ Rg8; 410. Dd3+ Rg8; 411. Dd3+ Rg8; 412. Dd3+ Rg8; 413. Dd3+ Rg8; 414. Dd3+ Rg8; 415. Dd3+ Rg8; 416. Dd3+ Rg8; 417. Dd3+ Rg8; 418. Dd3+ Rg8; 419. Dd3+ Rg8; 420. Dd3+ Rg8; 421. Dd3+ Rg8; 422. Dd3+ Rg8; 423. Dd3+ Rg8; 424. Dd3+ Rg8; 425. Dd3+ Rg8; 426. Dd3+ Rg8; 427. Dd3+ Rg8; 428. Dd3+ Rg8; 429. Dd3+ Rg8; 430. Dd3+ Rg8; 431. Dd3+ Rg8; 432. Dd3+ Rg8; 433. Dd3+ Rg8; 434. Dd3+ Rg8; 435. Dd3+ Rg8; 436. Dd3+ Rg8; 437. Dd3+ Rg8; 438. Dd3+ Rg8; 439. Dd3+ Rg8; 440. Dd3+ Rg8; 441. Dd3+ Rg8; 442. Dd3+ Rg8; 443. Dd3+ Rg8; 444. Dd3+ Rg8; 445. Dd3+ Rg8; 446. Dd3+ Rg8; 447. Dd3+ Rg8; 448. Dd3+ Rg8; 449. Dd3+ Rg8; 450. Dd3+ Rg8; 451. Dd3+ Rg8; 452. Dd3+ Rg8; 453. Dd3+ Rg8; 454. Dd3+ Rg8; 455. Dd3+ Rg8; 456. Dd3+ Rg8; 457. Dd3+ Rg8; 458. Dd3+ Rg8; 459. Dd3+ Rg8; 460. Dd3+ Rg8; 461. Dd3+ Rg8; 462. Dd3+ Rg8; 463. Dd3+ Rg8; 464. Dd3+ Rg8; 465. Dd3+ Rg8; 466. Dd3+ Rg8; 467. Dd3+ Rg8; 468. Dd3+ Rg8; 469. Dd3+ Rg8; 470. Dd3+ Rg8; 471. Dd3+ Rg8; 472. Dd3+ Rg8; 473. Dd3+ Rg8; 474. Dd3+ Rg8; 475. Dd3+ Rg8; 476. Dd3+ Rg8; 477. Dd3+ Rg8; 478. Dd3+ Rg8; 479. Dd3+ Rg8; 480. Dd3+ Rg8; 481. Dd3+ Rg8; 482. Dd3+ Rg8; 483. Dd3+ Rg8; 484. Dd3+ Rg8; 485. Dd3+ Rg8; 486. Dd3+ Rg8; 487. Dd3+ Rg8; 488. Dd3+ Rg8; 489. Dd3+ Rg8; 490. Dd3+ Rg8; 491. Dd3+ Rg8; 492. Dd3+ Rg8; 493. Dd3+ Rg8; 494. Dd3+ Rg8; 495. Dd3+ Rg8; 496. Dd3+ Rg8; 497. Dd3+ Rg8; 498. Dd3+ Rg8; 499. Dd3+ Rg8; 500. Dd3+ Rg8; 501. Dd3+ Rg8; 502. Dd3+ Rg8; 503. Dd3+ Rg8; 504. Dd3+ Rg8; 505. Dd3+ Rg8; 506. Dd3+ Rg8; 507. Dd3+ Rg8; 508. Dd3+ Rg8; 509. Dd3+ Rg8; 510. Dd3+ Rg8; 511. Dd3+ Rg8; 512. Dd3+ Rg8; 513. Dd3+ Rg8; 514. Dd3+ Rg8; 515. Dd3+ Rg8; 516. Dd3+ Rg8; 517. Dd3+ Rg8; 518. Dd3+ Rg8; 519. Dd3+ Rg8; 520. Dd3+ Rg8; 521. Dd3+ Rg8; 522. Dd3+ Rg8; 523. Dd3+ Rg8; 524. Dd3+ Rg8; 525. Dd3+ Rg8; 526. Dd3+ Rg8; 527. Dd3+ Rg8; 528. Dd3+ Rg8; 529. Dd3+ Rg8; 530. Dd3+ Rg8; 531. Dd3+ Rg8; 532. Dd3+ Rg8; 533. Dd3+ Rg8; 534. Dd3+ Rg8; 535. Dd3+ Rg8; 536. Dd3+ Rg8; 537. Dd3+ Rg8; 538. Dd3+ Rg8; 539. Dd3+ Rg8; 540. Dd3+ Rg8; 541. Dd3+ Rg8; 542. Dd3+ Rg8; 543. Dd3+ Rg8; 544. Dd3+ Rg8; 545. Dd3+ Rg8; 546. Dd3+ Rg8; 547. Dd3+ Rg8; 548. Dd3+ Rg8; 549. Dd3+ Rg8; 550. Dd3+ Rg8; 551. Dd3+ Rg8; 552. Dd3+ Rg8; 553. Dd3+ Rg8; 554. Dd3+ Rg8; 555. Dd3+ Rg8; 556. Dd3+ Rg8; 557. Dd3+ Rg8; 558. Dd3+ Rg8; 559. Dd3+ Rg8; 560. Dd3+ Rg8; 561. Dd3+ Rg8; 562. Dd3+ Rg8; 563. Dd3+ Rg8; 564. Dd3+ Rg8; 565. Dd3+ Rg8; 566. Dd3+ Rg8; 567. Dd3+ Rg8; 568. Dd3+ Rg8; 569. Dd3+ Rg8; 570. Dd3+ Rg8; 571. Dd3+ Rg8; 572. Dd3+ Rg8; 573. Dd3+ Rg8; 574. Dd3+ Rg8; 575. Dd3+ Rg8; 576. Dd3+ Rg8; 577. Dd3+ Rg8; 578. Dd3+ Rg8; 579. Dd3+ Rg8; 580. Dd3+ Rg8; 581. Dd3+ Rg8; 582. Dd3+ Rg8; 583. Dd3+ Rg8; 584. Dd3+ Rg8; 585. Dd3+ Rg8; 586. Dd3+ Rg8; 587. Dd3+ Rg8; 588. Dd3+ Rg8; 589. Dd3+ Rg8; 590. Dd3+ Rg8; 591. Dd3+ Rg8; 592. Dd3+ Rg8; 593. Dd3+ Rg8; 594. Dd3+ Rg8; 595. Dd3+ Rg8; 596. Dd3+ Rg8; 597. Dd3+ Rg8; 598. Dd3+ Rg8; 599. Dd3+ Rg8; 600. Dd3+ Rg8; 601. Dd3+ Rg8; 602. Dd3+ Rg8; 603. Dd3+ Rg8; 604. Dd3+ Rg8; 605. Dd3+ Rg8; 606. Dd3+ Rg8; 607. Dd3+ Rg8; 608. Dd3+ Rg8; 609. Dd3+ Rg8; 610. Dd3+ Rg8; 611. Dd3+ Rg8; 612. Dd3+ Rg8; 613. Dd3+ Rg8; 614. Dd3+ Rg8; 615. Dd3+ Rg8; 616. Dd3+ Rg8; 617. Dd3+ Rg8; 618. Dd3+ Rg8; 619. Dd3+ Rg8; 620. Dd3+ Rg8; 621. Dd3+ Rg8; 622. Dd3+ Rg8; 623. Dd3+ Rg8; 624. Dd3+ Rg8; 625. Dd3+ Rg8; 626. Dd3+ Rg8; 627. Dd3+ Rg8; 628. Dd3+ Rg8; 629. Dd3+ Rg8; 630. Dd3+ Rg8; 631. Dd3+ Rg8; 632. Dd3+ Rg8; 633. Dd3+ Rg8; 634. Dd3+ Rg8; 635. Dd3+ Rg8; 636. Dd3+ Rg8; 637. Dd3+ Rg8; 638. Dd3+ Rg8; 639. Dd3+ Rg8; 640. Dd3+ Rg8; 641. Dd3+ Rg8; 642. Dd3+ Rg8; 643. Dd3+ Rg8; 644. Dd3+ Rg8; 645. Dd3+ Rg8; 646. Dd3+ Rg8; 647. Dd3+ Rg8; 648. Dd3+ Rg8; 649. Dd3+ Rg8; 650. Dd3+ Rg8; 651. Dd3+ Rg8; 652. Dd3+ Rg8; 653. Dd3+ Rg8; 654. Dd3+ Rg8; 655. Dd3+ Rg8; 656. Dd3+ Rg8; 657. Dd3+ Rg8; 658. Dd3+ Rg8; 659. Dd3+ Rg8; 660. Dd3+ Rg8; 661. Dd3+ Rg8; 662. Dd3+ Rg8; 663. Dd3+ Rg8; 664. Dd3+ Rg8; 665. Dd3+ Rg8; 666. Dd3+ Rg8; 667. Dd3+ Rg8; 668. Dd3+ Rg8; 669. Dd3+ Rg8; 670. Dd3+ Rg8; 671. Dd3+ Rg8; 672. Dd3+ Rg8; 673. Dd3+ Rg8; 674. Dd3+ Rg8; 675. Dd3+ Rg8; 676. Dd3+ Rg8; 677. Dd3+ Rg8; 678. Dd3+ Rg8; 679. Dd3+ Rg8; 680. Dd3+ Rg8; 681. Dd3+ Rg8; 682. Dd3+ Rg8; 683. Dd3+ Rg8; 684. Dd3+ Rg8; 685. Dd3+ Rg8; 686. Dd3+ Rg8; 687. Dd3+ Rg8; 688. Dd3+ Rg8; 689. Dd3+ Rg8; 690. Dd3+ Rg8; 691. Dd3+ Rg8; 692. Dd3+ Rg8; 693. Dd3+ Rg8; 694. Dd3+ Rg8; 695. Dd3+ Rg8; 696. Dd3+ Rg8; 697. Dd3+ Rg8; 698. Dd3+ Rg8; 699. Dd3+ Rg8; 700. Dd3+ Rg8; 701. Dd3+ Rg8; 702. Dd3+ Rg8; 703. Dd3+ Rg8; 704. Dd3+ Rg8; 705. Dd3+ Rg8; 706. Dd3+ Rg8; 707. Dd3+ Rg8; 708. Dd3+ Rg8; 709. Dd3+ Rg8; 710. Dd3+ Rg8; 711. Dd3+ Rg8; 712. Dd3+ Rg8; 713. Dd3+ Rg8; 714. Dd3+ Rg8; 715. Dd3+ Rg8; 716. Dd3+ Rg8; 717. Dd3+ Rg8; 718. Dd3+ Rg8; 719. Dd3+ Rg8; 720. Dd3+ Rg8; 721. Dd3+ Rg8; 722. Dd3+ Rg8; 723. Dd3+ Rg8; 724. Dd3+ Rg8; 725. Dd3+ Rg8; 726. Dd3+ Rg8; 727. Dd3+ Rg8; 728. Dd3+ Rg8; 729. Dd3+ Rg8; 730. Dd3+ Rg8; 731. Dd3+ Rg8; 732. Dd3+ Rg8; 733. Dd3+ Rg8; 734. Dd3+ Rg8; 735. Dd3+ Rg8; 736. Dd3+ Rg8; 737. Dd3+ Rg8; 738. Dd3+ Rg8; 739. Dd3+ Rg8; 740. Dd3+ Rg8; 741. Dd3+ Rg8; 742. Dd3+ Rg8; 743. Dd3+ Rg8; 744. Dd3+ Rg8; 745. Dd3+ Rg8; 746. Dd3+ Rg8; 747. Dd3+ Rg8; 748. Dd3+ Rg8; 7

SPORTS

Les championnats du monde d'athlétisme

Reflet d'argent dans le marais français



Coup de tonnerre sur le stade olympique de Rome, éclair dans la grisaille française : Gilles Quénehervé a jailli, jeudi 3 septembre, dans la ligne droite du 200 mètres pour terminer dans le même temps que l'Américain Calvin Smith, champion du monde en titre, et pour monter sur la deuxième marche du podium avec un nouveau record national.

Cette médaille d'argent donnera-t-elle aux derniers sélectionnés français encore en compétition au moral de vainqueur ? A la perche, Phi-

lippe Collet n'a pas été qualifié pour la finale où samedi Ferenc Salbert et Thierry Vigneron rivaliseront avec le Soviétique Bubka. En décarthlon, après cinq épreuves, Christian Plaziat était en seconde position avec 42 points d'avance sur l'Anglais Daley Thompson, invaincu depuis 1978. Sur 100 mètres haies, Florence Elloy, Anne Fiquereau et Florence Colle devaient affronter une rude opposition dans les demi-finales. Aux 3 000 mètres steeple, Bruno Le Stum, victime

d'une chute sur la dernière haie, ne participera pas avec Raymond Pannier à la finale samedi, tout comme Florence Giotiti, débordée en demi-finale du 1 500 mètres.

Les Allemands de l'Est, qui sont venus à Rome en formation serrée (trente-trois hommes et trente-trois femmes), établissent un « rapport qualité-prix » imbattable : ils ont encore enlevé trois titres sur cinq jeudi, en plaçant sur la plus haute marche des podiums Silke Gladisch (200 mètres après le 100 mètres), Sabine Busch

(400 mètres haies) et surtout Thomas Schoenlebe (400 mètres), auteur d'un bon record d'Europe (44 s 33).

Enfin, c'est encore la vieille garde américaine qui est montée au front pour relever la bannière étoilée : Calvin Smith (200 mètres) et Greg Foster (110 mètres haies) ont conservé leur titre d'Helsinki et pallié ainsi l'absence de relève athlétique outre-atlantique.

200 MÈTRES MASCULIN : Smith au finish

Quénéhervé ou le sprint inné

Médaille d'argent du 200 mètres des championnats du monde, jeudi 3 septembre à Rome, derrière l'Américain Calvin Smith, le Français Gilles Quénehervé a amélioré, en 20 s 16 le record de France de la distance, qu'il avait porté à 20 s 31 en demi-finale.

ROME
de notre envoyé spécial

Le temps perdu a été rattrapé en 20 s 16. Le chronomètre est formel. En 200 mètres, au prix d'une dernière ligne droite accomplie à une vitesse métronomique (9 s 62 pour les derniers 100 mètres), Gilles Quénehervé a reparté la plus grosse bourse de l'histoire de la sélection des sportifs en France. Apparemment ignoré par ses professeurs d'éducation physique tout au long de sa scolarité, au point de vitesse hors du commun l'a propulsé, jeudi, sur le podium des championnats du monde.

Sur quelle marche exactement ? Gilles Quénehervé dut patienter un peu pour le savoir. Sur la photo d'arrivée, sa silhouette se superposait exactement à celle de Calvin Smith, et les juges officiels durent éprouver méticuleusement le précieux document. Le suspense a duré plus longtemps que la course elle-même. Le tenant encore plus pâle qu'à l'ordinaire, Quénehervé tournait en rond, les mains sur les hanches, suivi par une meute de photographes. Son regard fuyait celui de Calvin Smith, interrogateur qui a gagné ? Puis l'Américain leva les bras, Gilles aussi. Il fallut encore quelques secondes au public italien pour comprendre lequel était vainqueur. Le champion du monde en titre ou ce petit Français inconnu au nom difficilement prononçable ?

Si différents l'un de l'autre, les deux hommes vivaient une belle histoire. Calvin Smith, dépourvu de son record du monde du 100 mètres par Ben Johnson dimanche dernier, tenait sa revanche. Il le savait à sa manière, en toute discrétion, avec cette retenue qui le caractérise et dont il ne se départit que dans les starting blocks. A vingt-six ans, ce sprinter à la fine musculature (64 kilos pour 1,78 mètres) conserve son titre mondial après avoir passé quatre ans dans l'ombre de Carl Lewis. Celui-ci n'avait guère apprécié que Smith batte le vieux record de Jim Hines (9 s 95 en 1968) avant lui le 4 juillet 1983. Depuis, il n'avait cessé de lui faire payer, le battant un mois plus tard dans le 100 mètres du Mondial d'Helsinki, puis l'écrasant au hi-parade de la popularité de sa personnalité envahissante.

Une volonté de granit

Pourtant, les deux hommes sont restés amis. On ne peut pas se fier avec Calvin Smith, même s'il s'avoue parfois « gêné par l'attitude démonstrative et exagérée » du King. Sans un mot plus haut que l'autre, il a poursuivi son bonhomme de chemin avec son record du monde et son titre olympique du quatre fois 100 mètres pour vainqueur. Exclu du relais américain avant de venir à Rome, Smith n'a rien dit. C'est son entraîneur qui s'insurgeait, faisant valoir que ses qualités de vireux pourraient encore être utiles. La médaille du 200 mètres récompense un type en or. Mais elle ne guérira pas le vieux complexe qui le poursuit sur tous les stades du monde. Comme à Helsinki pour son premier titre, Lewis n'était pas au départ. Et Calvin se retrouve à nouveau dans la peau du retourneur d'intermédiaire, essai de héros.

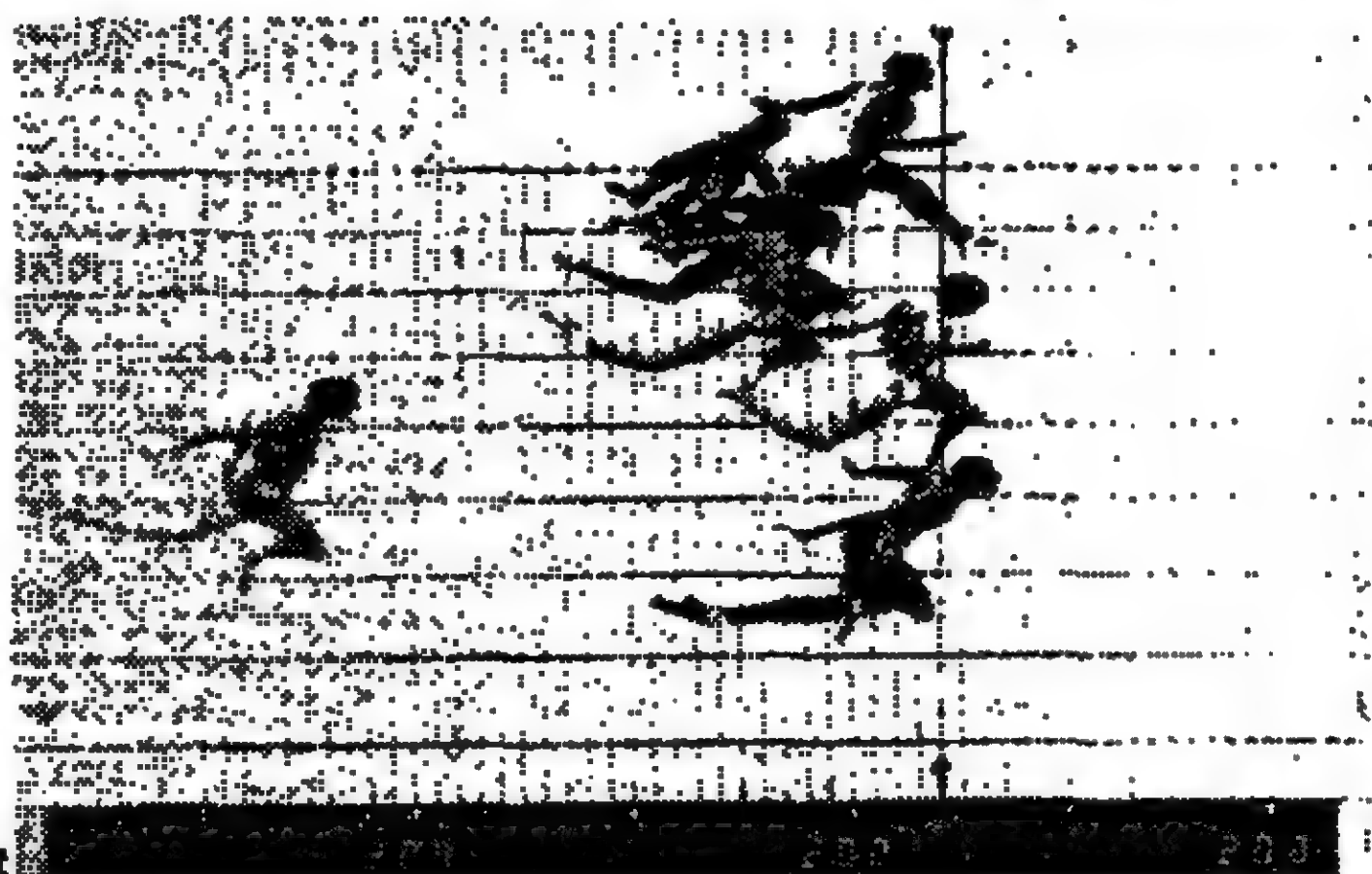
Gilles Quénehervé, lui, n'a aucun complexe. Au cours d'une saison entrecoupée avec un record personnel à 20 s 87 et terminée en boîtie à 20 s 16, il a laissé sur place celui qui s'était affirmé comme le numéro un du sprint fran-

çais l'hiver dernier, Bruno Marie-Rose, recordman du monde du 200 mètres en salle.

Ce Parisien de vingt et un ans a hérité de ses origines bretonnes une volonté de granit. Pas un instant la tempête ne s'est levée sous son crâne. Ni au départ de sa demi-finale, gagnée en 20 s 31, devant Floyd Heard, le jeune prodige américain ; ni avant de s'élancer en finale. Curieusement, c'est au moment où il remonta un à un ses

persuader Gilles de refaire ici ce qu'il avait déjà fait à l'entraînement.

Cette médaille et ce record vont rapporter 60 000 francs à Gilles Quénehervé, par le biais des primes à la performance instaurées par la Fédération française, dans le cadre de l'opération Mondial 87. Le nouveau vice-champion du monde va-t-il reconsidérer sa position sur le sport de haut niveau ? Estimant que l'athlétisme n'est qu'un passage dans la



Sous les barres matérialisant les centimètres de seconde, sur la photo officielle, le torse de Calvin Smith dépasse celui de Gilles Quénehervé. L'Américain est médaillé d'or du 200 mètres, le jeune Français doit se contenter de l'argent.

adversaires dans la ligne droite qu'un doute ne glisse insidieusement dans ses pensées. « Je me voyais gagner, expliquait-il, mais, en même temps, je me disais : ce n'est pas possible, tu ne vas tout de même pas être champion du monde ; cela m'a peut-être un peu bloqué. » Une introspection au centimètre de seconde, qui prouve la lucidité du personnage.

Devant la presse, assoiffée de contes de fée, il a esquissé son histoire. Il était une fois un candidat bachelier qui, moyen en notation, se vit contraint de choisir l'option « athlétisme ». Un premier 100 mètres en bascule, bouclé en 11 s — dommage que le coefficient ne soit pas plus élevé pour les épreuves d'éducation physique, mais le hasard était en marche. Il conduisit Gilles Quénehervé jusqu'à Jack Deprez, l'entraîneur du Racing-Club de France.

« C'est Alain David, un ancien sprinter du club, qui me téléphona un jour, se souvient Deprez. Un de ses collègues de bureau lui avait dit que son fils se débrouillait assez bien en sprint. » Le jeune homme s'est donc présenté à Colombes, où il a subi quelques tests probants sur 80 mètres et 100 mètres. « Je lui ai dit qu'il pouvait revenir s'entraîner tous les jours ; depuis trois ans, il n'a pas raté une séance, six jours par semaine, de 17 h 30 à 20 heures. Il a des qualités naturelles de vitesse, mais son principal atout, c'est sa précision dans le travail. Si je lui signale une faute, je suis sûr de ne plus la revoir. »

Doué et appliqué, ce fils du hasard a progressé à pas de géant. Soucieux toutefois de ne pas abîmer cette merveille à l'état brut, Jack Deprez n'a rien précipité. La musculature n'est entrée qu'à dose homéopathique dans sa préparation. C'est pour le ménager qu'il ne lui a pas fait travailler le 100 mètres cette saison. « Mais il va s'y mettre dès la rentrée, afin de progresser en vitesse, précise son coach. S'il fait quelque chose cet hiver, ce sera du 60 mètres. »

Le rendez-vous de Rome ne doit pas tout au hasard. « Notre objectif était d'accéder à la demi-finale, dit Jack Deprez, mais, sachant que demi-finale et finale n'étaient séparées que d'une heure, nous avons travaillé depuis longtemps l'enchaînement de deux courses de 300 yards (275 mètres) avec seulement vingt minutes de récupération entre les deux. Je n'ai eu qu'à

vi », il envisageait de raccrocher ses pointes après Séoul. L'ancien coureur cycliste a une telle marge de progression devant lui qu'il risque de faire des heures supplémentaires sur le stade. Etudiant en communication comme lui, Calvin Smith n'avait-il pas annoncé qu'il se retirait de la compétition à la fin de ses études ? C'était en 1983, à Helsinki. Or, il vient de redoubler sur 200 mètres.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Leconte et Forget au troisième tour

A défaut d'avoir retrouvé son meilleur tennis, John McEnroe a démontré, jeudi 3 septembre, à Flushing Meadow, qu'il n'avait rien perdu de son tempérament. Accroché dans les deux premiers sets par son jeune compatriote Richey Reneberg, le numéro 1 américain s'en est pris à un juge de ligne, puis à un spectateur qui venait d'applaudir sa double faute sur une balle de set. Tous les autres favoris ont vécu un deuxième tour sans pression ni suspense, à l'image du Tchèque slovaque Ivan Lendl, vainqueur, en trois sets, du Français Jean-Philippe Fleurian.

Les Français auront au moins deux représentants au troisième tour, puisque Henri Leconte s'est aisément qualifié face à l'Italien Gianluca Pozzi tandis que Guy Forget éliminait en cinq sets Tarik Benhabiles dans une rencontre fratricide, hâtes perturbée par quelques erreurs d'arbitrage. L'aventure a également pris fin pour Emmanuelle Derly, lésée du tableau de qualification mais battue par l'Italienne Raffaella Reggi.

Les résultats

SIMPLES MESSIEURS

Deuxième tour
(Entre parenthèses, la nationalité et le classement du joueur.)
Pugh (EU) b. Muller (AF), 7-5, 6-3, 6-4; Mansdorf (UR) b. Freeman (EU), 2-6, 6-3, 6-2, 6-2; Lendl (Tch) b. Fleurian (Fr.), 6-4, 6-2, 6-2; Gilbert (EU/18) b. Berge (EU), 4-6, 6-2, 6-4, 6-3; Jarryd (AUS/16) b. Fleming (EU), 6-3, 6-4, 6-2; Castle (GB) b. Brown (EU), 7-6 (8-6), 6-1, 6-3; Becker (RFA/4) b. Canter (RFA), 6-4, 6-2, 7-6 (7-5); Connors (EU/6) b. Hearn (EU), 6-3, 6-2, 6-1; Forget (Fr.) b. Benhabiles (Fr.), 7-6 (7-4), 4-6, 6-3, 6-4; Leconte (Fr./11) b. Pozzi (It.), 6-3, 6-2, 6-3; Muster (Aut) b. Bergstrom (Sué), 6-7 (7-5), 6-2, 6-7 (7-5), 6-3, 6-4; Grab (EU) b. Smith (Bal.), 6-0, 6-1, 6-3; Odion (Nig.) b. Chang (EU), 6-1, 6-2, 6-7 (9-7), 5-6, 6-4; Zivjilovic (You.) b. Dyke (AUS), 6-6, 4-6, 6-1, 6-2, 6-0; Gomez (Equ/9) b. Agner (Hail), 6-4, 6-2, 4-6, 7-6 (7-3); McEnroe (EU/8) b. Reneberg (EU), 7-6 (7-3), 2-6, 6-4, 6-2.

SIMPLES DAMES

Deuxième tour
H. Kelsaj (Can.) b. E. Reinach (AF), 4-6, 6-1, 6-4; A. Hearnickson (EU) b. K. Schimper (AF), 6-4, 5-7, 6-4; H. Mandlikova (Tch.) b. J. Durie (GB), 6-3, 6-7 (11-13), 6-2; G. Sabatini (Arg/8) b. S. Gomer (GB), 6-3, 6-1; B. Budge (RFA/12) b. P. Fendler (EU), 6-2, 6-0, 1-6; Ender (EU) b. P. Cuatle (EU), 6-4, 6-1; C. Lindqvist (Sué) b. S. Golez (You), 6-2, 6-0; I. Cuetto (RFA) b. P. Louie-Harper (EU), 6-3, 6-2; A. Hobbs (GB) b. A. Croft (GB), 6-2, 7-6 (7-3); S. Cecchini (It.) b. P. Hy (HK), 6-4, 5-7, 7-5; E. Hakami (EU) b. M. Paz (Arg.), 6-2, 6-4; H. Sukova (Tch.) b. E. Burgin (EU), 6-3, 6-4; C. Kohde-Kilsch (RFA/9) b. C. Bassett (Can.), 7-6 (7-2), 6-0; M. Navratilova (EU/2) b. R. White (EU), 6-1, 6-3; A. Kijimuta (Jap.) b. A. Davies (Bel.), 6-3, 1-6, 6-2; R. Reggi (It.) b. Derly (Fr.), 6-2, 4-6, 6-3; S. Graf (RFA/1) b. P. Huber (Aut.), 6-2, 6-3.

400 MÈTRES : Schoenlebe bat les favoris

Deux cigales, une fourmi

Thomas Schoenlebe a mis un terme, le jeudi 3 septembre, à vingt ans de domination des sprinters noirs sur 400 mètres. L'Allemand de l'Est, qui est devenu champion du monde en améliorant le record d'Europe (44 s 33 contre 44 s 48), a battu les deux favoris, l'Américain Harry Reynolds et le Nigérien Innocent Egbunike.

ROME
de notre envoyé spécial

Les cigales du tour de piste ayant enchanté le grand prix tout un été, elles furent fort déçues quand vinrent les championnats du monde. Une fable, l'histoire de ce 400 mètres romain ? En tout cas, les deux sprinters, dont les cartes de visite laissent entendre qu'ils pouvaient égaler, voire améliorer, le fameux temps record de 43 s 86 (réussi en 1968 dans l'atmosphère marécageuse de Mexico par l'Américain Lee Evans) ont chèrement payé la prodigalité de leurs efforts de ces derniers mois.

« J'ai bien couru soixante et onze épreuves depuis le début de l'année », a avoué Harry Reynolds, « gêné » comme un gamin pris le doigt dans un pot de confiture. Car il savait bien que cette débauche d'essorage lui a coûté le titre mondial beaucoup plus sûrement que les diarrhées dont il a souffert en arrivant en Italie.

Nul autre que lui ne paraissait plus en mesure d'améliorer le record du monde. Début mai, à Colombus (O h 10), il avait été le premier à aller plus vite que le Cubain Alberto Juantorena (44 s 26 en 1976) au niveau de la mer. En valeur relative, sa performance (44 s 09) était même supérieure au record d'Evans. La première place lui semblait donc promise à Rome.

Hélas ! Cet exploit a fait de Reynolds une star de la piste. En clair, cet étudiant de l'université de l'Ohio a commencé à toucher de gros cachets

(environ 20 000 dollars) pour paraître dans les meetings européens. Son manager, Gordon Baskin, a même tenté de monter les tarifs que, début juillet, les organisateurs du Nikiaï ont renoncé à l'inviter sur la promenade des Anglais. Pourtant, d'autres — à Paris, par exemple — n'ont pas hésité à délier les cordons de leur bourse. Comment résister à l'attrait du billet vert quand on a un père et un oncle qui ont gagné leur vie en jouant respectivement au basket-ball et au football ?

Quand Edwin Moses, vieux sage qui sélectionne soigneusement son programme et ses objectifs, lui a fait la morale, c'était trop tard. Reynolds n'a pas participé au Jeux pan-américains début août. Ces quelques jours de répit n'ont pas été suffisants. En tirant-il les enseignements pour préparer les Jeux olympiques de Séoul ? L'Américain, qui rappelle par le gabarit (1,93 m pour 84 kilos) et par le style Tommie Smith, vainqueur du 200 m au Jeux de Mexico, sait qu'aux États-Unis seule la première place a une valeur marchande. Or, le voilà troisième en 44 s 80, après avoir trébuché l'élimination en demi-finale. Promis, juré, on ne le reprendra plus l'année prochaine à courir tous les mètres à la fois.

Innocent Egbunike a fait le même serment. Un drôle de pèlerin, ce Nigérien ! Il pourrait servir de doublure au chanteur Lionel Richie et il invoque le nom de Dieu toutes les deux phrases. Militant du Christ et phénomène de la piste : « Je suis deuxième parce que le Tout-Puissant n'a pas voulu que je sois premier. Je dois encore m'entraîner pour progresser. Je me réveille alors aux jeunes de mon pays ce qu'on peut accomplir avec la foi. »

Le tourbillon du grand prix

En vérité, aucun entraîneur d'athlétisme européen n'aurait encouragé Innocent à persévérer dans le sprint long. Déhanchements, roulements d'épaule, contorsion des bras : rien, évidemment, n'est orthodoxe dans sa manière de courir. Pourtant, il va très vite. Cela n'a pas échappé au détenteur du record du monde lorsqu'il a supervisé les athlètes nigériens à Lagos. Ainsi, Egbunike s'est vu attribuer sans difficulté une bourse pour l'université catholique d'Azusa, à Pasadena (Californie). Là, il s'est notamment entraîné en exécutant à toute allure d'immenses dunes de sable. Et il a réalisé d'énormes progrès.

Septième aux Jeux de Los Angeles sur une distance qu'il abordait sans expérience, il a réalisé, au début de la saison, le deuxième « chrono » de l'histoire au niveau de la mer (44 s 17). Mais, du coup, il a lui aussi été entraîné dans le tourbillon du grand prix, invité dans tous les meetings internationaux européens, il a couru tous les deux jours pendant trois semaines, de fin juillet à début août. Mais cet Innocent tablait sur sa

grande résistance naturelle pour vaincre malgré tout ses adversaires. Et il n'était pas le seul : Lee Evans avait pensé qu'il pourrait battre son record du monde en finale et lui avait donné un tableau de marche pour y parvenir.

Egbunike s'est élancé jeudi sur des bases plus rapides. Il a atteint les 200 mètres en 21 s 14, puis sa foulée, toujours démesurément longue, est cependant devenue plus heurtée, et il lui a fallu 23 s 42 supplémentaires pour franchir la ligne d'arrivée. Thomas Schoenlebe l'avait précédé de 23 centièmes de seconde, en ayant couru, comme à son habitude, tel un métronome : 21 s 40 aux 200 mètres, 44 s 33 à l'arrivée.

Ce nouveau record d'Europe reste encore loin des meilleures performances de ses adversaires noirs. « La question de savoir qui est le numéro un mondial ne se pose pas. C'est moi, puisqu'il fallait gagner aujourd'hui », a répondu sans hésiter l'Allemand de l'Est. En tout cas, lui, il n'est pas allé se brûler les ailes en papillonnant sous les projecteurs du grand prix. Onze courses depuis le début de l'année et le titre mondial à la douzième ! L'argent et les records ne l'intéressent pas. Il court pour être le premier.

Ses rivaux auraient dû se souvenir, en janvier 1985, il avait établi un nouveau record du monde en salle (45 s 60) à Paris, lors des Jeux mondiaux. Il n'avait alors que dix-neuf ans et demi : dix-sept mois après, il s'est à peine étouffé, restant, avec 1,85 m pour 72 kilos, un compromis presque idéal entre la souplesse et la puissance. Quant à savoir comment Peter Dost le prépare à Karlmarxstad, autant chercher à percer des secrets de défense nationale. Mais le résultat est là : un gamin auquel on a fait pratiquer la natation à huit ans parce qu'il était trop chétif est, à vingt-deux ans, champion du monde du 400 mètres !

Courir pour l'argent des meetings ou bien courir pour l'or des championnats : l'athlétisme n'étant pas une fable, une fourmi a ainsi réussi à mener le bal du 400 mètres.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats

MESSIEURS
200 mètres. — 1. Smith (E-U), 20 s 16; 2. — Quénehervé (Fr.), 20 s 16; 3. — Reggi (G-B), 20 s 18.
400 mètres. — 1. Schoenlebe (RDA), 44 s 33 (record d'Europe, anc. rec. 44 s 48 par lui-même); 2. — Egbunike (Nigeria), 44 s 56; 3. — Reynolds (EU), 44 s 80.
110 mètres haies. — 1. Foster (E-U), 13 s 21; 2. — Ridgson (G-B), 13 s 29; 3. — Jackson (G-B), 13 s 38.
DAMES
200 mètres. — 1. Gladisch (RDA), 21 s 74; 2. — Griffith (E-U), 21 s 96; 3. — Onye (Jm.), 22 s 06.
400 mètres. — 1. Busch (RDA), 53 s 62; 2. — Pinnoff-King (Aust.), 54 s 19; 3. — Ulrike (RDA), 54 s 31.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats du monde. — Jusqu'au dimanche 6 septembre à Rome (Italie). (A2, samedi 5 de 14 h 40 à 19 h 10 et dimanche 6 de 16 h 30 à 19 h 30.)

Automobilisme

Grand Prix d'Italie de formule 1. — Dimanche 6 septembre à Monza (Italie). (TF1, à partir de 14 h 20.)

Cyclisme

Championnats du monde sur route. — Professionnels, dimanche 6 à Villach (Autriche).

(TF1 en direct à partir de 14 h 20.) Amateurs, samedi 5 (A2, « Les Jeux du stade », à 14 h 40.)

Football

Championnat d'Europe. — Mercredi 9 septembre à Moscou. URSS-France (TF1, à 17 h).

Tennis

Internationaux des Etats-Unis. — Jusqu'au dimanche 13 septembre à Flushing-Meadow. (La 5 en différé de 10 h 10 à 13 h 25 et à partir de 22 h 20.)

Ouverture du Festival cinématographique de Deauville

La Mostra de Venise approche de sa conclusion tandis que s'ouvre le Festival de Deauville. Celui-ci est consacré, du 4 au 19 septembre, au cinéma américain, indépendant et autres. Avec rétrospectives, hommages, visites de dames — on attend Bette Davis — stars consacrées et stars au futur. Le Festival n'est pas compétitif, mais accueille des prix littéraires. C'est paradoxalement Man of Fire, du Français Elie Chouraqui, qui ouvre le bal. Suivront une bonne vingtaine de nouveautés, qui traduisent les tendances hollywoodiennes : nostalgie et sex-panique.

« Man on Fire », d'Elie Chouraqui

Atout cœur

Creasy est un ancien de la CIA. Il porte les cheveux longs, la barbe et des lunettes à verres ronds sur un regard fatigué. Un de ses compagnons d'armes lui procure un emploi de garde du corps auprès de Samantha Bellato, douze ans (Jade Malle), fille d'un industriel milanais qui craint un enlèvement. Creasy et Samantha s'installent dans une grande villa au bord du lac de Côme. Très vite, des relations de complicité et d'affection se nouent. Ils sont heureux. Et puis un soir, revenant d'une fête en voiture, ils sont attaqués. Des bandits s'emparent de Samantha. Creasy est grièvement blessé. La police empêche les parents de la fille de verser la rançon demandée. Creasy, farouchement, cherche à guérir, pour agir.

Un roman à suspense de A.J. Quinnell, une production internationale à gros budget, un tournage à Cinecittà : quel jeune cinéaste français aurait résisté à la tentation ? Sédult par le scénario, à cause des rapports psychologiques entre l'enfant et son garde du corps, Elie Chouraqui a tout accepté. Même de réaliser un film de vengeance et d'action « à l'américaine ».

Elie Chouraqui (c'est un compliment) est un sentimental. Une page d'amour (pour la télévision, d'après Zola) et Qu'est-ce qui fait courir

David ? restent ses meilleurs films. Dans Man on Fire, il se passe également quelque chose d'important, d'essentiel, entre Samantha l'innocente (Jade Malle) et Creasy le désenchanté (Scott Glenn). Ils sont seuls tous les deux, heureux, alliés contre le monde comme George et Lennie dans le roman de Steinbeck. Des souris et des hommes, expressément cité. Jusqu'à l'enlèvement, le film peut paraître original. En tout cas, il possède cette touche « sentie » propre à Chouraqui.

Après, il faut bien fonder, cogner, chercher l'enfant, tuer les bandits en remuant la piste. Et les clichés s'accumulent, inévitables, même si (magnifiquement soutenu par le travail de Gerry Fisher, le directeur de la photographie) Chouraqui s'est efforcé de créer un monde étrange, nocturne, onirique, où la pègre milanaise fait pousser de vénéreuses fleurs du mal dans des repaires immenses, des cinémas pornos pour homosexuels, des entrepôts fantasmagoriques.

Qui ne risque rien n'a rien, il est vrai. Mais l'expérience faite, Elie Chouraqui devrait bien revenir à son cinéma intimiste où le cœur a ses raisons : les plus secrètes.

JACQUES SICLIER.

Souvenirs, souvenirs. Retour aux « sixties ». Mais « No Sex Please ». Ainsi va le cinéma américain tel qu'on le retrouve à Deauville.

Notre culture est ainsi faite : périodiquement, notre société occidentale se replonge dans son passé, c'est rassurant. Quelques accessoires inédits, un zeste d'inattendu, et c'est comme neuf. Dans le flou des années 70, on se retourne vers les « sixties ». C'était le règne de Grease et la régence d'American Graffiti.

Absolute Beginners, de Julian Temple, et la Petite Boutique des horreurs, de Frank Oz, mettaient déjà la puce à l'oreille. Mais depuis cet été, entre le dixième anniversaire de la mort d'Elvis Presley et la Bamba, de Luiz Valdez (sortie à Paris le 30 septembre), les « sixties » se sont changées en raz de marée.

Dans Dragnet, John Mankiewicz recycle un célèbre feuilleton télévisé de l'époque. Dans Back to the Beach, le croquer ex-yeux Frankie Avalon et sa compagne Annette Funicello (le seul maillot une-pièce sur une plage de bikinis) renouent avec leur série des Beach Movies films-de-jeunes-sur-bord-de-mer. Depuis un mois, un petit film musical, Dirty Dancing, fait un tabac proche de la Fiebre du samedi soir.

Chemises à fleurs

Le son sixties à nouveau prédomine : sortie de l'intégrale des Beatles, retour des Monkees et des Grateful Dead. Plusieurs films sont en tournage. Shog parle d'un groupe rock des années 60, entièrement composé de jeunes filles. Jump Street se situe autour d'un immeuble de Broadway où Neil Diamond et Carole King écrivait leurs premiers tubes.

Aujourd'hui, les chemises à fleurs, les bijoux faits de petites billes de couleur et les cheveux longs sont partout, dans les rues de New York, de Chicago, de San Francisco ou de Los Angeles : possible que l'Amérique de Reagan s'approprie, un nouveau cycle d'activisme libéral. L'action de Dirty Dancing est très précisément située dans l'été 1963. La dernière saison du règne de l'innocence.

Et la révolte estudiantine ? Et l'agitation sociale ? Et le Vietnam ?

La mode 60 et le SIDA



Une scène de China Girl, d'Albert Ferrara

Taylor Hackford prépare actuellement un film sur la sanglante convention démocrate de 1968 à Chicago. Trois projets au moins sont en cours sur la lutte pour l'égalité des droits civiques, dont Mississippi Burning, de John Schlesinger, et un projet d'Oliver Stone sur le meurtre, en 1964, de trois activistes par le Ku Klux Klan.

Platoon a prouvé à Hollywood que la guerre du Vietnam pouvait être une affaire rentable. Full Metal Jacket, de Stanley Kubrick, l'a confirmé. Du coup, la sortie du Hamburger Hill, de John Irvin, est imminente. Dans la foulée, Ted Post et Burt Lancaster ressemblent le Mardier, et Coppola un Apocalypse Now prolongé sinon complet. Même les studios Disney s'y mettent : dans Good Morning Vietnam, Robin Williams (le Popeye de Robert Altman) est un correspondant de guerre totalement givré. Le tournage vient de s'achever, tout comme ceux de Bar-21, avec Gene Hackman et Danny Glover, et de Saigon, avec William B. Davis, un vétéran de Platoon. A la télévision, plus d'une centaine d'heures de dramatiques seront consacrées au conflit vietnamien.

La fin des années 60 était marquée par la « révolution » sexuelle.

N'attendez pas des nouvelles « sixties » un renouveau sur ce terrain.

Il fut un temps où James Bond (par contrat ?) séduisait un minimum de trois femmes par film : la première, une espionne, mourait violemment ; la deuxième était une méchante mais, faussement surprise, se laissait enlever sa serviette de bain ; la troisième, l'héroïne, tenait le coup jusqu'au bout. Fini dans Living Daylights, Timothy Dalton n'aura d'yeux que pour la sage violoncelliste Maryam d'Abo.

Prudence et panique

Au cours d'une scène de Dragnet, Tom Hanks se roule dans un lit avec une jeune femme fort jolie et fort avide. Ce qui doit arriver est au bord d'arriver. Mais rien de plus. Juste avant l'instant fatal, Tom Hanks fouille sur sa table de nuit, s'aperçoit que sa provision de préservatifs est épuisée, et décide de rester chaste. Cette péripétie pour le moins inattendue aurait été inenfermable il y a deux ans. Elle a d'ailleurs été rajoutée par le metteur en scène après la fin du tournage.

Signe des temps : Hollywood a peur du SIDA, qui décime ses rangs. Le cinéma traduit cet état de fait.

(Pour des raisons analogues, il y a dix ans, le James Bond des Diamants sont éternels arrêtait de fumer.) Adieu donc, Dernier Tango à Paris. Adieu aussi, les séquences « hot » de Body Heat, les Nuits de China Blue, Neuf semaines et deux jours, Blue Velvet, Angel Heart, About Last Night, Mieux encore : Mourir d'amour (Dying for Love) que Bob Swain vient de terminer, avec Rob Lowe et Meg Tilly, a troqué son titre pour celui, plus neutre, de Mascarade.

Dans The Pick-up Artist, de James Toback (le film est encore au mixage), Robert Downey Jr., artiste de la drague, trouve en Molly Ringwald une femme plus dragueuse et plus rapide que lui. Pour cause de SIDA, pendant le tournage (et même durant la post-production), la promiscuité des deux personnages a été pratiquement gommée. L'équilibre est instable entre prudence et panique, responsabilité sociale et liberté artistique. Peut-être renouera-t-on avec le style des années 40 et 50 où les amoureux s'étreignent, où leurs bouches se fondent, avant le traditionnel fond au noir.

HENRI BÉHAR.

MUSIQUES

Septembre musical à Turin

De Stradella à Nono

Musiques de tous les temps et interprètes de premier plan pour ce grand festival d'arrière-saison. Mais sans oublier les compositeurs vivants...

Avant de se relancer dans une activité frénétique, la capitale piémontaise s'offre en musique l'illusion de prolonger quelque peu ses vacances. L'été est encore là, ses ardeurs régulièrement rafraîchies par les orages, et les Turinois visitent leur ville en se rendant trois fois par jour dans les églises et les théâtres éparpillés où les convie le Septembre musical, magnifique cadeau de leurs édiles.

C'est en effet la municipalité qui prend en charge ces spectacles. Une subvention de quelque 20 millions de francs français permet d'offrir gratuitement les concerts du matin et de l'après-midi, et à des prix minimes (35 F ou 50 F) les soirées, où les militaires et les retraités sont regus sans bourse délier...

Il ne s'agit pourtant pas de culture au rabais. Ce volumineux programme de trente jours, organisé par le musicologue Enzo Restagno et le compositeur Roman Vlad, s'est ouvert par la Huitième Symphonie, de Bruckner, avec la Philharmonique d'Israël, des concerts du Quatuor Meles et de l'Orchestre national de France, sous la direction de Lorin Maazel, auquel succéderont des interprètes tels que Gidon Kremer, Oleg Kagan et Natalia Gutman, Szeryng, Dalberto, Celibidache, Anne-Sophie Mutter, Renata Scotta, Barbara Hendricks, etc.

Des riches collections de la cour de Savoie sortent les oratorios peu connus de Stradella, Scarlatti, Cavalli et Carissimi, qui voisinent avec le Requiem de Berlioz donné en plein air devant le palais royal. Le cinquantième anniversaire de la mort de Ravel est lui-même l'objet d'un important colloque international (auquel prennent part, côté français, les musicologues Jacques Chailley, François Lesure, Marcel Marnat et Jean Roy), illustré par un grand nombre de ses œuvres.

Mais les responsables du festival ont surtout le souci d'intégrer l'art contemporain à la musique des siècles passés, en cette période où la curiosité est vive et l'accès des concerts libre à tous. Chaque année explore minutieusement l'œuvre d'un compositeur vivant. Après Boulez, Messiaen, Ligeti et Henze, Turin a choisi Luigi Nono pour une

exposition sonore qui préfigure et complète celle qui sera présentée, à Paris, par le Festival d'automne.

Le coup d'envoi en a été donné mercredi par la présentation du livre captivant qu'Enzo Restagno et une quinzaine de collaborateurs ont consacré à l'auteur du Canto sospeso, un livre entièrement subventionné, lui aussi par la municipalité (1). Pendant deux heures, le musicien, avec son beau visage à la Piero della Francesca, sa douce voix mélodieuse qui parfois se brise comme sa musique sur la dureté de l'univers, a ferrailé avec ses biographies, charme et pugnacité intactes, quarante ans déjà de musique et de combats, politiques et autres. Mais il reste lui-même, idéaliste et chercheur impénitent : « Chaque matin, quand je me réveille, j'espère changer... » Dès lors, place sera laissée à la musique de Nono.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Edizioni di Torino, via Alfieri 19, 320 pages, 27 000 lire.

Un piano européen

Organisé sous le patronage de lord Henry Plumb, président du Parlement européen et de Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, le premier concours européen de piano (1) se tiendra du 5 au 19 novembre dans les trois « capitales » de la CEE : Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg.

Doté de 30 000 ECU de prix (un ECU = 6,8 FF) dont 7 500 ECU pour le vainqueur, le concours sera ouvert exclusivement aux artistes de moins de trente ans, originaires d'un des pays de la CEE. Quarante-neuf pianistes sont d'ores et déjà inscrits. Le jury présidé par Georges Cziffra sera composé de neuf personnalités européennes du monde de la musique dont, pour la France, P. Sancan, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de Paris.

Pour favoriser la création musicale européenne, trois œuvres ont été commandées à trois compositeurs belges et luxembourgeois tout spécialement pour le concours. Par ailleurs, deux compositions d'un musicien français, Marcel Mercier, ont été imposées dans le programme et, au cours de la seconde épreuve éliminatoire, les candidats devront interpréter une œuvre de leur choix d'un compositeur contemporain européen.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(1) 2, rue du Paradis, 57000 Metz.

THÉÂTRE

Trois ans après l'immense succès remporté par les manifestations culturelles parallèles aux Jeux olympiques, s'est ouvert le 3 septembre à Los Angeles le premier grand Festival international de l'Amérique du Nord. Avec le même directeur, Robert J. Fitzpatrick.

Fitzpatrick affirme : « Notre ville possède les spectateurs, il nous manquait les spectacles. » Donc, tous les deux ans, les spectacles vont désormais exister.

Trente compagnies représentant onze nations sont programmées jusqu'au 25 septembre cette année. Les États-Unis n'avaient jamais organisé régulièrement de grands festivals internationaux comparables à ceux d'Edimbourg ou d'Avignon. Pour n'être pas en reste, New York devait du même coup prendre le relais, bisannuel également, en alternance avec sa rivale californienne. Mais les « Angeleños » sont fiers d'être les premiers, et de réaffirmer ainsi l'étiquette de « rapidité légers de plage » dont les affluents volontiers les gens de la côte Est.

A l'affiche : théâtre, danse et musique. Le Cirque du Soleil, canadien, ouvrira la route. « C'est un élément primitif et fondamental qu'on retrouve dans toutes les cultures, et c'est drôle », commente Fitzpatrick. Parmi les spectacles les plus attendus figure la tréfaction anglaise du Mahabharata, de Peter Brook, créé à Avignon en 1985, puis repris à Paris. Cette version du grand récit épique indien vient de trois siècles, longue de onze heures, sera interprétée par des acteurs de trente-deux nationalités différentes. Ceux-ci donneront dix représentations, avant d'embarquer pour une

La première Biennale de Los Angeles

Grâce aux Jeux Olympiques

tournée internationale qui se terminera en Inde.

Le cinéaste Ingmar Bergman reprend sa mise en scène de Mademoiselle Julie, d'August Strindberg, avec le Théâtre royal de Suède. Les mimes espagnols du Triciclo affichent déjà complet. Ces vedettes internationales voisineront, notamment, avec une compagnie rurale, le Roadside Theater du Kentucky.

La danse française contemporaine est fortement présente (six des quatorze spectacles chorégraphiques prévus). Le Ballet de l'Opéra de Lyon fait ses débuts sur la côte Ouest avec Cendrillon, et Mixed Bill, une composition de cinq chorégraphes européens. La Compagnie Maguy Marin dansera pour la première fois aux États-Unis son Babel Babel, ainsi que May B, un spectacle de théâtre et de danse d'après des textes de Samuel Beckett.

Robert Fitzpatrick

De la côte ouest à Marne-la-Vallée

Présentant le nouveau Festival de Los Angeles à la presse étrangère, Robert J. Fitzpatrick n'a pas manqué de parler de l'Eurodisneyland, dont il est depuis peu le président. Il en prendra les fonctions dès la rentrée, démissionnant pour ce faire de la direction du présent Festival, et de la Présidence du California Institute of the Arts (CalArts), qu'il assumait depuis treize années.

Commentant le projet européen, Fitzpatrick précise : « Ce Disneyland-là ne devrait pas ressembler à ceux de Californie, de Floride et de Tokyo. Il lui est difficile à ce stade d'en dire plus, si ce n'est que Jules Verne sera à l'honneur. »

Interrogé sur les raisons de sa venue en France, cet ancien séminariste répond que son fils, aussi, lui demande pourquoi « une personnalité culturelle comme lui veut devenir un Mickey Mouse français : j'ai déjà eu quatre carrières, il est temps d'en entreprendre une nouvelle ».

Eurodisneyland recevra quelque 10 millions de visiteurs par an. Tout est à construire. « Nous allons faire venir les meilleurs architectes ». La personnalité de son président rassure peut-être ceux que la perspective d'un parc d'attractions « à l'américaine » inquiète.

C. M.

Mathilde Monnier et Jean-François Duroure, qu'on présente ici comme les Fred Astaire et Ginger Rogers du vingt-et-unième siècle, donneront la première américaine de Pudique Acide, d'Extasis, et leur création récente, Mort de rire. La chorégraphie anglaise sera représentée par Michael Clark, le Japon par la compagnie de danse butoh Muteki-sha, et le Canada par les La La La Human Steps.

Le compositeur John Cage, natif de Los Angeles, a les honneurs du programme musical, pour son soixante-quinzième anniversaire. Pendant une semaine entière, un grand nombre d'artistes participeront à cette « Cage Celebration » (la compagnie Merce Cunningham, la chanteuse Joan LaBarbara, les percussionnistes Nexus, beaucoup de pianistes...). Côté opéra, Placido Domingo chantera, la Bohème, et Frederica von Stade La Cenerentola. Le jazz ne sera pas oublié.

Les représentations auront toutes lieu dans le centre-ville de Los Angeles (le « downtown ») et dans le quartier de Hollywood, afin de redonner vie à ces espaces urbains délaissés. L'Agence pour le redéveloppement de la ville a d'ailleurs versé 1 million de dollars au Festival.

Trois cent cinquante-deux artistes présents

Mais la contribution financière la plus importante est venue de l'American Athletic Foundation, qui a attribué 2 millions de dollars provenant des revenus des Jeux olympiques. Cette somme représente plus d'un tiers du budget total, qui atteint, lui, 5,5 millions de dollars (1). Ce Festival hérite donc à plus d'un titre des Jeux de 1984.

Deux cent mille entrées suffiront à équilibrer le budget. Les organisateurs en espèrent bien plus. La chute du billet vert n'a cependant pas facilité la préparation de ce programme international. Certaines compagnies ont boudé un contrat en dollars ! Et le prix des cachets — en yens, francs, livres — grimpeait vertigineusement. Certains coûts étant devenus prohibitifs, il a fallu annuler des spectacles initialement programmés. « Je suis un directeur artistique qui s'est réveillé chaque matin en pensant au cours des changes », ironise Fitzpatrick.

Mais trois cent cinquante-deux artistes seront bien là. Le Festival de 1984 a déplacé une population qui n'allait jamais au spectacle. « Déterminer » le public, face à la culture, c'est ainsi que Robert Fitzpatrick définit son ambition.

CLAUDINE MULARD.

(1) Les autres sponsors étant : Times Mirror, Occidental Petroleum Corp. AT & T, Security Pacific Corp. L'Association française d'action artistique a également participé à l'effort financier.

سورة من القرآن

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dont dimanche-haut. Signification des symboles : **R** = Radio, **T** = Télévision, **F** = Film à émettre, **O** = On peut voir **N** = Ne pas manquer **M** = Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 4 septembre

TF 1

20.30 **Michael et Madonna décrochent la Une** 1^{re} partie : Michael Jackson avec son dernier clip, « Bad », et son portrait. 21.15 2^e partie : Concert Madonna en direct de Turin. 22.30 **Adèle** : championnat du monde (résumé). 22.50 **Journal**. 23.05 **Série** : Le système sans. Le gilet dans la tempête.

A 2

20.30 **Variétés** : Quatrième gala de la presse. Spectacle organisé au bénéfice de Médecins du monde, enregistré les 8 et 9 mars au Théâtre de l'Empire. 21.25 **Apocalypse** : Médecins du monde de Bernard Pivot. Sur le thème « La vie en noir ». Sont invités : Jean-Jacques Brochier (L'Asphalte), Marie Cardinal (Les grands désemparés), Horacio Dainoff (La guerre du coco), Guy Hocquenghem (Eve), Pierre Mertes (Les éblouissements), Jacques Testart (Simon l'embourgeois). 22.40 **Journal**. 22.50 **Variétés** : Sonnets des stars. Ce clip de gala marque l'ouverture du Festival de cinéma américain qui se déroule à Deauville.

FR 3

20.30 **Série** : Opération Opa. Les chemins de l'ombre. 21.30 **Portrait**. Invité : Bernard Kouchner. 22.30 **Journal**. 22.50 **Documentaire** : Ce jour-là, le monde change. Des mondes sans fin. 23.30 **Préface à la nuit**.

CANAL PLUS

20.30 **Téléfilm** : Le retour de Mike Hammer. 22.00 **Flash d'informations**. 22.05 **Cinéma** : Le Corbeau. **M**

Film français d'Henri-Georges Clouzot (1943). Avec Pierre Fresnay, Ginette Leclerc, Pierre Larquey, Micheline Francey. Une épidémie de lettres anonymes dans une petite ville de province. Un médecin venu d'ailleurs est, au début, particulièrement visé. 23.35 **Cinéma** : Mémoires. Film français d'André Genovès (1984). Avec Nicolas Silberg, Caroline Aguiar, Michel Jonasz. L'IS Cinéma : Les Mémoires du sud. Film français de Marina Piaro, Gaston Legrand, Pascale Christophe, François Guétary. 3.05 **Cinéma** : L'épave de force. Film américain de Clint Eastwood (1977). Avec Clint Eastwood, Sandra Locke, Pat Hingle, William Prince (v.o.). 4.50 **Cinéma** : Josses qui sera vint-cinq ans en l'an 2000. Film américain d'Alain Tanner (1976). Avec Rufus, Mico-Mico, Dominique Laborier, Jean-Luc Bideau.

LA 5

20.25 **Série** : L'inspecteur Derrick. 21.35 **Série** : Baretta. 22.30 **Tennis** : Tournoi de Flushing-Meadow. En direct des États-Unis. 23.00 **Série** : Mission impossible. 1.40 **Série** : Supercopier. 2.30 **Série** : Cosmos 1999.

M 6

20.30 **Série** : Le Saint. La petite fille perdue. 21.20 **Feuilleton** : La classe de la Forêt-Noire. 22.30 **Journal**. 22.50 **Documentaire** : Ce jour-là, le monde change. Des mondes sans fin. 23.30 **Préface à la nuit**.

TELESPECTATEURS DE LA REGION PARISIENNE VOUS DEVEZ RECEVOIR PARFAITEMENT LA 5

SI CE N'EST PAS LE CAS TELEPHONEZ AU 47.47.74.44

FRANCE-CULTURE

20.15 **Mémoires du siècle** : Henri Alon. 21.15 **Festival d'Avignon**. Jean Tardieu et ses amis. 22.15 **Musique** : Trois fois un William Shellen. 23.35 **En direct** avec... Marlene Dietrich. 0.05 **De jour en lendemain**.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 4 octobre 1986 au Grand Auditorium) : Ouverture, scherzo et final op. 22, de Schumann; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en sol mineur op. 25, de Mendelssohn; Symphonie n° 4 en mi mineur op. 98, de Brahms; par le Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. Marek Janowski; 22.20, **Gavotte de Mendelssohn**, Schumann, Brahms, Beethoven, Mozart, Stravinski, Ravel.

Samedi 5 septembre

TF 1

13.35 **Série** : Matt Houston. Vengeance à la Une. 14.30 **La séquence du spectacle**. 15.00 **Magazine** : L'Annuaire des médias. J.-M. Poir et J.-P. Cury. 15.30 **Le chien et le rocan**. 15.50 **Théâtre** : Eury. 16.45 **Dessin animé** : G.I. Joe, héros sans frontières. 16.55 **Variétés** : Festival de Cabaret Kazzoo, Corinne Charly, Pline Sud, Les Innocents, Gérard Blanchard, Graciosa de Michel, Philippe Russo, Les Ministars, Image. 17.30 **Série** : Champs-magnétiques. 18.00 **Journal**. 18.15 **Série** : Agence tous risques. Une vraie mine d'or. 19.20 **Série** : Marc et Sophie. De Jean-Pierre Proust et Christine Spier, avec Gérard Rinaldi, Julie Ansel, Daniel Gelin, Claude Gensac. 1. **Résumé de la semaine**. Elle est médecin, elle est médecin. 2. **Le monde de la nuit**. 20.30 **Témoignage**. 20.50 **Série** : Colomb. Le spectacle. 21.50 **Les échos de la nuit**. 22.00 **Documentaire** : Les échos d'Anglais. 23.45 **Adèle** : championnat du monde (résumé). 0.05 **Journal**. 0.20 **Série** : Les incorruptibles.

A 2

13.35 **Série** : « V » - Le champion. 14.25 **Les échos de la nuit**. 14.40 **Les échos de la nuit**. 14.50 **Les échos de la nuit**. 15.00 **Les échos de la nuit**. 15.15 **Les échos de la nuit**. 15.30 **Les échos de la nuit**. 15.45 **Les échos de la nuit**. 15.55 **Les échos de la nuit**. 16.05 **Les échos de la nuit**. 16.15 **Les échos de la nuit**. 16.25 **Les échos de la nuit**. 16.35 **Les échos de la nuit**. 16.45 **Les échos de la nuit**. 16.55 **Les échos de la nuit**. 17.05 **Les échos de la nuit**. 17.15 **Les échos de la nuit**. 17.25 **Les échos de la nuit**. 17.35 **Les échos de la nuit**. 17.45 **Les échos de la nuit**. 17.55 **Les échos de la nuit**. 18.05 **Les échos de la nuit**. 18.15 **Les échos de la nuit**. 18.25 **Les échos de la nuit**. 18.35 **Les échos de la nuit**. 18.45 **Les échos de la nuit**. 18.55 **Les échos de la nuit**. 19.05 **Les échos de la nuit**. 19.15 **Les échos de la nuit**. 19.25 **Les échos de la nuit**. 19.35 **Les échos de la nuit**. 19.45 **Les échos de la nuit**. 19.55 **Les échos de la nuit**. 20.05 **Les échos de la nuit**. 20.15 **Les échos de la nuit**. 20.25 **Les échos de la nuit**. 20.35 **Les échos de la nuit**. 20.45 **Les échos de la nuit**. 20.55 **Les échos de la nuit**. 21.05 **Les échos de la nuit**. 21.15 **Les échos de la nuit**. 21.25 **Les échos de la nuit**. 21.35 **Les échos de la nuit**. 21.45 **Les échos de la nuit**. 21.55 **Les échos de la nuit**. 22.05 **Les échos de la nuit**. 22.15 **Les échos de la nuit**. 22.25 **Les échos de la nuit**. 22.35 **Les échos de la nuit**. 22.45 **Les échos de la nuit**. 22.55 **Les échos de la nuit**. 23.05 **Les échos de la nuit**. 23.15 **Les échos de la nuit**. 23.25 **Les échos de la nuit**. 23.35 **Les échos de la nuit**. 23.45 **Les échos de la nuit**. 23.55 **Les échos de la nuit**. 0.05 **Les échos de la nuit**. 0.15 **Les échos de la nuit**. 0.25 **Les échos de la nuit**. 0.35 **Les échos de la nuit**. 0.45 **Les échos de la nuit**. 0.55 **Les échos de la nuit**. 1.05 **Les échos de la nuit**. 1.15 **Les échos de la nuit**. 1.25 **Les échos de la nuit**. 1.35 **Les échos de la nuit**. 1.45 **Les échos de la nuit**. 1.55 **Les échos de la nuit**. 2.05 **Les échos de la nuit**. 2.15 **Les échos de la nuit**. 2.25 **Les échos de la nuit**. 2.35 **Les échos de la nuit**. 2.45 **Les échos de la nuit**. 2.55 **Les échos de la nuit**. 3.05 **Les échos de la nuit**. 3.15 **Les échos de la nuit**. 3.25 **Les échos de la nuit**. 3.35 **Les échos de la nuit**. 3.45 **Les échos de la nuit**. 3.55 **Les échos de la nuit**. 4.05 **Les échos de la nuit**. 4.15 **Les échos de la nuit**. 4.25 **Les échos de la nuit**. 4.35 **Les échos de la nuit**. 4.45 **Les échos de la nuit**. 4.55 **Les échos de la nuit**. 5.05 **Les échos de la nuit**. 5.15 **Les échos de la nuit**. 5.25 **Les échos de la nuit**. 5.35 **Les échos de la nuit**. 5.45 **Les échos de la nuit**. 5.55 **Les échos de la nuit**. 6.05 **Les échos de la nuit**. 6.15 **Les échos de la nuit**. 6.25 **Les échos de la nuit**. 6.35 **Les échos de la nuit**. 6.45 **Les échos de la nuit**. 6.55 **Les échos de la nuit**. 7.05 **Les échos de la nuit**. 7.15 **Les échos de la nuit**. 7.25 **Les échos de la nuit**. 7.35 **Les échos de la nuit**. 7.45 **Les échos de la nuit**. 7.55 **Les échos de la nuit**. 8.05 **Les échos de la nuit**. 8.15 **Les échos de la nuit**. 8.25 **Les échos de la nuit**. 8.35 **Les échos de la nuit**. 8.45 **Les échos de la nuit**. 8.55 **Les échos de la nuit**. 9.05 **Les échos de la nuit**. 9.15 **Les échos de la nuit**. 9.25 **Les échos de la nuit**. 9.35 **Les échos de la nuit**. 9.45 **Les échos de la nuit**. 9.55 **Les échos de la nuit**. 10.05 **Les échos de la nuit**. 10.15 **Les échos de la nuit**. 10.25 **Les échos de la nuit**. 10.35 **Les échos de la nuit**. 10.45 **Les échos de la nuit**. 10.55 **Les échos de la nuit**. 11.05 **Les échos de la nuit**. 11.15 **Les échos de la nuit**. 11.25 **Les échos de la nuit**. 11.35 **Les échos de la nuit**. 11.45 **Les échos de la nuit**. 11.55 **Les échos de la nuit**. 12.05 **Les échos de la nuit**. 12.15 **Les échos de la nuit**. 12.25 **Les échos de la nuit**. 12.35 **Les échos de la nuit**. 12.45 **Les échos de la nuit**. 12.55 **Les échos de la nuit**. 13.05 **Les échos de la nuit**. 13.15 **Les échos de la nuit**. 13.25 **Les échos de la nuit**. 13.35 **Les échos de la nuit**. 13.45 **Les échos de la nuit**. 13.55 **Les échos de la nuit**. 14.05 **Les échos de la nuit**. 14.15 **Les échos de la nuit**. 14.25 **Les échos de la nuit**. 14.35 **Les échos de la nuit**. 14.45 **Les échos de la nuit**. 14.55 **Les échos de la nuit**. 15.05 **Les échos de la nuit**. 15.15 **Les échos de la nuit**. 15.25 **Les échos de la nuit**. 15.35 **Les échos de la nuit**. 15.45 **Les échos de la nuit**. 15.55 **Les échos de la nuit**. 16.05 **Les échos de la nuit**. 16.15 **Les échos de la nuit**. 16.25 **Les échos de la nuit**. 16.35 **Les échos de la nuit**. 16.45 **Les échos de la nuit**. 16.55 **Les échos de la nuit**. 17.05 **Les échos de la nuit**. 17.15 **Les échos de la nuit**. 17.25 **Les échos de la nuit**. 17.35 **Les échos de la nuit**. 17.45 **Les échos de la nuit**. 17.55 **Les échos de la nuit**. 18.05 **Les échos de la nuit**. 18.15 **Les échos de la nuit**. 18.25 **Les échos de la nuit**. 18.35 **Les échos de la nuit**. 18.45 **Les échos de la nuit**. 18.55 **Les échos de la nuit**. 19.05 **Les échos de la nuit**. 19.15 **Les échos de la nuit**. 19.25 **Les échos de la nuit**. 19.35 **Les échos de la nuit**. 19.45 **Les échos de la nuit**. 19.55 **Les échos de la nuit**. 20.05 **Les échos de la nuit**. 20.15 **Les échos de la nuit**. 20.25 **Les échos de la nuit**. 20.35 **Les échos de la nuit**. 20.45 **Les échos de la nuit**. 20.55 **Les échos de la nuit**. 21.05 **Les échos de la nuit**. 21.15 **Les échos de la nuit**. 21.25 **Les échos de la nuit**. 21.35 **Les échos de la nuit**. 21.45 **Les échos de la nuit**. 21.55 **Les échos de la nuit**. 22.05 **Les échos de la nuit**. 22.15 **Les échos de la nuit**. 22.25 **Les échos de la nuit**. 22.35 **Les échos de la nuit**. 22.45 **Les échos de la nuit**. 22.55 **Les échos de la nuit**. 23.05 **Les échos de la nuit**. 23.15 **Les échos de la nuit**. 23.25 **Les échos de la nuit**. 23.35 **Les échos de la nuit**. 23.45 **Les échos de la nuit**. 23.55 **Les échos de la nuit**. 0.05 **Les échos de la nuit**. 0.15 **Les échos de la nuit**. 0.25 **Les échos de la nuit**. 0.35 **Les échos de la nuit**. 0.45 **Les échos de la nuit**. 0.55 **Les échos de la nuit**. 1.05 **Les échos de la nuit**. 1.15 **Les échos de la nuit**. 1.25 **Les échos de la nuit**. 1.35 **Les échos de la nuit**. 1.45 **Les échos de la nuit**. 1.55 **Les échos de la nuit**. 2.05 **Les échos de la nuit**. 2.15 **Les échos de la nuit**. 2.25 **Les échos de la nuit**. 2.35 **Les échos de la nuit**. 2.45 **Les échos de la nuit**. 2.55 **Les échos de la nuit**. 3.05 **Les échos de la nuit**. 3.15 **Les échos de la nuit**. 3.25 **Les échos de la nuit**. 3.35 **Les échos de la nuit**. 3.45 **Les échos de la nuit**. 3.55 **Les échos de la nuit**. 4.05 **Les échos de la nuit**. 4.15 **Les échos de la nuit**. 4.25 **Les échos de la nuit**. 4.35 **Les échos de la nuit**. 4.45 **Les échos de la nuit**. 4.55 **Les échos de la nuit**. 5.05 **Les échos de la nuit**. 5.15 **Les échos de la nuit**. 5.25 **Les échos de la nuit**. 5.35 **Les échos de la nuit**. 5.45 **Les échos de la nuit**. 5.55 **Les échos de la nuit**. 6.05 **Les échos de la nuit**. 6.15 **Les échos de la nuit**. 6.25 **Les échos de la nuit**. 6.35 **Les échos de la nuit**. 6.45 **Les échos de la nuit**. 6.55 **Les échos de la nuit**. 7.05 **Les échos de la nuit**. 7.15 **Les échos de la nuit**. 7.25 **Les échos de la nuit**. 7.35 **Les échos de la nuit**. 7.45 **Les échos de la nuit**. 7.55 **Les échos de la nuit**. 8.05 **Les échos de la nuit**. 8.15 **Les échos de la nuit**. 8.25 **Les échos de la nuit**. 8.35 **Les échos de la nuit**. 8.45 **Les échos de la nuit**. 8.55 **Les échos de la nuit**. 9.05 **Les échos de la nuit**. 9.15 **Les échos de la nuit**. 9.25 **Les échos de la nuit**. 9.35 **Les échos de la nuit**. 9.45 **Les échos de la nuit**. 9.55 **Les échos de la nuit**. 10.05 **Les échos de la nuit**. 10.15 **Les échos de la nuit**. 10.25 **Les échos de la nuit**. 10.35 **Les échos de la nuit**. 10.45 **Les échos de la nuit**. 10.55 **Les échos de la nuit**. 11.05 **Les échos de la nuit**. 11.15 **Les échos de la nuit**. 11.25 **Les échos de la nuit**. 11.35 **Les échos de la nuit**. 11.45 **Les échos de la nuit**. 11.55 **Les échos de la nuit**. 12.05 **Les échos de la nuit**. 12.15 **Les échos de la nuit**. 12.25 **Les échos de la nuit**. 12.35 **Les échos de la nuit**. 12.45 **Les échos de la nuit**. 12.55 **Les échos de la nuit**. 13.05 **Les échos de la nuit**. 13.15 **Les échos de la nuit**. 13.25 **Les échos de la nuit**. 13.35 **Les échos de la nuit**. 13.45 **Les échos de la nuit**. 13.55 **Les échos de la nuit**. 14.05 **Les échos de la nuit**. 14.15 **Les échos de la nuit**. 14.25 **Les échos de la nuit**. 14.35 **Les échos de la nuit**. 14.45 **Les échos de la nuit**. 14.55 **Les échos de la nuit**. 15.05 **Les échos de la nuit**. 15.15 **Les échos de la nuit**. 15.25 **Les échos de la nuit**. 15.35 **Les échos de la nuit**. 15.45 **Les échos de la nuit**. 15.55 **Les échos de la nuit**. 16.05 **Les échos de la nuit**. 16.15 **Les échos de la nuit**. 16.25 **Les échos de la nuit**. 16.35 **Les échos de la nuit**. 16.45 **Les échos de la nuit**. 16.55 **Les échos de la nuit**. 17.05 **Les échos de la nuit**. 17.15 **Les échos de la nuit**. 17.25 **Les échos de la nuit**. 17.35 **Les échos de la nuit**. 17.45 **Les échos de la nuit**. 17.55 **Les échos de la nuit**. 18.05 **Les échos de la nuit**. 18.15 **Les échos de la nuit**. 18.25 **Les échos de la nuit**. 18.35 **Les échos de la nuit**. 18.45 **Les échos de la nuit**. 18.55 **Les échos de la nuit**. 19.05 **Les échos de la nuit**. 19.15 **Les échos de la nuit**. 19.25 **Les échos de la nuit**. 19.35 **Les échos de la nuit**. 19.45 **Les échos de la nuit**. 19.55 **Les échos de la nuit**. 20.05 **Les échos de la nuit**. 20.15 **Les échos de la nuit**. 20.25 **Les échos de la nuit**. 20.35 **Les échos de la nuit**. 20.45 **Les échos de la nuit**. 20.55 **Les échos de la nuit**. 21.05 **Les échos de la nuit**. 21.15 **Les échos de la nuit**. 21.25 **Les échos de la nuit**. 21.35 **Les échos de la nuit**. 21.45 **Les échos de la nuit**. 21.55 **Les échos de la nuit**. 22.05 **Les échos de la nuit**. 22.15 **Les échos de la nuit**. 22.25 **Les échos de la nuit**. 22.35 **Les échos de la nuit**. 22.45 **Les échos de la nuit**. 22.55 **Les échos de la nuit**. 23.05 **Les échos de la nuit**. 23.15 **Les échos de la nuit**. 23.25 **Les échos de la nuit**. 23.35 **Les échos de la nuit**. 23.45 **Les échos de la nuit**. 23.55 **Les échos de la nuit**. 0.05 **Les échos de la nuit**. 0.15 **Les échos de la nuit**. 0.25 **Les échos de la nuit**. 0.35 **Les échos de la nuit**. 0.45 **Les échos de la nuit**. 0.55 **Les échos de la nuit**. 1.05 **Les échos de la nuit**. 1.15 **Les échos de la nuit**. 1.25 **Les échos de la nuit**. 1.35 **Les échos de la nuit**. 1.45 **Les échos de la nuit**. 1.55 **Les échos de la nuit**. 2.05 **Les échos de la nuit**. 2.15 **Les échos de la nuit**. 2.25 **Les échos de la nuit**. 2.35 **Les échos de la nuit**. 2.45 **Les échos de la nuit**. 2.55 **Les échos de la nuit**. 3.05 **Les échos de la nuit**. 3.15 **Les échos de la nuit**. 3.25 **Les échos de la nuit**. 3.35 **Les échos de la nuit**. 3.45 **Les échos de la nuit**. 3.55 **Les échos de la nuit**. 4.05 **Les échos de la nuit**. 4.15 **Les échos de la nuit**. 4.25 **Les échos de la nuit**. 4.35 **Les échos de la nuit**. 4.45 **Les échos de la nuit**. 4.55 **Les échos de la nuit**. 5.05 **Les échos de la nuit**. 5.15 **Les échos de la nuit**. 5.25 **Les échos de la nuit**. 5.35 **Les échos de la nuit**. 5.45 **Les échos de la nuit**. 5.55 **Les échos de la nuit**. 6.05 **Les échos de la nuit**. 6.15 **Les échos de la nuit**. 6.25 **Les échos de la nuit**. 6.35 **Les échos de la nuit**. 6.45 **Les échos de la nuit**. 6.55 **Les échos de la nuit**. 7.05 **Les échos de la nuit**. 7.15 **Les échos de la nuit**. 7.25 **Les échos de la nuit**. 7.35 **Les échos de la nuit**. 7.45 **Les échos de la nuit**. 7.55 **Les échos de la nuit**. 8.05 **Les échos de la nuit**. 8.15 **Les échos de la nuit**. 8.25 **Les échos de la nuit**. 8.35 **Les échos de la nuit**. 8.45 **Les échos de la nuit**. 8.55 **Les échos de la nuit**. 9.05 **Les échos de la nuit**. 9.15 **Les échos de la nuit**. 9.25 **Les échos de la nuit**. 9.35 **Les échos de la nuit**. 9.45 **Les échos de la nuit**. 9.55 **Les échos de la nuit**. 10.05 **Les échos de la nuit**. 10.15 **Les échos de la nuit**. 10.25 **Les échos de la nuit**. 10.35 **Les échos de la nuit**. 10.45 **Les échos de la nuit**. 10.55 **Les échos de la nuit**. 11.05 **Les échos de la nuit**. 11.15 **Les échos de la nuit**. 11.25 **Les échos de la nuit**. 11.35 **Les échos de la nuit**. 11.45 **Les échos de la nuit**. 11.55 **Les échos de la nuit**. 12.05 **Les échos de la nuit**. 12.15 **Les échos de la nuit**. 12.25 **Les échos de la nuit**. 12.35 **Les échos de la nuit**. 12.45 **Les échos de la nuit**. 12.55 **Les échos de la nuit**. 13.05 **Les échos de la nuit**. 13.15 **Les échos de la nuit**. 13.25 **Les échos de la nuit**. 13.35 **Les échos de la nuit**. 13.45 **Les échos de la nuit**. 13.55 **Les échos de la nuit**. 14.05 **Les échos de la nuit**. 14.15 **Les échos de la nuit**. 14.25 **Les échos de la nuit**. 14.35 **Les échos de la nuit**. 14.45 **Les échos de la nuit**. 14.55 **Les échos de la nuit**. 15.05 **Les échos de la nuit**. 15.15 **Les échos de la nuit**. 15.25 **Les échos de la nuit**. 15.35 **Les échos de la nuit**. 15.45 **Les échos de la nuit**. 15.55 **Les échos de la nuit**. 16.05 **Les échos de la nuit**. 16.15 **Les échos de la nuit**. 16.25 **Les échos de la nuit**. 16.35 **Les échos de la nuit**. 16.45 **Les échos de la nuit**. 16.55 **Les échos de la nuit**. 17.05 **Les échos de la nuit**. 17.15 **Les échos de la nuit**. 17.25 **Les échos de la nuit**. 17.35 **Les échos de la nuit**. 17.45 **Les échos de la nuit**. 17.55 **Les échos de la nuit**. 18.05 **Les échos de la nuit**. 18.15 **Les échos de la nuit**. 18.25 **Les échos de la nuit**. 18.35 **Les échos de la nuit**. 18.45 **Les échos de la nuit**. 18.55 **Les échos de la nuit**. 19.05 **Les échos de la nuit**. 19.15 **Les échos de la nuit**. 19.25 **Les échos de la nuit**. 19.35 **Les échos de la nuit**. 19.45 **Les échos de la nuit**. 19.55 **Les échos de la nuit**. 20.05 **Les échos de la nuit**. 20.15 **Les échos de la nuit**. 20.25 **Les échos de la nuit**. 20.35 **Les échos de la nuit**. 20.45 **Les échos de la nuit**. 20.55 **Les échos de la nuit**. 21.05 **Les échos de la nuit**. 21.15 **Les échos de la nuit**. 21.25 **Les échos de la nuit**. 21.35 **Les échos de la nuit**. 21.45 **Les échos de la nuit**. 21.55 **Les échos de la nuit**. 22.05 **Les échos de la nuit**. 22.15 **Les échos de la nuit**. 22.25 **Les échos de la nuit**. 22.35 **Les échos de la nuit**. 22.45 **Les échos de la nuit**. 22.55 **Les échos de la nuit**. 23.05 **Les échos de la nuit**. 23.15 **Les échos de la nuit**. 23.25 **Les échos de la nuit**. 23.35 **Les échos de la nuit**. 23.45 **Les échos de la nuit**. 23.55 **Les échos de la nuit**. 0.05 **Les échos de la nuit**. 0.15 **Les échos de la nuit**. 0.25 **Les échos de la nuit**. 0.35 **Les échos de la nuit**. 0.45 **Les échos de la nuit**. 0.55 **Les échos de la nuit**. 1.05 **Les échos de la nuit**. 1.15 **Les échos de la nuit**. 1.25 **Les échos de la nuit**. 1.35 **Les échos de la nuit**. 1.45 **Les échos de la nuit**. 1.55 **Les échos de la nuit**. 2.05 **Les échos de la nuit**. 2.15 **Les échos de la nuit**. 2.25 **Les échos de la nuit**. 2.35 **Les échos de la nuit**. 2.45 **Les échos de la nuit**. 2.55 **Les échos de la nuit**. 3.05 **Les échos de la nuit**. 3.15 **Les échos de la nuit**. 3.25 **Les échos de la nuit**. 3.35 **Les échos de la nuit**. 3.45 **Les échos de la nuit**. 3.55 **Les échos de la nuit**. 4.05 **Les échos de la nuit**. 4.15 **Les échos de la nuit**. 4.25 **Les échos de la nuit**. 4.35 **Les échos de la nuit**. 4.45 **Les échos de la nuit**. 4.55 **Les échos de la nuit**. 5.05 **Les échos de la nuit**. 5.15 **Les échos de la nuit**. 5.25 **Les échos de la nuit**. 5.35 **Les échos de la nuit**. 5.45 **Les échos de la nuit**. 5.55 **Les échos de la nuit**. 6.05 **Les échos de la nuit**. 6.15 **Les échos de la nuit**. 6.25 **Les échos de la nuit**. 6.35 **Les échos de la nuit**. 6.45 **Les échos de la nuit**. 6.55 **Les échos de la nuit**. 7.05 **Les échos de la nuit**. 7.15

Informations « services »

PHILATÉLIE

La « République du Saugeais »

La poste mettra en vente le lundi 21 septembre, un timbre à 250 F consacré à Montbenoit et au Val-du-Saugeais, dans le Doubs.

Montbenoit, « capitale » du Val-du-Saugeais, est située sur la rive gauche du Doubs, à 14 kilomètres de Pontarlier. L'originalité de cette région s'exprime à travers son patois, son hymne « national » et ses institutions : prétendant à l'autonomie, l'antique République du Saugeais, qui ne compte guère que 1000 kilomètres carrés et trois mille citoyens, est dotée depuis 1947 d'un président. Elle fête cette année le quarantième anniversaire de cette « souveraineté » retrouvée.

Ce timbre raconte toute une histoire. Fresque et image d'Épinal, que sa dimension n'empêche pas d'être gigantesque. Jean Delpech,

dessinateur et graveur de la vignette, a encore réuni un exploit dans ce style qui lui est propre.

Le timbre retrace la fondation de Montbenoit par ses douze colons fondateurs, deux bûcherons, deux



laboureurs, deux moissonneurs et six maçons, moines ou laïcs, tous représentés.

C'est un certain Benoît qui, dit-on, donna son nom au site de l'abbaye qu'édifieront des moines augustins du Valais à partir du onzième siècle.

Le timbre au format horizontal 40 x 36 millimètres (numéros PTT 1987-36) est dessiné et gravé en taille-douce par Jean Delpech et imprimé en feuilles de 50.

★ Vente anticipée les 19 et 20 septembre à Montbenoit (Doubs), de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert à l'abbaye et, le 19 septembre, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste de Montbenoit.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes. 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

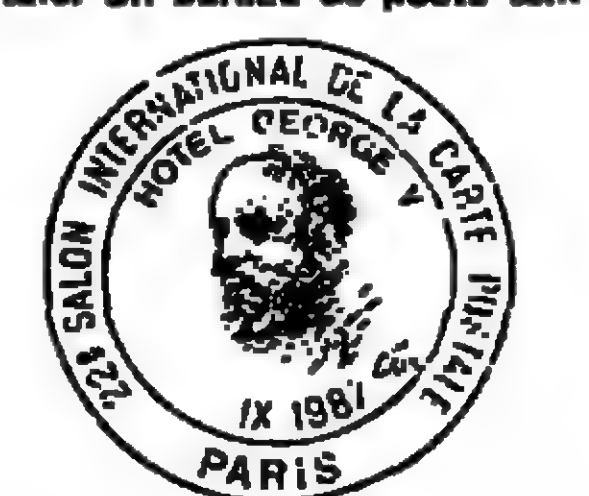
En filigrane

● Chris Evert, Yannick Noah et les autres. — L'île de Saint-Vincent (Antilles britanniques) a émis le 22 juin une série de huit timbres et un bloc-feuillet en l'honneur des champions de tennis. Yannick Noah se retrouve en compagnie de Hanne Mandlikova, Ivan Lendl, Chris Evert, Steffi Graf, John McEnroe, Martina Navratilova et Boris Becker.



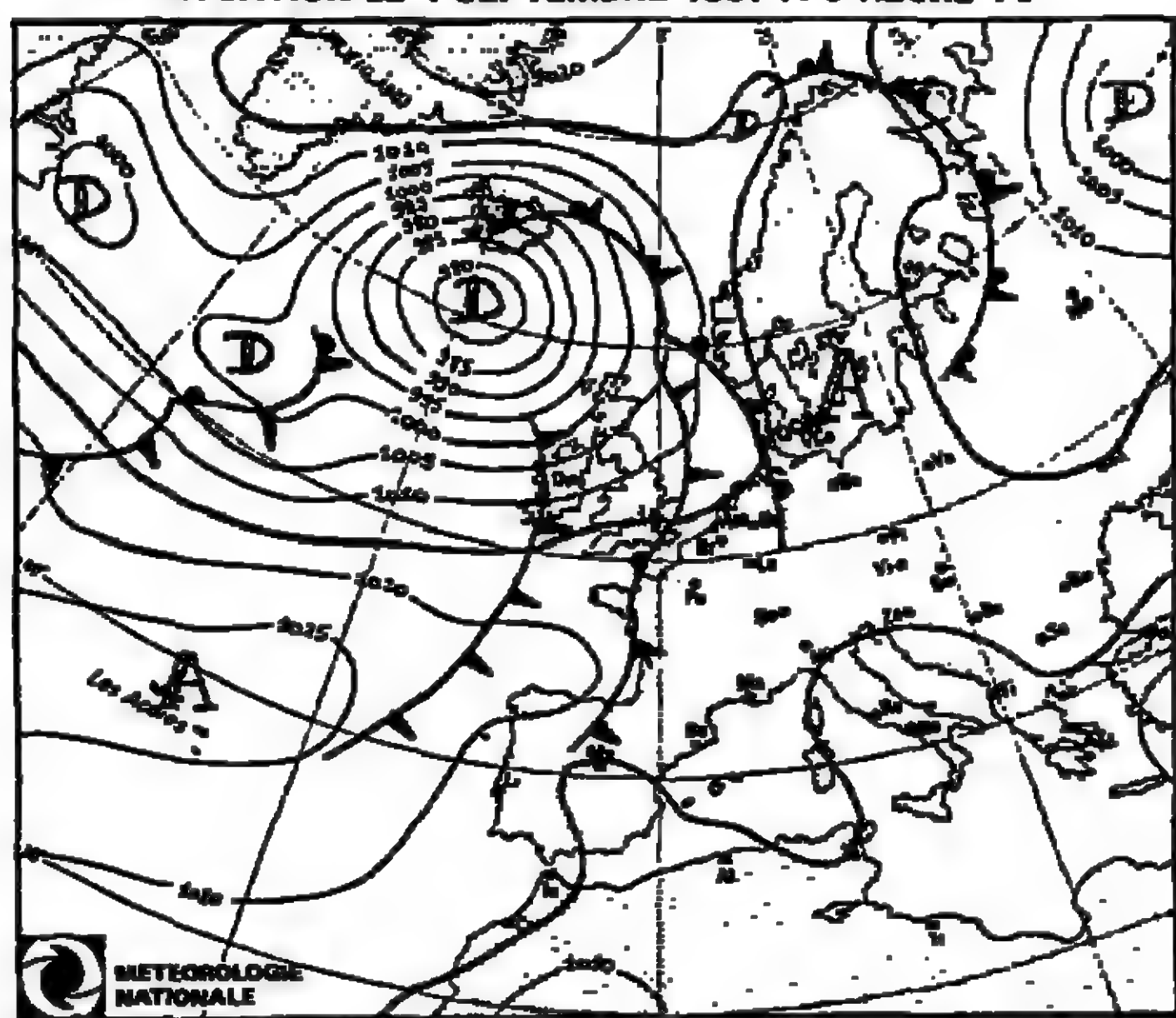
● César au George V. — Événement à l'Hôtel George V, à Paris, qui accueillera, du 10 au 12 septembre, le 22^e Salon international de la carte postale. Un bureau de poste temporaire fonctionnera : le sculpteur César, qui a dessiné l'affiche de ce Salon, est aussi l'auteur d'un autoportrait à partir duquel a été réalisé le cachet d'oblitération en service ces trois jours. Après Yves Saint-Martin en 1985, c'est la seconde fois que les traits d'une personnalité vivante pourront oblitérer du courrier en France (Hôtel George V, 31, avenue George V, 75008 Paris. Entrée 30 F, qui donne droit à la carte postale de César imprimée d'après l'affiche).

● « Moineau hardi ». — Allez les piqueurs !... A l'occasion de l'exercice militaire franco-allemand « Moineau hardi », qui se déroulera dans la région d'Ulm (RFA) en septembre, des souvenirs philatéliques revêtus du timbre du traité franco-allemand et d'un timbre à date grand format illustré seront disponibles : encarts 20 F, enveloppes 10 F. (Renseignements et commandes : Foyer central des FFA, SP 69 751, poste aux armées.)

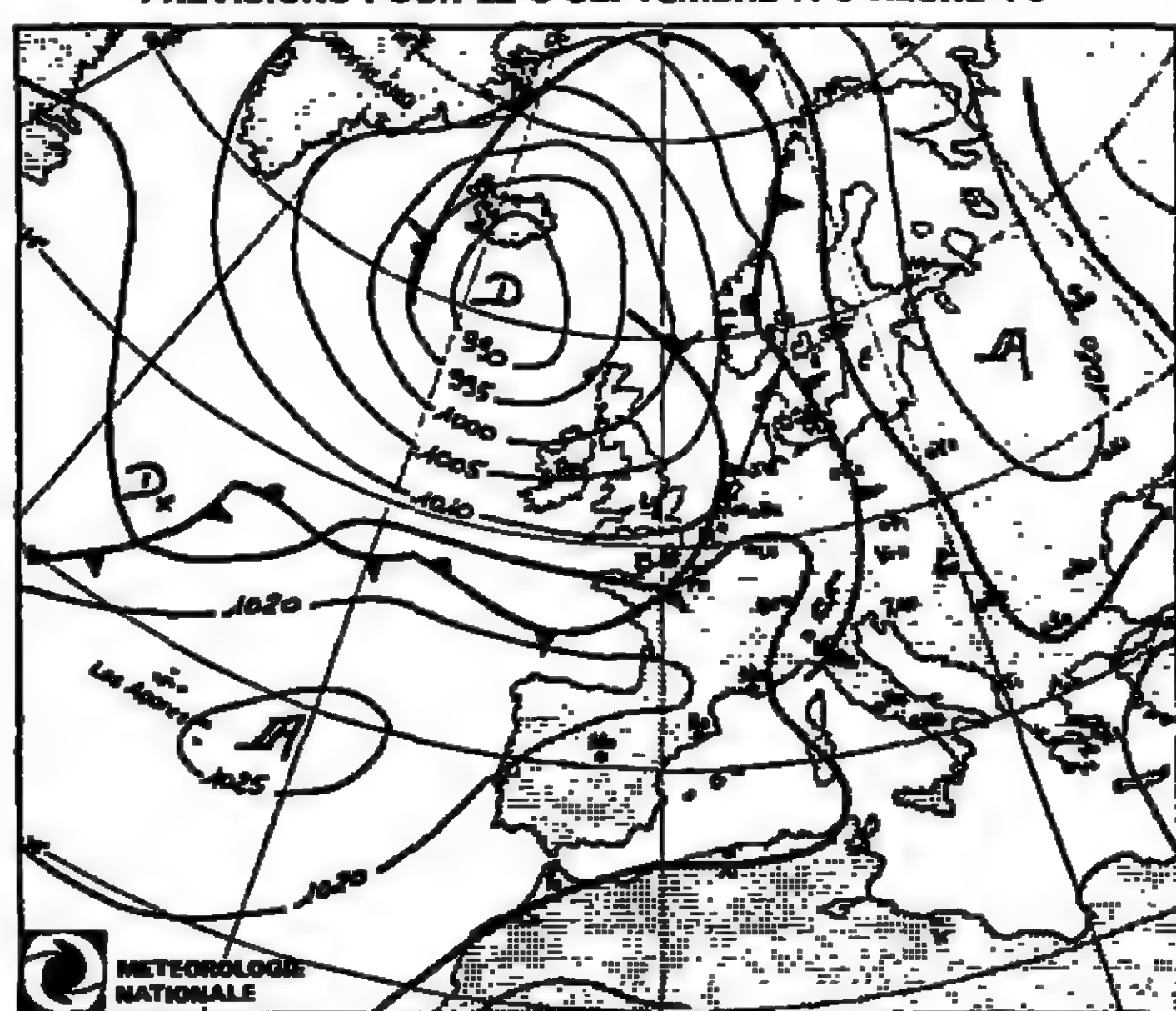


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 SEPTEMBRE 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 SEPTEMBRE À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 4 septembre à 0 h TU et le dimanche 6 septembre à 24 h TU.

Après le passage d'une perturbation pluvio-orageuse qui infestait encore vendredi la moitié est du pays, les vents s'orienteront à l'ouest avec des masses d'air humide et plus frais sur la moitié nord. Plus au sud, la hausse du champ de pression permettra le retour d'un temps plus ensoleillé.

Samedi, sur le littoral et la Basse-Normandie, la météo sera grise et pluvieuse, l'après-midi verra le retour d'éclaircies mais elles seront entrecoupées d'averses.

Sur le Nord, la Haute-Normandie, les pays de Loire, le Centre, l'Île-de-France, la Champagne, la Bourgogne, l'Alsace et la Lorraine, le temps sera brumeux en début de matinée. En cours de journée, le soleil disparaîtra progressivement pour l'ouest et il pleuvra faiblement.

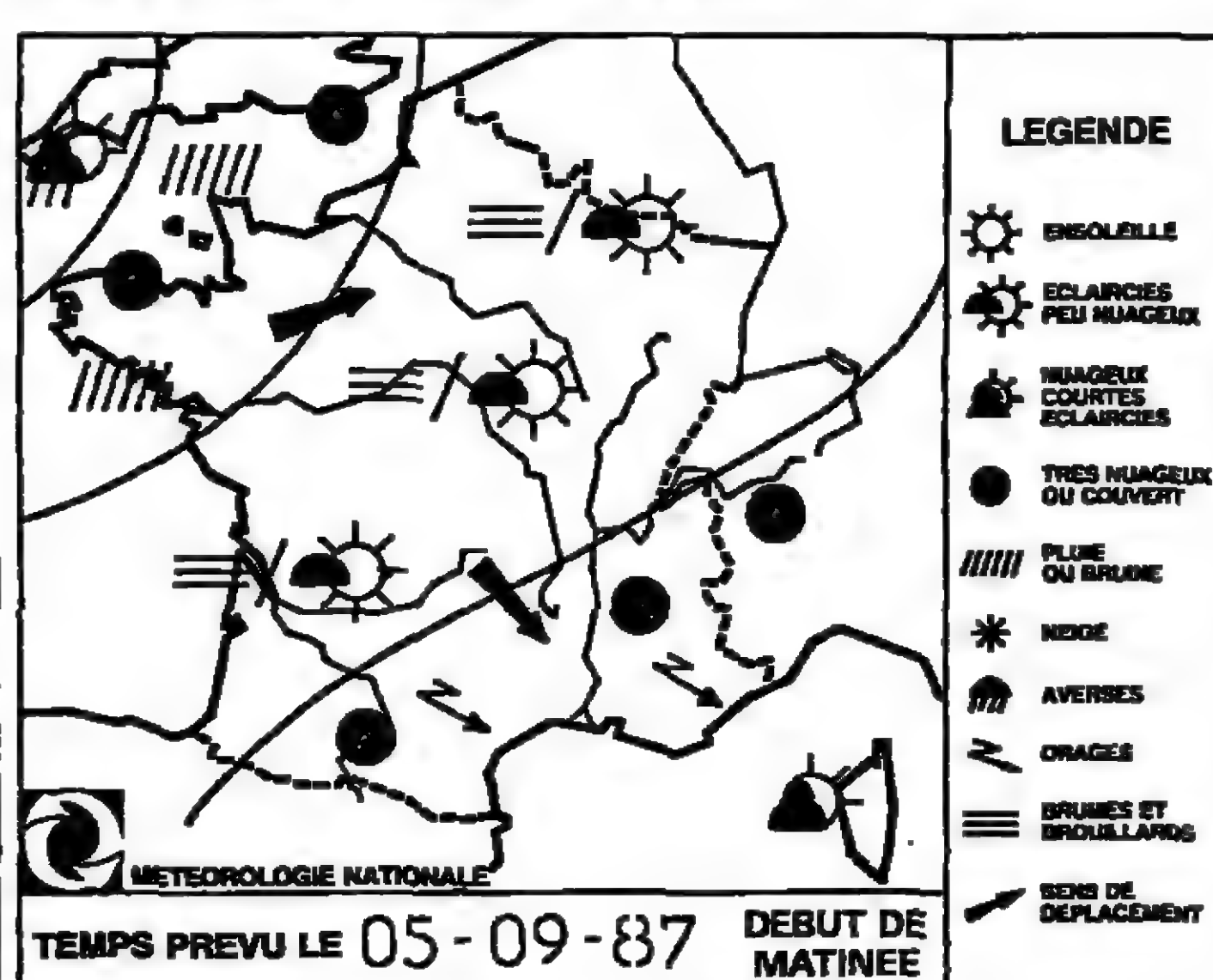
Sur l'Aquitaine et le Limousin, la journée sera bien ensoleillée après la dissipation des brumes matinales.

Du Midi-Pyrénées à l'Auvergne aux Alpes à la Méditerranée et en Corse, la matinée sera nuageuse et orageuse. L'après-midi, de belles éclaircies se développeront sur les régions à l'est du Rhône, tandis que l'amélioration sera plus lente des Alpes à la Côte d'Azur et à la Corse. Le mistral et la tramontane souffleront modérément.

Dimanche, la journée sera maussade sur la moitié nord.

Sur la moitié Sud, après la dissipation des brumes matinales, la journée sera ensoleillée malgré quelques passages nuageux.

Les températures minimales seront stationnaires, les maximales baisseront légèrement.



| TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé | | | | | | | | | | | | |
|---|---------|------|------|------------------|------|------|------|-------------------|------|------|------|------|
| Valeurs extrêmes relevées entre le 3-9 à 6 heures TU et le 4-9-1987 à 6 heures TU | | | | | | | | | | | | |
| FRANCE | | | | ÉTRANGER | | | | LOS ANGELES ... | | | | |
| AMCCO | 28 | 18 | N | TOULON | 25 | 14 | P | LUXEMBOURG ... | 26 | 19 | C | |
| MARITZ | 23 | 19 | N | TOULOUSE | 33 | 28 | N | MADRID | 31 | 18 | D | |
| BONDEUX | 26 | 18 | C | TOURNAI-AT | 33 | 23 | N | MARRAKECH | 34 | 19 | D | |
| BOULOGNE | 27 | 16 | C | | | | | MEXICO | 23 | 13 | B | |
| BOULON | 20 | 11 | N | | | | | MILAN | 25 | 18 | N | |
| CAEN | 22 | 13 | D | ALGER | 31 | 23 | P | MONTREAL | 18 | 6 | D | |
| CHERBOURG | 21 | 13 | D | AMSTERDAM | 24 | 15 | N | MOSCOU | 13 | 7 | P | |
| CLEMONTE-FERR | 27 | 14 | C | ATHENES | 30 | 25 | D | NAGANO | 27 | 16 | N | |
| COCHINCHINA | 26 | 16 | O | BANGKOK | 36 | 26 | N | NEW-YORK | 23 | 15 | D | |
| COCHINCHINA | 29 | 16 | C | BARCELONE | 28 | 19 | C | OSLO | 20 | 9 | N | |
| LILLE | 25 | 16 | D | BERLIN | 22 | 11 | D | PALMA-DE-MAJ ... | 30 | 18 | N | |
| LYONS | 23 | 16 | N | BRUXELLES | 25 | 16 | F | PARIS | 22 | 19 | N | |
| MADEIRA | 29 | 19 | D | LA HAYE | 33 | 28 | D | RIO-DE-JANEIRO .. | 28 | 21 | C | |
| MALTA | 25 | 13 | B | COPENHAGUE | 20 | 12 | B | ROME | 29 | 19 | D | |
| NANTES | 24 | 13 | B | DAKAR | 27 | 15 | B | SINGAPOUR | 33 | 29 | C | |
| NICE | 26 | 20 | D | DELHI | 37 | 29 | D | STOCKHOLM | 18 | 5 | B | |
| PARIS-MONTMARTRE .. | 27 | 17 | C | DURBAN | 31 | 25 | N | SYDNEY | 16 | 11 | D | |
| PAU | 26 | 18 | O | GENEVE | 24 | 13 | D | TOKYO | 29 | 18 | A | |
| PERDUE | 20 | 12 | N | HONGKONG | 31 | 28 | C | TUNIS | 31 | 22 | O | |
| RENNES | 25 | 11 | B | JERUSALEM | 29 | 18 | N | VASSOYE | 23 | 8 | D | |
| STRASBOURG | 26 | 15 | N | LEIPZIG | 26 | 18 | N | YENNE | 27 | 20 | D | |
| | | | | LONDRES | 22 | 11 | D | VIENTIANE | 26 | 16 | D | |
| | | | | | | | | | | | | |
| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M |
| avenue | bruisse | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel |
| avenue | bruisse | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel |
| avenue | bruisse | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel | ciel |

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. Bernard SOUDAN, M^{re} Christine VANDELLECHEM, sont heureux d'annoncer la naissance de

Marine et Camille

le 18 août 1987.

39, rue Henry-Promet, 95000 Doullens.

— Mme CHAULET

et

Pierre GIRARD,

ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Victoire.

323, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

Décès

— Rêve Châteaux-Malabry.

M. et M^{re} André Bodok,

Joachim Benham et Andréa,

M. et M^{re} William Bodok

et leurs enfants,

M^{re} Roselyne Bodok.

Les familles Bodok, Benham, Bakis,

Hilouz, Guedj, Salfati, Rosenhaft,

Aronson,

ont le deuil de faire part du décès de

Gilles BODOK,

diplômé de l'ISSEEC,

directeur commercial,

survécu le 1^{er} août 1987 dans sa trentième année.

Les obsèques ont eu lieu le 4 août, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Dames de Plessis,

27, avenue du Plessis,

92290 Châtigny-Malabry.

— Françoise Chotard,

sa compagne, son épouse,

M. et M^{re} Bellard,

ses parents,

Monique Bellard,

Amélie et Gaston Dal Pas

et leurs enfants,

ses sœurs et beau-frère,

M. Chotard,

M. et M^{re} Yves Chotard,

leurs enfants et petits-enfants,

sa deuxième famille,

Tous ses amis,

ont l'immense tristesse d'annoncer la mort

accidentelle de

Christian BELLARD,

survécu le 31 août 1987.

Il réalisait un vieux rêve, apprendre à

voler, avec toute la passion et l'enthousiasme qui l'animaient.

Les obsèques auront lieu le vendredi

4 septembre, à 15 heures, en l'église

Saint-Denis, 60800 Crèpy-en-Valois.

36, rue Renier-Chalon,

B 1060 Bruxelles.

10, rue Alphonse-Carlin,

60800 Crèpy-en-Valois.

6, rue Goussot,

75017 Paris.

— M^{re} Marcel Donès,

M. et M^{re} Jean David,

leurs enfants et petits-enfants,

Le docteur et M^{re} Henry Ducom-

mes,

leurs enfants et petits-enfants,

Le docteur et M^{re} Jean-Pierre Donès,

leurs enfants et petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Marcel DONÈS,

chef d'escadron en retraite,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1914-1918,

croix de guerre 1939-1945,

survécu le 26 août 1987 à Mazza (Van-

chuse).

Les obsèques ont été célébrées le

1^{er} septembre, dans l'intimité familiale,

en l'église Saint-Louis de Vincennes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, allée des Platanes,

94160 Saint-Mandé.

— On nous prie d'annoncer le décès

de

M. Louis DUQUENNE,

survécu le 2 septembre 1987, dans sa

soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le lundi 7 septembre, à 10 h 30, en l'église

Notre-Dame-de-la-Grâce, place Jeanne-

d'Arc, Paris-13^e, sa paroisse.

12, rue des Hautes-Formes,

75013 Paris.

— M. et M^{re} Gilles Schaufelberger,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{re} Jacques Sagot-Groco

et leur fils,

ont le deuil de faire part du décès de

M^{re} Maria Orsola GRECO,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-

mère,

survécus le 21 août 1987, à Lugano.

Les obsèques ont été célébrées le

lundi 24 août 1987, en l'église du Christ-

Reassuré à Lugano.

— Juliette Heymann,

son épouse,

Pierre-Benoît et Monique Heymann,

Dominique et Juliette,

Philippe et Sophie Heymann

et leurs enfants,

M. et M^{re} Claude et Jacky Quinchon,

Boris et Vanessa,

Catherine Heymann,

ses enfants et petits-enfants,

Odette Waite,

sa sœur,

ont le deuil de faire part du décès,

survécus le 1^{er} août 1987 dans sa quatre-

vingt-cinquième année, de

Jean HEYMANN,

ancien propriétaire du Lingot d'or

à Lille,

ancien président

de la Guilde des orfèvres,

membre d'honneur

de la Fédération française d'escrime,

président de jury international

épée-fleuret.

Ses obsèques ont eu lieu le 5 août, à

Lille, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40 Quatre A, rue des Ursulines,

78100 Saint-Germain-en-Laye.

— Catherine et Théo Cockx,

sa sœur et son beau-frère,

annoncent que

Hélène de NOVAR

s'est endormie dans la paix, le 16 août

1987.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue Quinot,

78220 Viroflay.

— M^{re} Jean Richard-Deshais,

Et toute sa famille,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Jean RICHARD-DESHAIS,

président d'honneur

de l'Automobile-Club de France,

président d'honneur de la GTT,

commandeur de la Légion d'honneur,

grand officier

de l'Ordre national du Mérite,

croix de guerre 1914-1918,

médaille de l'aéronautique,

survécu le 2 septembre 1987, dans sa

quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le lundi 7 septembre, à 10 h 30, en l'église

Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy,

10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le conseil d'administration de la

Généralie de transport et d'industrie

VIA GTT

Et le personnel du Groupe

ont le deuil de faire part du décès de

leur président d'honneur,

M. Jean RICHARD-DESHAIS,

survécu le 2 septembre.

— M^{re} Jeanne Saint Jean,

son épouse,

Economie

REPÈRES

Emploi

Chômage

toujours élevé en RFA

Le taux de chômage a légèrement baissé en août par rapport au mois précédent en République fédérale d'Allemagne, passant de 8,7 % à 8,6 % de la population active, a indiqué, jeudi 3 septembre, l'Office fédéral du travail de Nuremberg. Le nombre des chômeurs a atteint 2 247 000 en août (en données corrigées des variations saisonnières), en légère diminution par rapport à juillet (2 251 000), mais en hausse de 2,1 % par rapport à août 1986.

Par ailleurs, dans une étude rendue publique, jeudi 3 septembre, l'Office statistique fédéral de Wiesbaden indique que le salaire annuel brut moyen d'un ouvrier dans l'industrie en RFA a progressé, en 1986, de 3,5 % pour atteindre 41 989 deutschemarks (environ 140 000 F), celui d'un employé masculin a augmenté de 3,9 % et s'élevait à 83 484 deutschemarks (208 000 F).

Finances

publiques

Aggravation

du déficit

budgétaire italien

Les dépenses de l'Etat italien devraient dépasser les prévisions de 19 000 milliards de lires (84 milliards de francs) cette année, a-on appris, jeudi 3 septembre à Rome, au lendemain d'une réunion ministérielle consacrée à la préparation du budget 1988. Cette explosion des dépenses se traduit par une aggravation de 9 000 milliards de lires du déficit public, qui passe ainsi de 100 000 à

109 000 milliards ; les recettes sont,

elles aussi, supérieures aux prévisions, de 10 000 milliards selon les estimations officielles.

Fin juillet, les besoins financiers de l'Etat ont atteint 80 741 milliards de lires, soit 1,2 % de plus que l'année dernière à la même période. Pour 1988, le gouvernement cherche davantage à accroître les recettes (hausse de la TVA, des tarifs postaux...) qu'à comprimer les dépenses, a indiqué M. Amato, le ministre du Trésor italien.

Construction navale

La Corée du Sud

détrône le Japon

Au cours du premier semestre 1987, la Corée du Sud est devenue le premier constructeur naval à la place du Japon. Elle a reçu commande de quatre-vingt-huit navires totalisant 2,33 millions de tonnes (+ 1,4 % par rapport au premier semestre 1986), alors que le Japon a vendu deux cent quatre-vingt-quatre navires, totalisant 2,3 millions de tonnes. Désormais, la Corée du Sud détient 32,1 % du marché mondial de la construction navale et le Japon 31,8 %.

Matériel électrique

Chute

du chiffre d'affaires

Pour la première fois de leur histoire, les fabricants français de matériel électrique voient chuter leur chiffre d'affaires au cours d'un semestre. Il a baissé de 6 % sur les six premiers mois de 1987 par rapport au premier semestre de 1986. Le solde de la balance commerciale reste positif avec 4,8 milliards de francs, mais recule lui aussi de 5 %.

La baisse de la TVA sur l'automobile

Une mesure bien accueillie mais de portée limitée

Satisfaction générale après la baisse de la TVA automobile de 33,3 % à 28 % annoncée par le gouvernement le jeudi 3 septembre. Celle des consommateurs, qui profiteront intégralement de la décision grâce à une diminution des prix de vente de voitures de 4 %. Et celle des constructeurs, qui revendiqueront cette mesure depuis des années, considérant que l'automobile ne constituait pas un produit de luxe justifiant une TVA à 33,3 %. La décision gouvernementale apparaît ainsi justifiée mais opportuniste et de portée limitée.

M. Balladur ne pouvait annoncer mesure plus populaire. Il n'est que de voir la satisfaction affichée de tous bords, depuis M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie se félicitant que « l'action des travailleurs » ait permis la baisse de la TVA automobile, jusqu'au CNPF par la voix de son président, M. François Périgot, en passant par les constructeurs nationaux et étrangers qui en profitent.

M. Calvet, président du directoire de Peugeot SA, a notamment exprimé sa « satisfaction totale » devant une « mesure extraordinairement importante ».

M. Balladur fait preuve, en effet, d'une bienveillance économique. Que signifiait encore d'appliquer une TVA pour produit de luxe à un bien devenu depuis belle lurette produit de grande consommation ? Le groupe Peugeot, comme Renault, dénonçait cette taxation qui appauvrirait fort l'économie de la France à celle de pays en voie de développement soucieux d'économiser leurs devises pour des biens de première nécessité.

Principal secteur industriel national, l'automobile pèse lourd en termes d'emplois et de richesse nationale. Il fait surtout partie de ces « locomotives » technologiques dont l'Hexagone a grand besoin, entraînant les recherches des verriers, des sidérurgistes comme celles des fabricants d'automatismes ou des concepteurs d'ateliers.

Le paradoxe était de voir ainsi un secteur moteur servir de « vache à lait » depuis des années. Car la TVA n'est pas

la seule charge à peser sur l'automobile. M. Calvet regrette dans nos colonnes (Le Monde du 11 septembre 1985), qu'on en soit resté « aux mêmes charges exceptionnelles, fiscales et d'assurances, qu'autrefois ». Il dénonçait alors la TVA, mais aussi la taxe professionnelle, la tarification des produits pétroliers et les tarifs d'assurances.

Populaire, de bon sens économique, la décision de M. Balladur bénéficie en outre d'un formidable alibi européen.

Dans le cadre du grand marché de 1992, les taux de TVA devront être harmonisés, l'objectif souhaitable pour l'automobile se situant entre 18 % et 20 %. La France avec 33,3 % étant, avec l'Espagne, le pays qui avait le plus de chemin à faire. Il paraissait acquis que cette évolution ne pouvait se faire que par étapes. Pourquoi ne pas profiter des milliards supplémentaires qu'offrent les privatisations — on songe à celle de l'UAP plutôt que des AGF — pour réaliser le premier pas ?

Il n'en reste pas moins que cette décision apparaît opportuniste. S'il s'agit de relancer un secteur vital pour la nation, est-ce bien nécessaire de le faire alors que le marché a redressé fortement depuis avril 1986 et devrait atteindre les 2 millions de véhicules cette année, avec une hausse de plus de 8 % sur les huit premiers mois de l'année ? Les constructeurs, tout satisfaits qu'ils soient, n'attendent pas une explosion des ventes.

Les études disponibles montrent qu'une baisse de 10 % des prix de vente entraîne un gain de 3 % en volume. Pour l'actuelle baisse de 4 %, mathématiquement l'impact devrait être de 1,2 %. Soit la marge d'erreur que les experts accordent toujours à leurs prévisions. Renault comme Peugeot estiment d'ailleurs que les consommateurs auront tendance, avec le même budget, à acheter un modèle plus puissant ou avec une option supplémentaire, plutôt qu'à économiser sur leur achat. D'autant que, mis à part les 2 500 F gagnés sur une Citroën AX ou les 5 000 F sur une Renault 25, toutes les autres charges qui pèsent sur l'automobile, restent bien présentes. Et il reste à savoir si les constructeurs qui répercuteront aujourd'hui cette baisse de TVA sur leurs prix de vente, ne se rattraperont pas lors des baisses de tarifs de 1988.

CLAIRE BLANDIN.

Taux de TVA en Europe

| | AUTOMOBILE | REMARQUES | LOCATION DE VOITURES |
|-------------|------------|--|----------------------|
| FRANCE | 28 % | | 28 % |
| RFA | 14 % | | 14 % |
| BELGIQUE | 25 % | 33 % pour les cylindres dépassant 3 litres | 25 % |
| DANEMARK | 22 % | Plus une taxe à l'achat de 185 % | 22 % |
| ESPAGNE | 33 % | | 12 % |
| IRLANDE | 25 % | 23 % pour les cylindres de moins de 2 litres, 26 % au-delà | 18 % |
| ITALIE | 18 % | 38 % pour les voitures à essence de plus de 2 litres et pour les voitures diesel de plus de 2,5 litres | 18 % |
| LUXEMBOURG | 12 % | | 12 % |
| PAYS-BAS | 28 % | Plus un droit d'accise de 16 % sur le prix jusqu'à 16 000 florins et de 24 % au-delà | 28 % |
| PORTUGAL | 16 % | Plus une taxe à l'achat de 81,42 % pour les voitures de moins de 1 400 cm ³ , 40 % de 1 401 à 1 750 cm ³ , 67 % de 1 751 à 2 000 cm ³ , 95 % au-delà de 2 000 cm ³ | 16 % |
| ROYAUME-UNI | 15 % | Sur le prix hors taxe le total des prélèvements s'élève à 24,59 % (TVA plus « car tax ») | 15 % |
| GRÈCE | 6 % | | 8 % |

La saison des cadeaux

sont si variés et nombreux qu'on en oublie peut-être...

Il est bien loin le temps où la droite, ayant gagné les élections du 16 mars, décrivait la situation des finances publiques en France en termes sinistres. Brusquement, comme par un coup de baguette magique, la progression des dépenses publiques est ramenée à peu de chose. Les recettes fiscales sont si abondantes qu'elles dépassent toutes les prévisions (encore 5 à 6 milliards de plus-values subitement apparus, selon M. Juppé). Le déficit budgétaire fond comme neige au soleil.

La bonne gestion de la droite permettrait au gouvernement de reprendre l'initiative, de réduire les impôts, de rendre à chacun — et à chaque groupe professionnel — ce qui lui est dû au nom de l'équité et de l'efficacité économique.

La vérité est probablement tout autre. Les socialistes, après leurs excès initiaux, ont commencé à serrer les vis dès 1983, et, en 1986, la droite a trouvé une situation budgétaire très assainie : rigueur salariale pour les fonctionnaires, baisse des effectifs de la fonction publique, économies sur les bonifications d'intérêt... Une situation d'autant meilleure que le contre-choc pétrolier ayant enrichi les firmes, celles-ci rendent maintenant à l'Etat — sous forme d'abondants impôts sur les sociétés — une partie de cette manne.

L'aisance budgétaire actuelle, c'est d'abord cela : la rigueur presque continue des années qui suivirent 1983, les retombées fiscales de la manne pétrolière. Et maintenant, l'argent des privatisations. L'ennui, c'est qu'une telle conjonction miraculeuse ne

durera pas, alors que dureront les réductions fiscales de toute nature, si généreusement distribuées depuis un an.

Gagner les élections, mais après...

ALAIN VERHOLLES.

(1) Le taux de TVA à 33,3 % (autos, motos, photo, son, parfums...) a rapporté 44,5 milliards de francs à l'Etat en 1986. Le taux normal de 18,6 %, qui frappe la plupart des produits manufacturés et de nombreux services, a rapporté la même année 406 milliards de francs. Le taux réduit, de 7 % (bibliothèque, transports, livres, médicaments...), a rapporté 9,1 milliards de francs, tandis que le taux super-réduit, de 5,5 %, qui s'applique surtout aux produits alimentaires, rapportait 13 milliards de francs. La baisse du taux majoré de TVA à 28 % sur l'automobile entrainera, si elle est bien répercutée sur les prix de détail, une baisse de 0,2 % de l'indice INSEE, baisse concentrée sur septembre et octobre.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

OBJET — Franchissement de l'Estuaire de la Seine entre LE HAVRE et HONFLEUR

Enquêtes publiques

PREMIER AVIS

M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime, M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Basse-Normandie et du département du Calvados, M. le Préfet, Commissaire de la République du département de l'Eure, informent le public que par arrêté en date des 27 juillet, 4 août et 10 août 1987, ils ont prescrit l'ouverture :

- d'une enquête publique en application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement sur les territoires des départements de la Seine-Maritime, du Calvados et de l'Eure ;
- d'une enquête publique relative au changement d'utilisation de zones de domaine public maritime sur les territoires des départements de la Seine-Maritime, du Calvados et de l'Eure ;
- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de franchissement de l'Estuaire de la Seine entre Le Havre et Honfleur sur les territoires des départements de la Seine-Maritime et du Calvados.

Des dossiers ne rapportant aux trois enquêtes énumérées ci-dessus seront déposés dans les lieux suivants où chacun pourra en prendre connaissance pendant trente-huit jours consécutifs, du mardi 22 septembre 1987 au jeudi 29 octobre 1987 inclus :

- à la sous-préfecture de Honfleur de 8 h à 16 h, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Sandouville, de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, de 9 h à 11 h 30, les mercredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la sous-préfecture de Lisieux, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h, les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Honfleur de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis et de 9 h à 12 h, les samedis (dimanches et jours fériés exceptés) ;

Pendant le même délai des dossiers portant seulement sur les enquêtes publiques sur la protection de l'environnement, sur la protection du littoral, notamment le changement d'utilisation du domaine public maritime, sont déposés dans les lieux suivants où chacun peut en prendre connaissance :

- à la Préfecture d'Evreux de 8 h 30 à 12 h 30 et 14 h à 18 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Benneville, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis et de 9 h à 12 h, les samedis (dimanches et jours fériés exceptés) ;

Pendant le même délai, les dossiers techniques sont déposés, à titre d'information, dans les mairies de La Rivière-Saint-Sauveur et d'Oudalle aux jours et heures d'ouverture habituels des mairies.

Les membres de la commission d'enquête recevront, en personne, les observations du public :

- le 22 septembre 1987, à la sous-préfecture de Honfleur de 14 h 30 à 16 h ;
- le 8 octobre 1987, à la sous-préfecture de Lisieux de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- le 29 octobre 1987, à la sous-préfecture de Honfleur de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Un des membres de la Commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public :

- le 10 octobre 1987, à la mairie de Benneville de 9 h à 12 h ;
- le 14 octobre 1987, à la sous-préfecture de Honfleur, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ;
- les 17 et 24 octobre 1987, à la mairie de Sandouville, de 9 h à 11 h ;
- les 17 et 24 octobre 1987, à la mairie d'Honfleur, de 9 h à 12 h.

La Commission d'enquête sera présidée par :

- M. Henri Briquet, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, domicilié 116, square de l'Albion à Paris (75016),

Avec lequel siègeront :

- M. Francis Prunet, ingénieur général des Travaux publics et du Génie civil à la retraite, domicilié 134, boulevard d'Haupont à Trouville (14360) ;
- M. Yves Fache, ingénieur en retraite, domicilié La Mayenne, 796, rue du Docteur-Gaillet, Les Ambieux-sur-le-Port-Saint-Ouen (76520).

Le rapport et les conclusions motivées de la Commission d'enquête seront déposés au Tribunal administratif de la Seine-Maritime, à la sous-préfecture de Honfleur, à la mairie de Sandouville, à la préfecture de Calvados, à la sous-préfecture de Lisieux, à la mairie d'Honfleur, à la Préfecture de l'Eure, à la mairie de Benneville, ainsi qu'à la Préfecture de la Seine-Maritime — direction départementale de l'équipement, cité administrative Saint-Sever à Rouen.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

(Suite de la première page.)

Toutes ces mesures, prises séparément, peuvent être facilement justifiées. On l'a vu pour l'automobile (1), on le démontrerait pour les forains, qui étaient injustement traités — fiscalement s'entend — par rapport aux grands parcs de loisirs auxquels sont accordés, depuis le 1^{er} janvier 1987, le taux réduit de 7 %.

Mais on n'arrive pas à voir de véritable cohérence dans ce feu d'artifice de bonnes nouvelles. Le gouvernement prétend tout à la fois réduire le déficit budgétaire, stimuler les initiatives en réduisant l'impôt sur le revenu des contribuables moyens et fortunés, alléger les charges des entreprises, préparer la grande échéance du marché unique européen, rétablir l'équilibre des finances sociales. M. Chirac nous pardonnera, mais ses objectifs

Forains en fête

120 millions de francs par an, tel est le « cadeau » que M. Jacques Chirac et son gouvernement viennent de faire aux forains, en ramenant le taux de la TVA sur les jeux et les manèges de 18,60 % à 7 %. Cette mesure a été annoncée à grand bruit, jeudi 3 septembre, par le premier ministre lui-même, revenant à peine du Québec, au cours d'une conférence de presse à l'Hôtel de Ville de Paris. Comme pour donner plus d'éclat à la cérémonie, trois ministres entouraient M. Chirac : MM. Alain Juppé (budget), Georges Chavanes (artisanat) et Robert Pandraud (secrétariat).

La baisse de la fiscalité sur les fêtes foraines était devenue inévitable, depuis que les promoteurs américains du parc d'attraction d'Eurodisneyland avaient obtenu, en décembre 1985, du gouvernement socialiste de M. Laurent Fabius, que leur soit appliqué un taux de TVA réduit à 7 %. Le même avantage fut ensuite tout naturellement accordé aux autres projets de parcs récréatifs. Mais on ne sait pourquoi les barques foraines n'ont pas eu droit à la même générosité.

Les professionnels de la fête traditionnelle, qui se sentaient déjà menacés par l'intrusion des divertissements à l'américaine, en avaient conçu un vif ressentiment. Ils l'avaient notamment exprimé lors de l'ouverture du premier parc « moderne », celui de Mirapolis, situé au nord de Paris, en saccageant quelques installations. Or les entreprises artisanales de fêtes foraines sont au nombre de cinquante mille et font vivre environ trois cent mille personnes.

Aux représentants des forains réunis devant lui M. Chirac a promis que ses services allaient examiner avec bienveillance d'autres « discriminations » pesant sur leur profession, comme les avances au Trésor et la taxe locale sur les appareils automatiques. Enfin, il leur a annoncé que M. Georges Chavanes, ministre de l'artisanat, et M. Michel Giraud, président de l'Association des maires de France venaient d'écrire aux trois cent dix membres de l'association pour leur recommander de passer des conventions avec les forains leur assurant la garantie qu'ils pourraient continuer à planter leurs chapiteaux comme par le passé.

Pour donner le bon exemple, le maire de Paris a signé au champ avec ses interlocuteurs un protocole fixant les règles du jeu entre la Ville et les forains. Celui-ci s'engageait (comme s'il n'y avait pas déjà tenu) à respecter la réglementation et la municipalité leur promet qu'ils conserveront dans la capitale leurs emplacements coutumiers. Ainsi, les Parisiens continueront à bénéficier chaque année de la Foire du Trône au bois de Vincennes au mois de mai et de la Fête à Neuvers dans le bois de Boulogne, en septembre.

Devant de telles « marques d'estime », M. Marcel Campion, le bouillant leader des forains, ne pouvait que se confondre en remerciements. Pour ne pas être en reste, il a promis, au nom des siens, que le 16 décembre prochain, juste avant Noël, toutes les barques, jeux, manèges et attractions de France fonctionneront gratuitement pendant une journée entière.

M. AMBROISE-RENDU.

Manœuvres boursières autour de Prouvost et de la Navigation mixte

Qui prendra le contrôle de Prouvost ?

Autour des colonnes du palais Brongniart, peu d'investisseurs se risquent en pronostics. La plupart avouent même ne plus rien y comprendre.

Jour après jour, l'incertitude grandit à propos de la bataille boursière qui oppose M. Jérôme Seydoux, président des Chargeurs, et M. Christian Derveloy, président de Prouvost. Jeudi 3 septembre, M. Derveloy et ses amis ont repris l'avantage en annonçant avoir acquis, par l'intermédiaire de Vinos, un bloc de 220 000 titres, représentant 4,5 % du capital du groupe lauréat.

Leur participation s'élève à présent à 40 % (24 % par l'intermédiaire de Vinos et 16 % par la Saffit et les banques amies) contre 36,67 % pour les Chargeurs. De plus, compte tenu des droits de vote double, M. Derveloy et ses alliés contrôleraient environ 49 % des droits de vote. Il ne leur reste donc qu'à acquiescer environ 100 000 titres pour contrôler le groupe, sans le soutien des familles fondatrices.

La cohésion de ces familles s'est en effet effritée au fur et à mesure de la hausse du titre. Leur participation, qui était encore de 29 % en début d'année, est à présent ramenée à 5 %. Cette part est détenue par la famille Lefebvre. Les Prouvost, qui détenaient encore 5 %, n'ont à présent plus d'intérêt dans cette affaire, a annoncé un représentant de la direction du groupe lauréat.

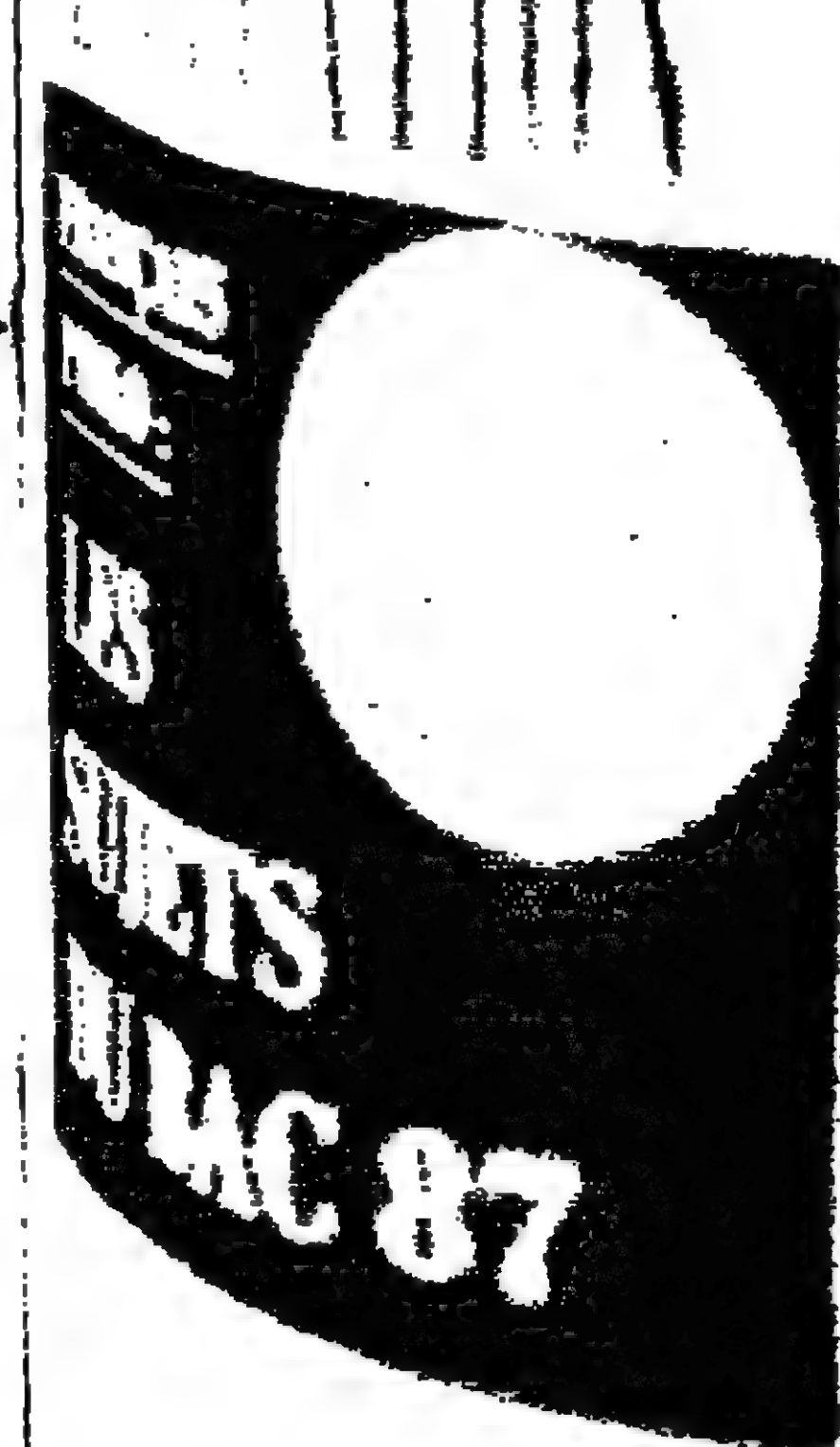
Les boursiers observent également avec intérêt l'effervescence autour de la Navigation mixte. Ce titre a enregistré jeudi une hausse de 8 % et, depuis le début de la semaine, plus de 5 % du capital a changé de mains. Sans qu'on en connaisse les raisons. Les noms de MM. Didier Pineau-Valencienne, président de Schneider, associé à M. Claude Bébear, président d'Axa, sont souvent cités comme étant ceux des mystérieux acheteurs.

Le capital de la Mixte est mal verrouillé. Les principaux actionnaires connus sont le Crédit Agricole (9,4 %), le Crédit lyonnais (4,5 %) et la Générale de Belgique (3,5 %). Consécutif de cette fragilité, le président de la Mixte, M. Marc Fournier, a entrepris depuis juillet une série d'actions pour se défendre. La Société générale, qui est entrée dans le Monde SA (filiale de la Mixte), devrait, à la suite de la fusion de cette compagnie d'assurances avec sa maison mère, détenir 4 % du capital de la Mixte.

De même l'offre publique d'échange lancée sur Fichtel-Bauche devrait permettre à la famille Richard, qui contrôle ce groupe, de détenir 6 % des actions. Pour se défendre, la Mixte change également de taille.

Elle vient de prendre une participation de 5 % dans la SFIM et pourrait ne pas en rester là.

DOMINIQUE GALLOS.



سكنا من الانوار

Economie

AFFAIRES

Une saison médiocre

La France régresse à la quatrième place des pays touristiques

Pour la première fois, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, accompagnait, le 3 septembre, son secrétaire d'Etat au tourisme, M. Jean-Jacques Descamps, à l'heure du traditionnel bilan de la saison estivale. « *Beau temps, mais quelques nuages* », a résumé M. Madelin, qui, tout en soulignant les progrès réalisés en dix ans (solde de la balance touristique multiplié par dix : 36 millions d'étrangers accueillis en 1986, contre 25 millions en 1976), a insisté sur les effets d'une concurrence de plus en plus vive.

Ainsi, après le « pic de 1982 », la France a enregistré une lente dégradation de ses résultats, perdant des parts de marché et chutant, au palmarès mondial, de la troisième à la quatrième place, derrière les Etats-Unis, l'Italie et l'Espagne.

« En 1980, a précisé le ministre, la France enregistrait 6 milliards de recettes touristiques de plus que l'Espagne ; en 1986, 16 milliards de moins... » Conclusion ministérielle : la France est confrontée à un sérieux problème de compétitivité et souffre de retards importants en matière d'innovation, de rapports qualité-prix, de marketing et d'accueil.

Dans ce contexte, a estimé le ministre, le marché unique européen constitue un risque ou une chance. D'où le brancard de combat actuel. Les dossiers ne manquent pas, à commencer par celui de la fiscalité dans l'hôtellerie de luxe et pour la location de voitures, où la baisse du taux de TVA sur les automobiles, annoncée le jour-même, a été jugée comme un pas dans la bonne direction.

Sacrifiant ensuite à la tradition du bilan estival, Jean-Jacques Descamps a qualifié la saison d'été 1987 de « moyenne ». Le taux de départs des Français est resté à peu près le même qu'en 1986, mais ceux qui sont partis ont été plus nombreux à franchir nos frontières. Quant aux étrangers, leur nombre a augmenté avec un essor important des Italiens et des Espagnols et une progression des Nord-Américains. Côté américain, une clientèle en baisse, plus jeune et moins fortunée, ce qui explique notamment les difficultés de la grande hôtellerie parisienne. A

Une situation « préoccupante »

Une situation que M. Descamps a jugée « préoccupante », en constatant à son tour que des pays voisins et concurrents (Espagne et Italie), soumis aux mêmes aléas que nous (météo médiocre, cours du dollar), enregistraient cependant des résultats meilleurs que les nôtres. Reconnaissant les effets négatifs de l'obligation de visas pour les touristes extérieurs à la Communauté et d'une TVA élevée sur l'hôtellerie de luxe et la location de voitures, il a surtout imputé notre « recul relatif » aux goûts d'une clientèle qui se mondialise et qui, dans une situation de concurrence de plus en plus vive, recherche le meilleur accueil et le meilleur rapport qualité-prix. Il constate que la France donne aujourd'hui « l'impression de s'essouffler » malgré les multiples atouts dont elle dispose.

Pour M. Descamps, une relance s'impose. Mais c'est essentiellement par l'accroissement de la fréquentation étrangère que l'on pourra assurer l'essor de ce secteur. Pas question en effet, a-t-il expliqué, de contrarier la progression, inéluctable, des séjours des Français à l'étranger. Tout au plus peut-on espérer ralentir cette tendance. Il importe donc d'adapter nos produits aux attentes de la clientèle étrangère, d'améliorer nos efforts commerciaux et notre sens de l'accueil (la campagne menée en 1987 sera amplifiée en 1988), tout en poursuivant la politique d'accompagnement des entreprises et des collectivités locales menée depuis mars 1986.

Laisser faire

Evocant l'importance de la promotion de nos produits touristiques, le secrétaire d'Etat a plaidé une nouvelle fois en faveur d'actions collectives (« nos moyens sont aussi importants que ceux de l'Espagne, mais nos actions trop dispersées ») et a estimé par conséquent que la création d'une « maison de la France » se justifiait plus que jamais pour produire une dynamique et une cohésion entre les différents acteurs du secteur touristique. Début novembre, a-t-il annoncé, devrait être présentés les premiers travaux de cette « maison » dont l'intersyndicale de la direction de l'Industrie touristique constatait récemment que « neuf mois après sa création officielle, elle n'avait même pas accouché d'une souris ».

PATRICK FRANCÈS.



BERNE de notre correspondant

Une cérémonie officielle marque vendredi 4 septembre, à Zurich, le cinquantième anniversaire de la signature dans la métallurgie helvétique de la première convention dite de la « paix du travail ». L'accord s'étant généralisé, syndicats patronaux et ouvriers réglèrent depuis un demi-siècle leurs différends par la négociation. Ainsi la Suisse ne connaît-elle pratiquement plus de grèves.

Autre manière de se distinguer : Berne s'est contentée d'envoyer un simple observateur au deuxième sommet de la francophonie à Québec. De crainte de devoir s'associer à des votes de nature politique. Enfin, l'écologie oblige le département militaire fédéral vient de décider l'achat de nouvelles jeeps munies de catalyseurs. Ainsi l'armée helvétique sera-t-elle la première au monde à disposer de véhicules tout terrain roulant à l'essence sans plomb.

La liste est longue des particularismes que se complait à cultiver la Confédération Pays respectueux pour son conformisme, la Suisse ne cesse de se distinguer. Sa prospérité et ses performances économiques en font le très bon élève de la classe, souvent cité en exemple, dépassant les autres à force de perfectionnisme.

Une situation presque idyllique : moins de 1 % de chômeurs, à peine 1 % d'inflation, une croissance soutenue, un budget plus qu'équilibré, des salaires en légère hausse, des bénéfices confortables. Sans parler d'une balance des paiements largement excédentaire, qui compense le déficit traditionnel du commerce extérieur. Autant de conditions assurées aux Suisses le niveau de vie le plus élevé des pays industrialisés.

On aime répéter ici que les succès économiques reposent sur trois piliers : l'efficacité industrielle, le dynamisme financier, le consensus social et politique. Le pays se classe

REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Suisse : « Y en a point comme nous »

au deuxième rang pour la compétitivité industrielle, derrière les Etats-Unis mais avant le Japon. Grâce à la stabilité de sa monnaie, le marché suisse des capitaux multiplie les performances. Quant aux tensions politiques et sociales, elles sont estompées par le compromis, qui est une sorte de devoir national. L'application de la proportionnelle dans la composition du gouvernement — ce qu'on appelle la « formule magique » — associant les principaux partis de droite et de gauche à la gestion des affaires, n'a qu'un inconvénient : un débat d'idées un peu plat, pas de bouleversements.

La paix du travail, si elle épargne au pays les mouvements revendicatifs, agit beaucoup comme un anesthésiant. Les Suisses, par exemple, se sont singularisés en refusant par référendum d'abaisser la durée hebdomadaire du travail ou de s'octroyer une cinquième semaine de congés payés. Et, comme si cela n'était pas assez, le gouvernement vient de recommander aux électeurs de rejeter une initiative syndicale visant à réduire, par étapes, à quarante heures une semaine de travail qui dure souvent encore quarante-quatre heures. Motif invoqué : se consacrer à la capacité concurrentielle de l'économie nationale.

Façonné au moule de l'« homme helvétique », le Suisse se voit régulièrement rappeler le prix de son confort. « *Chez nous, répète-t-on, ceux qui seraient tentés de l'oublier une brochure officielle, l'amour du travail bien fait est proverbiale* ». Pas étonnant dès lors que 71 % des confédérés pensent que « vivre, c'est travailler ».

« Y en a point comme nous », disait par dérision un chansonnier. Orgueilleux de sa prospérité, la Suisse n'en finit pas de faire bande à part. Ilot privilégié, épargné par la guerre et demeuré un peu aux frontières de l'histoire, la Suisse s'accroche à son « cadre particulier ». Se neutralise, ses structures politiques, son système de démocratie semi-

direct, son armée-milice et son secret bancaire sont autant de signes distinctifs. L'un des derniers pays du monde à avoir reconnu le droit de vote aux femmes, la Suisse se tient volontairement à l'écart de l'ONU, de la construction européenne, du FMI et de la Banque mondiale...

Etre sage tout seul, est-ce possible ? Le conformisme ambiant, le repli sur soi, ont alimenté un « malaise helvétique ». Dans un mouvement de révolte aussi bref que tapageur, des jeunes s'étaient mobilisés il y a quelques années à Zurich derrière le slogan « *Raser les arbres pour que l'on voit la mer* ». Cela apparaît au passé. Mais la Suisse sait qu'elle ne saurait vivre en vase clos et que plus que quiconque elle dépend de ses échanges extérieurs.

L'horlogerie, qui a perdu 58 000 emplois en quinze ans, se reconstruit dans la douleur. Un des fleurons de l'industrie helvétique des machines, le groupe Brown Boveri vient d'avouer en fusionnant avec la

société suédoise ASEA que des révisions déshonorantes s'imposaient pour affronter la concurrence internationale. Les banques suisses elles-mêmes sous la pression des Etats-Unis sont parfois contraintes d'accepter des ententes au principe du secret absolu, comme on l'a vu dans l'affaire de l'« Irangate ». La Suisse qui réalise plus de la moitié de son commerce extérieur avec la CEE devra s'adapter pour ne pas manquer le coche. Le luxe du splendide isolement est peut-être devenu trop cher. Comme l'est celui de boire en Suisse...

JEAN-CLAUDE BUHRER.

* Dans la série « Regards sur l'étranger », nous avons publié, dans nos éditions des 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29 août et 3 septembre, des articles sur la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Chine, la Suède, la Grande-Bretagne, le Canada, les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis, le Mexique et le Japon.

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté interpréfectoral en date du 23-6-1987, MM. les Préfets, Commissaires de la République des départements de Meurthe-et-Moselle, des Ardennes de la Moselle ont prescrit l'ouverture d'une enquête publique portant sur la loi sur :

2 circuits 400 000 volts LONNY-MOULAIN et MOULAIN-VIGY qui traversent le territoire des départements et communes suivants :

ARDENNES : HARRY, LONNY, SORMONNE, MURTEL, BOGNY, REMILLY-LES-BATHES, SAINT-MARCEL, SURY, THIESS, LONNON, WARNECOURT, EVIGNY, LA-FRANCOISVILLE, SAINT-MARCEL, LES AVELLES, CHALANDRY, ELAIRE, EPREIGNY, BOUTANCOURT, FLIZE, DOM-LE-MESNIL, VILLERS-LE-SEC, ORIGNY, SAINT-PIERRE, CHEMERY, BAR, MAISONCELLE et VILLERS, RAUCOURT et FLABA, LA BESACE, YONCO, BEAUMONT, ARGONNEN.

MEUSE : RUPT, SUTTHAIN, MARVILLE, JAMETZ, REMOIVILLE, LOUPPY, MOUTON, JUVIGNY, SUTTHAIN, QUINCY, LANZOUÉ, HAN, JUVIGNY, ARANCY, SUR CRUSNE, SORBEY, SAINT-LAURENT, SUTTHAIN, ROUVROIS-SUTTHAIN, BAALON, STENAY, LANZOUÉ, SUTTHAIN, CESSÉ.

MOSELLE : CONS, GRANDVILLE, GRAND-FAILLY, BEUVEILLE, MONTIGNY, SUTTHAIN, UNGNY, CUTRY, CHENIERES, HAUCOURT-MOULAIN, VILLERS-LE-MONTAGNE, LAIX, MORFONTAINE, VILLE-VALENTIN, VIVRY-COURT, LORVILLE, METZ, MERCVILLE, MURVILLE, PREUTIN, HIGNY, MAIRY-MAINVILLE, LANDRES, ANOUX, LANTEFONTAINE, LES BAROCHES, MOUTIERS, VALLE-ROY, MOINEVILLE, AUBOUR, BATILLY, SAINT-AUL, NORROY-LE-SEC.

MOSELLE : SAINT-MARIE-LES-CHENES, SAINT-PIERRE-LE-MONTAGNE, BRONVAUX, RONCOURT, MARANGE, SILVANGE, FEVES, SEMECOURT, MAIZIERES-LE-METZ, HAUCOURT, ARANCY, ANTYLL, VIGY, SUTTHAIN, VIGY.

La modification des plans d'occupation des sols des communes de : BEUVEILLE, CHENIERES, ANOUX, LANTEFONTAINE et VALLE-ROY, dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE ; CHALANDRY ELAIRE et DOM-LE-MESNIL, dans le département des ARDENNES ;

BRONVAUX et FEVES, dans le département de la Moselle. Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 75-629 du 10 juillet 1976, le dossier, présenté par ELECTRICITE DE FRANCE, service national, comporte une étude d'impact.

Parallèlement, une instruction administrative est ouverte sur la modification des plans d'occupation des sols des communes de CHALANDRY-ELAIRE, DOM-LE-MESNIL, BEUVEILLE, CHENIERES, ANOUX, LANTEFONTAINE, VALLE-ROY, BRONVAUX et FEVES, dont les pièces justificatives sont jointes au dossier d'enquête.

Toute personne pourra prendre connaissance du dossier pendant une durée de deux mois, du 3 août 1987 au 30 septembre 1987 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux dans les préfectures des ARDENNES, de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, des sous-préfectures de SEDAN, VERDUN, BRIEY et METZ-CAMPAGNE et des mairies des communes de :

RENWEEZ, MEZIERES (hôtel de ville), FLIZE, SEDAN, RAUCOURT et FLABA, MOULON, CHALANDRY-ELAIRE et DOM-LE-MESNIL, dans le département des ARDENNES ; DANVILLERS, MONTMÉDY, SPINCOURT, STENAY et MARVILLE, dans le département de la MEUSE ;

LONGUYON, MONT-SAINT-MARTIN, HERSERANGE, VILLE-VALENTIN, AUDUN-LE-ROMAN, BRIEY, HOMECOURT, CONFLANS-SAINT-REMY, BEUVEILLE, ANOUX, CHENIERES, LANTEFONTAINE et VALLE-ROY, dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ROMBAS, MAIZIERES-LE-METZ, VIGY, BRONVAUX et FEVES, dans le département de la MOSELLE. Les intéressés pourront, soit consigner directement leurs observations sur les registres d'enquête prévus à cet effet, soit les adresser, par écrit, au Président de la Commission d'enquête, M. Roger MUNIER, préfet de Meurthe-et-Moselle, Case officielle 31 - 54038 NANCY-CEDEX (direction de la réglementation - 2^e bureau).

M. Jean SERGENT, membre de la Commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

1^o A la préfecture des ARDENNES (CHARLEVILLE-MEZIERES) Bureau urbanisme et environnement le mardi 22 septembre 1987 de 9 heures à 12 heures.

2^o A la mairie de CHALANDRY-ELAIRE (ARDENNES) Le mardi 22 septembre de 15 heures à 18 heures.

3^o A la sous-préfecture de SEDAN (ARDENNES) Le vendredi 25 septembre 1987 de 9 heures à 12 heures.

4^o A la mairie de DOM-LE-MESNIL (ARDENNES) Le vendredi 25 septembre 1987 de 15 heures à 18 heures.

5^o A la sous-préfecture de BRIEY (MEURTHE-ET-MOSELLE) Le mardi 22 septembre 1987 de 9 heures à 12 heures.

6^o A la mairie de MARVILLE (MEUSE) Le mercredi 23 septembre de 15 heures à 18 heures.

M. Roger MUNIER, Président de la Commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

1^o A la mairie de LONGUYON (MEURTHE-ET-MOSELLE) Le mardi 22 septembre de 9 heures à 12 heures.

2^o A la mairie de LANTEFONTAINE (MEURTHE-ET-MOSELLE) Le mardi 22 septembre de 15 heures à 18 heures.

3^o A la sous-préfecture de BRIEY (MEURTHE-ET-MOSELLE) Le mercredi 23 septembre de 9 heures à 12 heures.

4^o A la mairie de BEUVEILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE) Le mercredi 23 septembre de 15 heures à 18 heures.

5^o A la sous-préfecture de METZ-CAMPAGNE (MOSELLE) Le jeudi 24 septembre de 9 heures à 12 heures.

6^o A la mairie de BRONVAUX (MOSELLE) Le jeudi 24 septembre de 15 heures à 18 heures.

A l'expiration du délai d'enquête, toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées de la Commission d'enquête pendant un an à compter de la date de clôture de ladite enquête dans tous les lieux où un registre a été ouvert au public.

TRANSPORTS

Privatisation de compagnies aériennes au Japon et en Argentine

Le Parlement japonais a approuvé, le 4 septembre, le projet de loi autorisant le gouvernement à vendre 34,5 % du capital de la compagnie aérienne nationale Japan Air Lines (JAL). Le montant de cette cession pourrait atteindre 15,5 milliards de francs. JAL, qui possède 90 avions et dessert 69 destinations internationales, faisait l'objet de critiques en raison de sa gestion peu performante. La catastrophe aérienne, qui a coûté le 12 août 1985 la vie à 520 personnes à l'ouest de Tokyo, a accéléré le processus de privatisation. Selon un statut privé la compagnie des prêts à faible taux d'intérêt garantis par le gouvernement.

En Argentine, c'est par une petite compagnie aérienne, Austral, que le gouvernement de Buenos-Aires a inauguré sa politique de privatisation des entreprises d'Etat. Austral a été vendue pour le prix de 90 millions de francs au consortium Ciel del Sur, appartenant à Industrias Metalurgicas Pescarmona, Riva et Hugo Bunge. L'acquéreur s'est engagé à respecter les contrats de leasing signés entre le gouvernement et le constructeur américain McDonnell Douglas.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

M. Goldsmith renonce à Pan Am

Sir James Goldsmith, ancien propriétaire de la Générale occidentale et de l'hémodialecte l'Express, n'achètera pas la compagnie aérienne américaine Pan Am. Après une étude approfondie de la situation de ce transporteur prestigieux, qui a accumulé un déficit de 1,5 milliard de dollars entre 1981 et 1986, Sir James vient de renoncer à entrer dans le capital de Pan Am. Il en a informé le président de la compagnie en lui conseillant de trouver 412 millions de dollars et de fermer ses lignes domestiques : « Les problèmes de Pan Am ne peuvent être résolus que par une restructuration totale et pas seulement par des concessions salariales ». D'autres acheteurs demeurent sur les rangs, car Pan Am commence à mieux se porter, comme le prouve le bénéfice de 10 millions de dollars enregistré au deuxième trimestre 1987, le premier depuis deux ans.

IBM et Ericsson développeront en commun des logiciels de télécommunications

IBM et la société suédoise de télécommunications Ericsson ont signé un accord en vue de développer en commun des logiciels informatiques pour les réseaux téléphoniques publics. Cet accord « de long terme » n'est pas exclusif, chacun des partenaires pouvant conclure d'autres alliances. Il s'agit d'écrire des logiciels qui faciliteront le transfert de données sur les lignes téléphoniques, par exemple le signal de vérification de validité de cartes de crédit. Ericsson a déjà signé des accords avec Siemens (radio-téléphone) ou Texas Instruments (composants). IBM, de son côté, contrôle Rolm, fabricant de centraux téléphoniques pour entreprises.

Les Lloyd's réalisent des bénéfices records

Les assureurs londoniens Lloyd's ont réalisé, en 1984, un bénéfice record de 279 millions de livres (2,5 milliards de francs environ), enregistrant une progression de 68 % par rapport à l'année précédente, et cela malgré les pertes importantes subies aux Etats-Unis. Les résultats sont traditionnellement annoncés avec trois ans de décalage, car ils ne peuvent être établis qu'après la règlement de tous les litiges.

Les bénéfices de 1984 représentent 10 % des primes nettes perçues. Ils n'en représentaient que 7 % en 1983. M. Peter Miller, le président des Lloyd's, a indiqué que les résultats, en 1985, seraient encore meilleurs et que, selon lui, 1986 serait aussi « un grand cru ».

Le Monde

L'Éducation

FRANÇAIS
PHILO :

présentation :
par thèmes avec
des commentaires
pédagogiques
et des
exercices

LES SUJETS DU BAC 87

NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1987
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Economie

FINANCES

Selon le FMI

Les fuites de capitaux des pays du tiers-monde ont atteint 300 milliards de dollars entre 1974 et 1985

L'hémorragie massive de capitaux des pays du tiers-monde au cours des dix dernières années a probablement handicapé leur croissance économique et aggravé la crise de la dette, estime le Fonds monétaire international (FMI), dans la dernière livraison de sa revue *Staff Studies for the World Economic Outlook*.

La fuite des capitaux du tiers-monde s'est élevée à quelque 300 milliards de dollars de 1974 à 1985, dont plus de la moitié en provenance de l'Amérique latine, le continent le plus endetté, estime M. Michael Deppler, directeur adjoint du service de recherche économique du FMI.

L'étude du FMI cite à cet égard une récente lettre d'information de la Morgan Guaranty, quatrième banque américaine, qui explique que la fuite des capitaux rend « les créanciers, aussi bien privés que publics, de moins en moins disposés, et à juste titre, à prêter de nouveaux fonds à ces pays, à moins que ces derniers ne mettent un terme à ce phénomène ».

En revanche, la Morgan Guaranty a noté un mouvement inverse dans certains pays en 1986, souligne

● Légère accélération de l'inflation en Italie. — Les prix au détail ont augmenté en Italie de 0,3 % en août par rapport au mois de juillet 1987 et de 4,5 % par rapport à août 1986.

Ces résultats confirment la légère accélération du rythme annuel d'inflation en Italie, qui avait été de 4,1 % en juin et de 4,4 % en juillet.

En juillet 1988, les prix augmentaient de 6,4 % l'an, ce qui constituait le taux d'inflation le plus élevé des grands pays industrialisés. Sur l'ensemble de l'année dernière, la hausse avait été de 6,1 % après + 5,4 % en 1985 et + 11,1 % en 1984.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DUMENIL LEBLE

ATTRIBUTION GRATUITE ET PROGRESSION DES RÉSULTATS DE 50 %

Le directeur du 26 août 1987, présidé par M. Jacques Antoine de Goffrier, a décidé d'attribuer aux actionnaires une action gratuite pour dix actions anciennes par incorporation au capital de réserves ou de primes d'émission dans le cadre de l'autorisation de l'assemblée extraordinaire du 3 juin 1987. Le directeur décide de procéder à l'augmentation de capital pour un montant de 19 398 000 francs et d'attribuer 258 640 actions nouvelles de 75 francs de valeur nominale créées à raison d'une action nouvelle pour dix anciennes, avec jouissance au 10 janvier 1987. L'opération d'attribution des actions gratuites débutera le 15 septembre 1987 et les actions nouvelles feront l'objet d'une demande d'inscription à la cote du second marché de la Bourse de Paris.

Cette attribution est à relier à l'activité très favorable du premier semestre durant lequel le groupe dégage un résultat brut consolidé (après provisions et avant impôt) de 260 millions de francs contre 340 millions sur l'ensemble de l'exercice 1986 à périmètre de consolidation constant (à noter que les différentes diversifications tant en France qu'à l'étranger seront de nature à élargir ce périmètre de consolidation au 31 décembre 1987). Le développement et la diversification des activités du groupe DUMENIL LEBLE se concrétisent sur cet exercice par un équilibre en matière de contribution aux résultats des diverses activités (telles que les activités hors marchés) et conduisent à confirmer les estimations sur le résultat net du groupe qui s'établissent à environ 305 millions pour l'exercice 1987.

LVMH

MOËT HENNESSY. LOUIS VUITTON

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES DE FUSION

A la suite des décisions prises par les conseils d'administration et de surveillance de Moët-Hennessy et de Louis Vuitton en juin et juillet 1987, les actionnaires des deux sociétés, au cours de leurs assemblées générales extraordinaires du 2 septembre 1987, ont approuvé la fusion de la société Moët-Hennessy avec la société Louis Vuitton. La société s'appellera désormais LVMH MOËT-HENNESSY LOUIS VUITTON.

Les assemblées ont approuvé la parité d'échange fixée à 1 action Moët-Hennessy pour 2,4 actions Louis Vuitton.

Pour faciliter l'échange, il sera proposé au prochain conseil d'administration de la société LVMH du 16 septembre 1987 de décider une attribution gratuite d'actions, à raison d'une action gratuite pour cinq anciennes :

— pour les actionnaires de Louis Vuitton, l'échange se fera dès lors sur la base d'une action LVMH pour deux actions Louis Vuitton, au lieu de 2,4 ;

— pour leur part, les actionnaires de Moët-Hennessy recevront une action nouvelle pour cinq anciennes.

Les échanges d'actions Louis Vuitton et la première cotation LVMH Moët-Hennessy Louis Vuitton auront lieu à partir du 23 octobre 1987. Jusqu'à cette date, les titres des deux sociétés continueront à être cotés séparément.

Le chiffre d'affaires cumulé et non audité du nouveau groupe à fin juillet 1987 s'élève à 6,375 milliards de francs, en progression de 18,4 % sur le chiffre record de l'année précédente.

Compte tenu d'une avance sur les budgets pour la plupart des activités, les prévisions annoncées pour l'ensemble de l'exercice sont confirmées.

Pour la première fois depuis le début de 1986

L'Etat emprunte à plus de 10 % à long terme

La remontée des taux d'intérêt à long terme, amorcée en France à partir de septembre 1986, après une baisse qui avait duré cinq ans, se poursuit. Jeudi 3 septembre, le Trésor a émis des obligations assimilables (OAT) à des taux dépassant 10 %, soit 10,16 % à sept ans et 10,49 % à quinze ans. C'est la première fois depuis le début de 1986 que l'Etat doit payer plus de 10 % pour des emprunts obligataires. Il retrouve, ainsi, les conditions existant au début de 1986, lorsqu'il payait 10,26 % à sept ans.

En fait, le Trésor, qui procédait par adjudication mensuelle, comme il le fait régulièrement depuis le début de 1986, a dû payer le prix du marché, qui est élevé. Le plus paradoxal est que les obligations sont très abondantes, au point que le taux de l'argent au jour le jour a encore fléchi, revenant à 7 %, l'écart avec le long terme atteignant 3 %, ce qui est

F. R.

SOCIAL

La mort de Paul Vignaux fondateur du SGEN-CFDT

Paul Vignaux, fondateur du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN) et animateur du courant Reconstruction qui, au sein de la CFDT, milita pour la déconfectionnalisation de cette centrale, est décédé le 26 août en Espagne, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, des suites d'une hémorragie cérébrale. L'annonce de sa mort a été faite par la CFDT le 3 septembre, jour de ses obsèques à Saraguet (Hautes-Pyrénées).

Avec la disparition de Paul Vignaux, la CFDT se retrouve un peu orpheline. Mais le paradoxe est que la plupart de ses militants l'ignoraient. Paul Vignaux ne recherchait pas les feux de la rampe, ne voulait

ni les honneurs ni la célébrité. L'homme qui s'est éteint loin de sa retraite d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise) a pourtant profondément marqué l'histoire de la CFDT, au point d'être, dans une large mesure, l'artisan de son évolution.

Né le 18 décembre 1904, cet agrégé, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, spécialisé dans l'histoire de la philosophie médiévale, se définissait comme un catholique laïque. En 1937, il fonde le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN) au sein de la CFDT, mais en prenant soin de le déclarer « statutairement laïque ». Il montrait déjà son attachement à l'idée qu'« un socialisme démocratique demande simplement à l'école d'être laïque ». En 1940, recherché par la Gestapo, il quitte Paris pour Toulouse, puis part aux Etats-Unis d'où il reviendra avec une connaissance très précise du syndicalisme américain.

« Reconstruction »

Intellectuel fin et passionné, pouvant dérouter son interlocuteur à la fois par ses silences et sa volubilité, Paul Vignaux est né en janvier 1904, avec Charles Savourel (métallurgie) et Fernand Hennebique (électricité), le « bureau d'études » Recon-

Dans une interview au journal « La Croix »

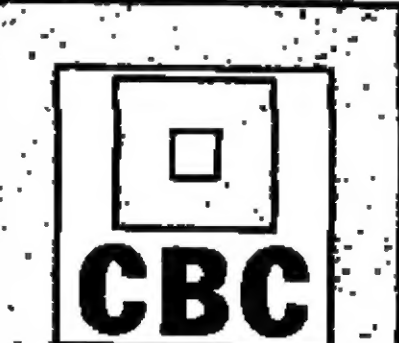
Il faut tenir compte des efforts de gestion des hôpitaux

déclare M. Zeller

Dans une interview à la Croix du vendredi 4 septembre, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, se déclare favorable, « à titre personnel », et avec beaucoup de précautions, à un taux unique de remboursement des médicaments par la Sécurité sociale. Actuellement, il existe trois taux de remboursement (100 %, 70 % et 40 %) rien que pour le régime général, et les conditions sont différentes dans d'autres régimes.

Le secrétaire d'Etat s'en prend surtout aux modalités actuelles de financement des hôpitaux publics, « qui disposent parfois d'une trésorerie inutilement importante » (jusqu'à plusieurs milliards de francs en total), contrastant avec la « discipline » que s'est imposée la Sécurité sociale, ainsi que l'« inertie » des budgets lorsque l'activité des établissements baisse. « L'Etat n'a pas la maîtrise du système, estime M. Zeller. Les préfets et les directeurs départementaux des affaires sociales devraient disposer d'une marge de manœuvre financière plus importante pour attribuer les fonds en fonction des efforts de gestion accomplis par les hôpitaux » et de leur activité.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le groupe CBC a réalisé, conformément aux prévisions, un chiffre d'affaires de 1 604 MF hors taxes au cours du premier semestre 1987, à comparer à celui du premier semestre 1986 qui était de 1 488 MF.

As 30 juillet 1987, le carnet de commandes du groupe CBC s'élevait à 2 700 MF hors taxes.

Marchés financiers

PARIS, 4 septembre ↑

Satisfaction

Belle fin de semaine au pelai Brongniart, où l'indicateur a franchi en séance le seuil de 1 % de hausse atteignant + 1,10 %. La baisse de la TVA sur les ventes et les locations d'automobiles est accueillie avec plaisir par les investisseurs. D'où le regain d'intérêt pour le secteur automobile et ses sous-traitants ainsi que pour des établissements financiers spécialisés dans le crédit aux véhicules. Les investisseurs ont également apprécié la confirmation par le chambre syndicale des agents de change de l'ouverture le 10 septembre du marché des options négociables sur actions (MONA). Cependant, par prudence il ne concernera que trois valeurs : Lafarge-Coppée, Paribas et Peugeot SA. Trois autres classes d'options portant sur les actions Compagnie du Midi, Elf-Aquitaine et Thomson CSF seront créées dans les semaines ultérieures.

A la veille du week-end, le marché est redevenu très animé. Après Prouvost et la Navigation mène, les opérateurs observent avec attention Moulins. La cotation du groupe électro-ménager a dû être suspendue pendant un moment, face à une trop grande demande. Parmi les valeurs étrangères, l'américain Merck progresse de plus de 2 % atteignant son plus haut niveau de l'année, suite au lancement d'un nouveau médicament contre le cholestérol. Sur le second marché, la vague des introductions vient de reprendre. Après Paris Bail, une autre Sicom, COFITEM vient d'y accéder.

Le MATIF, quant à lui, n'arrivait pas à retrouver le moral, au lendemain de l'adjudication d'OAT qui a entraîné une tension sur les taux. Les contrats fléchissaient et demeuraient au-dessous de la barre des 100.

NEW-YORK, 3 sept. ↓

Nerveux, mais plus résistent

Une grande nervosité a continué de régner jeudi à Wall Street. Cependant, malgré la persistance d'une assez forte irrégularité, la résistance a continué de s'organiser. Tombé au moment de 2 560,11, l'indice des industries s'est finalement établi à 2 599,49, soit à 2,55 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été moins déséquilibré. Sur 1 995 valeurs traitées, 966 ont baissé, 408 ont monté et 421 n'ont pas varié.

Une fois encore, le marché a été déprimé par la faiblesse du dollar et la menace d'une hausse des taux d'intérêt. Mais les investisseurs commencent à penser que le facteur technique a bien purgé la Bourse et qu'il ne serait pas inopportun de reprendre quelques positions vis les prix attractifs de certaines valeurs. L'indice s'est ainsi concentré sur Merck (+ 4 %), qui vient de recevoir son visa pour son nouveau médicament, le Lovastatin. A l'inverse, l'annonce par Croy Research de l'abandon de son projet de superordinateur a provoqué la chute (- 6 %) de la valeur. L'activité a diminué. Elle a porté sur 165,2 millions de titres, contre 199,94 millions la veille.

| VALEURS | Cours de 2 sept. | Cours de 3 sept. |
|-----------------------|------------------|------------------|
| Alcan | 55 7/8 | 55 7/8 |
| Alcoa | 38 3/8 | 37 7/8 |
| A.T.T. | 33 1/4 | 33 1/4 |
| Borg | 50 3/4 | 50 7/8 |
| Cheney Manhattan Bank | 40 1/4 | 39 7/8 |
| De Post de Buenos | 113 5/8 | 117 1/2 |
| Emerson Electric | 58 1/2 | 57 1/4 |
| Enron | 38 7/8 | 37 5/8 |
| Ford | 50 1/2 | 50 1/2 |
| General Electric | 50 1/4 | 50 1/4 |
| General Motors | 58 | 58 |
| Goldman | 89 1/4 | 89 1/4 |
| I.B.M. | 162 3/8 | 161 3/4 |
| I.T.T. | 63 | 62 5/8 |
| Intel | 51 5/8 | 51 3/4 |
| Pfizer | 70 3/8 | 69 3/8 |
| Schering | 46 | 46 1/4 |
| Texas | 40 3/4 | 39 7/8 |
| Union Carbide | 28 5/8 | 28 1/4 |
| U.S.X. | 36 1/8 | 35 3/4 |
| Westinghouse | 89 1/4 | 88 3/4 |
| Merck | 76 5/8 | 78 1/4 |

CHANGES

Dollar : 6,01 F ↓

Le dollar a poursuivi son fléchissement, tombant aux environs de 6,01 F, contre 6,03 F. Des rumeurs circulaient sur les marchés portant d'une réunion surprise du G 5, groupe des cinq pays industrialisés. Toutefois, cette rumeur était démentie par les Allemands et les Japonais.

| FRANCFORT | 3 sept. | 4 sept. |
|--------------------|-----------------|---------|
| Dollar (en DM) | 1,983 | 1,957 |
| TOKYO | 3 sept. | 4 sept. |
| Dollar (en yen) | 141,63 | 141,63 |
| MARCHÉ MONÉTAIRE | (effets privés) | |
| Paris (4 sept.) | 7 % | |
| New-York (3 sept.) | 6 13/16 % | |

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

| | 2 sept. | 3 sept. |
|--------------------|---------|---------|
| Valeurs françaises | 186,6 | 186,2 |
| Valeurs étrangères | 134,8 | 135 |

Cotations de change (base 100 : 31 déc. 1981)

| | | |
|----------------|--------|--------|
| Indice général | 426,68 | 425,70 |
|----------------|--------|--------|

NEW-YORK (indice Dow Jones)

| | 2 sept. | 3 sept. |
|---------------|----------|----------|
| Industrielles | 2 600,84 | 2 599,49 |

LONDRES (indice Financial Times)

| | 2 sept. | 3 sept. |
|---------------|----------|----------|
| Industrielles | 1 763,20 | 1 774,50 |

Mines d'or

| | | |
|--|--------|--------|
| | 444,90 | 452,80 |
|--|--------|--------|

Fonds d'Etat

| | | |
|--|-------|----|
| | 85,66 | 86 |
|--|-------|----|

TOKYO (indice Nikkei Dow Jones)

| | 3 sept. | 4 sept. |
|------------------|-----------|-----------|
| Nikkei Dow Jones | 25 640,88 | 25 744,68 |

Indice général

| | | |
|--|---------|---------|
| | 2118,38 | 2121,19 |
|--|---------|---------|

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 3 sept. 1987

| COURS | ÉCHÉANCES | | | |
|-----------|-----------|---------|---------|---------|
| | Sept. 87 | Déc. 87 | Mars 88 | Juin 88 |
| Dernier | 99,60 | 99,25 | 99,10 | 99 |
| Précédent | 99,55 | 99,15 | 99,05 | 99,10 |

LA VIE DE LA COTE

CLYDA VEUT DEVENIR NUMÉRO UN FRANÇAIS DE LA MONTRE. — Troisième marque française de montres après Kiplip et Michel Herbelin, Clyda veut se faire un nom. Jusqu'ici inconnu, dans la mesure où ses produits étaient écoulés par des grossistes sous les noms les plus divers, la firme française a l'ambition de devenir le numéro un en France à l'horizon 1990. En 1984, l'entreprise produisait tout juste douze mille montres par an. L'année dernière, elle en a fabriqué 214 000. Le

montant de ses ventes s'est élevé à 50 millions de francs (+ 150 %). Les prévisions sont de 65 millions de francs pour 1988 et de 90 millions pour 1990.

AIR FRANCE OUVRE SON CAPITAL AU PUBLIC. — L'opération doit en principe avoir lieu en novembre à l'occasion d'une augmentation de capital de 2 milliards de francs. L'Etat n'y souscrirait qu'à hauteur de 500 millions de francs, de sorte que sa participation dans la compagnie reviendrait à 85 %.

TAUX DES EUROMONNAIES

| | 6 1/2 | 6 3/4 | 7 | 7 1/8 | 7 3/16 | 7 1/2 | 7 5/8 | 7 3/4 |
|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| DM | 3 5/8 | 3 7/8 | 3 7/8 | 4 | 5 3/16 | 5 1/16 | 5 1/16 | 5 1/16 |
| FF | 4 7/8 | 5 3/8 | 5 1/8 | 5 1/4 | 5 3/16 | 5 1/16 | 5 1/16 | 5 1/16 |
| FL (100) | 5 7/8 | 6 3/8 | 6 1/4 | 6 1/4 | 6 7/16 | 6 3/4 | 6 7/8 | 6 7/8 |
| ES | 1 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 3/4 | 1 3/4 | 1 3/4 | 1 3/4 | 1 3/4 |
| L (100) | 10 1/2 | 11 1/2 | 12 1/2 | 13 1/8 | 13 1/8 | 13 1/8 | 13 1/8 | 13 1/4 |
| £ | 9 5/8 | 9 7/8 | 9 7/8 | 9 7/8 | 9 7/8 | 9 7/8 | 9 7/8 | 9 7/8 |
| S. franc | 7 1/8 | 7 1/8 | 7 1/8 | 7 1/8 | 7 1/8 | 7 1/8 | 7 1/8 | 7 1/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont ceux indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|-----------|---------------|--------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|
| | + haut | + bas | Rep. + ou dép. | + ou dép. | Rep. + ou dép. | + ou dép. | Rep. + ou dép. | + ou dép. |
| S.E.-L. | 6,000 | 6,010 | + 10 | + 25 | + 40 | + 60 | + 100 | + 200 |
| Som. | 4,570 | 4,573 | - 72 | - 54 | - 119 | - 90 | - 312 | - 235 |
| Yen (100) | 4,249 | 4,251 | + 116 | + 139 | + 258 | + 285 | + 848 | + 928 |
| DM | 3,345 | 3,347 | + 90 | + 100 | + 202 | + 226 | + 625 | + 722 |
| FF (100) | 2,973 | 2,974 | + 54 | + 64 | + 119 | + 136 | + 409 | + 487 |
| ES | 16,129 | 16,136 | + 92 | + 197 | + 259 | + 413 | + 949 | + 1373 |
| £ | 4,648 | 4,655 | + 127 | + 146 | + 279 | + 306 | + 864 | + 938 |
| L (100) | 4,614 | 4,628 | - 222 | - 150 | - 417 | - 375 | - 1065 | - 975 |
| S. franc | 9,942 | 9,972 | - 218 | - 169 | - 397 | - 328 | - 995 | - 704 |

M. V.

ملكا من الأصل

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|--|--|--|---|--|---|---|
| 3 Le sommet francophone de Québec. 4 Le putsch au Burundi. 5 La préparation du référendum en Turquie. 6 La situation dans le Golfe. | 8 Une majorité embarrassée face à un président dominant dans les sondages. 9 La mise au point de la plate-forme présidentielle au PS. DÉBATS 2 « Le Quel dépossédé », par Thierry de Beaucé. | 10 Les suites de la « bavure » de Neuilly. 12 Education : les « frainéistes » et la télématique. SPORTS 17 Les championnats du monde d'athlétisme. — Tennis : Flushing Meadows. | 18 Ouverture du Festival du cinéma de Deauville. — La première Biennale de Los Angeles. — Septembre musical à Turin. 19 Romaine Brooks au Musée Sainte-Croix. 22 Communication. | 24 La baisse de la TVA sur l'automobile. — Manœuvres boursières autour de Prouvost et de la Navigation mixte. 25 Regards sur l'étranger - Suisse : « Y en a point comme nous ». 26-27 Marchés financiers. | Abonnements 2 Météorologie 23 Mots croisés 16 Cartes 23 Loto, loterie 21 et 23 Radio-Télévision 21 | ● Les cadeaux fiscaux du gouvernement vous inquiètent-ils. JOUR ● La rentrée littéraire. LIT ● 11 h-14 h 30 : rendez-vous à la Bourse de Paris. BOURSE Actualité. Sports. International. Jeux. Cinéma. Bourse. 3615 Tapez LEMONDE |

Sur les marchés des changes

Le dollar retombe à 6 F

Dans une atmosphère assez nerveuse, à la veille du week-end, le dollar a poursuivi son fléchissement, retombant aux environs de 6 F. Sur les marchés des changes (lire page 26), les rumeurs les plus diverses circulaient, au premier rang d'entre elles une réunion surprise du groupe des cinq pays les plus industrialisés, l'Allemagne, le Japon, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, par ailleurs, les pronostics les plus pessimistes étaient formulés sur l'évolution du commerce extérieur des États-Unis, dont le déficit pourrait, selon certains, atteindre 17 milliards de dollars pour le mois de juillet 1987, après les 15,7 milliards de juin et les 14,4 milliards de mai.

Autre rumeur insistante, celle d'un relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis, où la hausse des rendements à long terme se poursuit. Celui de l'emprunt Phare du Trésor, le 8 7/8 % 2 017 émis le mois dernier, a poussé une pointe à plus de 9,50 %, comme si les opérateurs anticipaient une augmentation du taux d'escamoteur de la Réserve fédérale, seule mesure dont disposent les autorités américaines pour soutenir le dollar.

Le Brésil va proposer de convertir la moitié de sa dette en obligations à très long terme

VIENNE de notre envoyé spécial

A l'occasion d'une conférence monétaire organisée à Vienne (Autriche) par un certain nombre de parlementaires américains, le ministre des Finances du Brésil, M. Carlos Bresser Pereira, a exposé les grandes lignes d'un plan consistant à convertir la moitié de la dette extérieure qu'il présentera à la fin du mois de septembre devant l'Assemblée générale du Fonds monétaire international à Washington.

Mais, dans la déclaration immédiatement considérée comme « très importante » par les participants (dont un grand nombre de banquiers) de la réunion de Vienne, M. Bresser Pereira a annoncé que le Brésil proposera aux banques commerciales de convertir la moitié des sommes qu'il leur doit en obligations à long terme (d'une durée de plus de vingt-cinq ans), assorties d'un taux d'intérêt fixe - dont le pourcentage sera déterminé en fonction de nos capacités à payer.

PAUL FABRA.

Dix gradés d'un régiment de Brive relevés de leurs fonctions

Dix gradés - un lieutenant, trois sergents et six caporaux - d'une section du 126^e régiment d'infanterie de Brive-la-Gaillarde (Corrèze) ont été relevés de leurs fonctions à la suite de protestations présentées par dix-sept appelés, qui se sont plaints de l'entraînement trop intensif et des investissements dont ils étaient l'objet.

Une enquête de commandement a été ordonnée, dont a été chargé le colonel Pierre-Yves Brousse, commandant le régiment de Brive, qui a entendu un par un tous les membres de la section. « D'ores et déjà il apparaît que l'entraînement dans cette section était trop « musclé », a déclaré le colonel Brousse, et elle était accompagnée d'investissements qui dépassaient les bornes. »

Deux métiers d'avenir

Vous voulez un 2^e cycle d'études supérieures ? Vous voulez un 2^e cycle d'études supérieures ? Vous voulez un 2^e cycle d'études supérieures ? Vous voulez un 2^e cycle d'études supérieures ? Vous voulez un 2^e cycle d'études supérieures ?

A C D E F G H

L'élection présidentielle

M. Barre aux jeunes centristes : « j'aurai besoin de vous »

HOURTIN de notre envoyé spécial

« Mes chers amis, j'aurai besoin de vous. » C'est un véritable discours d'entrée en campagne que M. Raymond Barre a prononcé le vendredi 4 septembre devant les jeunes centristes réunis à Hourtin (Gironde), scandant des « Barre, président ! », et ravis de voir enfin se profiler la dernière ligne droite. « J'aurai besoin de votre dévouement », a déclaré solennellement l'ancien premier ministre, de votre dynamisme, de votre capacité de persuasion à travers tout le pays. »

Dans un discours ne souffrant guère la moindre ambiguïté sur ses intentions, le député du Rhône a clairement défini les objectifs de sa campagne tout en adressant, sans non plus le moindre artifice, une sérieuse mise en garde au RPR. « Nous sommes entrés, a-t-il déclaré, dans la phase finale de l'intermède institutionnel que nous vivons depuis mars 1986. Conformément à ce que j'avais annoncé, je n'ai rien fait qui ait empêché le déroulement de cette expérience. Je me suis abstenu de commenter ses épisodes, ses péripéties, ses cliquetis. (...) Je souhaite qu'elle garde jusqu'à son terme cette pureté de cristal afin qu'elle puisse contribuer à l'édification durable des Français. »

Parlant de l'élection présidentielle « comme une nouvelle donne », M. Barre a expliqué qu'il ne comptait point « s'épuiser dans le procès du passé ou celui du présent. » « Certes, a-t-il ajouté, rien ne saurait être escamoté, ni souverainement oublié. Mais comme dit le proverbe anglais, il ne faut pas pleurer sur le lait répandu. Il vaut mieux regarder l'avenir. »

Plaçant sa campagne sous le triple thème d'une France « forte, fraternelle et libérale », M. Barre s'en est remis au jugement des Français. « Je n'ai jamais pensé que les appareils, les quadrillages, les verrouillages, l'argent, pouvaient conditionner le vote des citoyens dans une démocratie libre. Je crois à la force des idées, à la puissance des convictions, à l'engagement ardent de ceux qui partagent les mêmes valeurs. Je crois au jugement des Français. Dans une période qui est l'annonce d'une pleine confiance, de confiance, de manœuvres, de combinaisons, ce qui me semble essentiel c'est la clarté, la loyauté et la sérénité. »

● Tremblement de terre en Antarctique. - Un séisme de magnitude 7 s'est produit le 4 septembre au matin dans le sud de l'océan Pacifique, à 800 kilomètres au nord du cap Adare (Terre Victoria, Antarctique), soit à 2 750 kilomètres environ au sud-est de Sydney (Australie). Un tremblement de terre d'une telle magnitude dans cette région est un phénomène assez rare : le précédent de magnitude 7,2 s'était produit le 11 juin 1970. - (AFP, AP, Reuters.)

MOGADOR

LE TRIOMPHE DE JEROME SAVARY !



CABARET

REPRISE LE 11 SEPTEMBRE, LOC. AU THEATRE 25, RUE DE MOGADOR 75009 PARIS ET AU : 42.83.28.80

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

L'ancien premier ministre a donc défini clairement ces trois règles du jeu. La clarté : « Je veux dire, traiter les Français en citoyens adultes et responsables, leur indiquer les problèmes de notre pays, leur proposer des objectifs, leur épargner des promesses, les appeler à l'effort pour le succès. En ce qui me concerne, je n'ai jamais cherché à cultiver ma différence dans la majorité à laquelle j'appartiens, mais je ne la gommerai pas parce qu'il me paraît puéril de jouer à blanc bonnet et bonnet blanc. » La loyauté : « Il y a des procédés, a sursauté M. Barre, que nous n'utiliserons pas. La loyauté est nécessaire à l'égard de nos partenaires de la majorité. Mais il est clair que la loyauté est un bloc, qu'elle n'admet pas de faille et que la loyauté sera réciproque ou ne sera pas. » La sérénité, enfin : « Je ne veux pas dire par là, a conclu M. Barre, refus de la passion ou de la ferveur, mais le refus de l'agitation microcosmique et hypermédiatique. »

D. C.

M. Baudouin : toute division serait mortelle

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a déclaré le vendredi 4 septembre, au cours de son point de presse hebdomadaire, que, « dans une période de difficultés économiques, la France fait relativement bonne figure. »

Selon le porte-parole de M. Jacques Chirac, la popularité de M. François Mitterrand a une cause « très claire : c'est que sa candidature est incertaine. » C'est pourquoi les attaques contre M. Mitterrand, « parfaitement normales vis-à-vis d'un candidat, sont considérées [par l'opinion] comme des attaques sur la fonction présidentielle », a déclaré M. Baudouin, critiquant, ainsi, les déclarations qui avaient mis en cause, notamment, l'âge du chef de l'Etat.

Selon M. Baudouin, l'« obsession » de M. Chirac est de « maintenir coïte que coïte l'unité de la majorité, car toute division peut être mortelle ». Le premier ministre, a-t-il ajouté, veut être « le rassembleur de la majorité en respectant sa diversité. »

Le procès du pilote de la place Rouge

Mathias Rust est condamné à quatre ans de détention

Le jeune pilote onest-allemand Mathias Rust, qui avait posé son avion sur la place Rouge le 28 mai dernier, a été condamné, vendredi matin, à quatre ans de détention dans un camp de travail à régime « ordinaire ». Cette sentence est définitive et non susceptible d'appel, indique l'agence Tass.

Jeudi, le procureur avait requis contre le jeune homme une peine de huit ans de détention dans un camp à régime sévère. L'avocat de Mathias Rust, vendredi matin, avait demandé une peine minimum de un an de privation de liberté.

MOSCOU de notre correspondant

Mathias Rust a reconnu, vendredi, avoir commis une « énorme erreur » en posant son monoplan le 28 mai sur la place Rouge, et a demandé au tribunal de se montrer clément à son égard.

« Au moment des faits, a-t-il déclaré dans sa déclaration de clôture, je n'étais pas l'homme que je suis aujourd'hui. Maintenant, je me rends compte de l'énorme erreur que j'ai commise. Il ne me reste qu'à me repentir. Je n'ai voulu offenser personne. J'ignorais l'énorme signification de la place Rouge pour les Soviétiques, et c'est avec étonnement que j'ai appris qu'il était même interdit d'y jurer. »

Auparavant, l'avocat de Mathias Rust avait fondé sa plaidoirie sur les « nobles » motivations du jeune pilote et sur son « idéalisme ». « La peine de huit ans de privation de liberté requise par l'accusation est excessive, avait-il déclaré. C'est presque la moitié de l'âge de l'accusé. N'oublions pas qu'il devait la purger dans un pays étranger, dont il ne connaît pas les coutumes et où ses contacts avec sa famille seraient compliqués par l'éloignement. »

L'accusation, a poursuivi l'avocat, « met en doute l'objectif poursuivi par Rust ; elle ne prend pas en considération sa personnalité et refuse de se mettre dans sa peau ». « Nous jugeons trop souvent la jeunesse avec sévérité et oublions nos propres fautes », a dit M. Yakovlev, en se référant à Lénine, « qui préconisait l'indulgence à l'égard des jeunes. »

Le défenseur a marqué une certaine admiration devant l'exploit du jeune pilote, « qui a survolé le nord de l'Europe, défiant la tempête, le brouillard et le froid », mettant sa vie en danger.

Il a, enfin, rejeté catégoriquement les allégations de « certains journalistes », selon lesquels Rust aurait été en mission d'espionnage. « On a prétendu, a-t-il dit, que son avion aurait été préparé à cet effet, et qu'on lui aurait fourni des cartes spéciales. Tout cela est faux. »

Jeudi, le procureur soviétique, M. Andreev, avait insisté sur le danger qu'avait représenté l'entreprise de Mathias Rust, notamment pour les avions qui se trouvaient dans l'espace aérien soviétique en même temps que lui et pour les piétons de la place Rouge. Le second argument avancé par le procureur, un homme énergique au doigt accusateur, était fondé sur l'honneur national soviétique bafoué par la profanation de lieux aussi sacrés que le Kremlin et la place Rouge, où trône le mausolée de Lénine. « Vous avez insulté notre mémoire, vous êtes un hooligan », a lancé M. Andreev, soulignant ainsi que, dans son acception russe, le terme « hooligan » revêt une autre gravité que celui qui désigne les tribuns des stades britanniques.

Des trois chefs d'accusation retenus contre Mathias Rust - violation de la frontière, violation des règlements internationaux de navigation aérienne, hooliganisme aggravé - c'est pour le deuxième que la peine la plus lourde - huit ans - a été requise.

L'accusation aura malgré tout fait preuve pendant ces débats, dont Moscou sait très bien l'intérêt qu'ils suscitent en Occident, d'une très grande retenue, en particulier en omettant totalement la thèse de l'espionnage, un moment envisagée par les enquêteurs. Pas une fois, au cours des deux premières journées du procès, entièrement filmé par une équipe de cinéma soviétique, en présence de la presse nationale et internationale et d'un public trié sur le volet, n'ont été mentionnées les défaillances de la défense anti-occidentale soviétique et leurs conséquences : le limogement, deux jours après le coup d'éclat de Rust, du ministre de la défense d'URSS et de l'un de ses adjoints. (Interim.)

● TF1 et A2 ne diffuseront pas le téléfilm sur le procès de Mathias Rust. - Comme les trois grandes chaînes américaines (ABC, CBS et NBC), TF1 et A2 ont refusé d'acheter le téléfilm qui sera réalisé par la télévision soviétique et diffusé exclusivement dans les pays occidentaux par une société américaine sur le procès de Mathias Rust, pour protester contre l'interdiction faite aux télévisions étrangères de filmer ce procès.

● ETATS-UNIS : 35 % de familles pauvres en plus depuis 1979. - Le nombre des familles pauvres avec enfants a augmenté de 35 % depuis 1979 aux Etats-Unis, et le tiers de cet accroissement est dû à une moindre efficacité des programmes d'aide gouvernementaux, selon une étude publiée le 2 septembre par un centre privé de recherches, le Center on Budget and Policy Priorities. - (AFP.)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

La nouvelle grille

RTL joue la continuité

Fort de sa place en tête des sondages, RTL, première radio française, a choisi la continuité. A l'heure où ses concurrents parlent d'innovation, RTL, qui n'a pas eu, hormis le départ de Christine Ockrent vers TF1, à souffrir des « transferts » de l'été, a conservé non seulement ses stars, mais sa grille de programmes. Les vedettes de RTL seront donc au rendez-vous : Patrick Sabatier, Philippe Souvrand, Michel Denisot...

De petites nouveautés apparaissent cependant : Anne-Marie Peysson animera chaque jour, en compagnie d'un invité, une nouvelle émission, « Ça vous intéresse », entre 14 heures et 16 h 30. André Torrance sera la voix du matin (5 heures-8 h 30) et Julien Lepers lui succédera pour « Stop ou encore » (9 h 15-13 heures, samedi et dimanche).

Le secteur de l'information est, quant à lui, peu modifié : on retrouvera les grandes signatures (Philippe Alexandre, Marc Ulmann) et les rendez-vous habituels de l'actualité. Philippe Caloni, qui avait pris il y a quelques mois le relais de Christine Ockrent, fait sa véritable rentrée dans son émission « L'invité de RTL » à 7 h 50, tandis que Jérôme Godefroy anime le « Journal non stop » de 7 heures à 8 heures.

Comme le dit Philippe Labro, directeur de l'antenne, « quand on a fabriqué un socle qui tient une écoute et une image, on ne brise pas le socle ». Autrement dit, on ne change pas une équipe qui gagne.

M. PHILIPPE SÉGUIN

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

« Le grand jury RTL-le Monde » reprend le rythme hebdomadaire de son émission dominicale. Dimanche 6 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, sera l'invité du « Grand Jury ».

Le maire d'Espinal répondra aux questions d'André Fassinon et d'Alain Lebeaux, du Monde, et de Jeanne Perrinmond et Paul-Jacques Truffaut, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1987 a été tiré à 509 637 exemplaires

Publicité

PANTALONS DOUBLES, POUR HOMME, en flanelle : 189 francs !

Blazer pure laine 339 F ; veste chemise et laine 697 F ; veste harnis tweed 798 F ; à partir de 990 F un costume Dornier ; chemises, pulls, etc. Parce que les Entrepreneurs du Monde vendent en direct les créations Guy d'Arment, vous avez ces prix et la qualité (les grands aussi jusqu'à 62, 3, rue du Pont-aux-Choux (3), M^e St-Sébastien-Francis, de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

Préservez votre dos fragile avec **Piralex** de **PIRELL** sommier articulé à lattes de bois soutient bien la COLONNE VERTÉBRALE. DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN 37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 43-57-48-35 Métro : PARMENTIER

PREPA H.E.C. Bacheliers C et D. Classe spéciale pour bacheliers B. Taux confirmé de réussite depuis 11 ans. PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE **PCS** 48, rue de la Fédération 75015 Paris Tél. : (1) 45 66 59 98

Le Monde sur minitel **LA BOURSE MONTE : CONSULTEZ VOTRE PORTEFEUILLE** 36.15 TAPPEZ LEMONDE

PROMOTION TAILLEURS 1000 TAILLEURS SIGNÉS GRANDES MARQUES A DES PRIX JAMAIS VUS COUTURE HOMMES ET FEMMES **CLUB des 10** SPECIAL HOMMES : VESTE PURE LAINE 695 F -30% -40% -50% Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h, Dimanche inclus. PARIS 8^e : 58, FBG SAINT HONORE (1^{er} ÉTAGE) M^e CONCORDE ST-GERMAIN-EN-LAYE : 60 bis, RUE DE PARIS (1^{er} ÉTAGE) LYON 2^e : 5, RUE DES ARCHERS (1^{er} ÉTAGE)

سكنا من لاجل